



Stratégies pour une réintégration réussie des ex- combattants de Boko Haram

Ahmat Yacoub Dabio
 CEDPE

Guide de DDRR

Matériau protégé par le droit d'auteur

Autant les multitudes de conférences, ateliers, colloques, séminaires, forum ou réunions sur la thématique relative à l'extrémisme violent sont nécessaires pour dégager une stratégie commune axée sur la phénoménologie et la typologie, autant il est temps, voire urgent de passer à des grandes actions plus pratiques.

Le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) a initié un projet pouvant permettre la réinsertion socioprofessionnelle des désengagés de Boko Haram dans leurs communautés d'accueil.

Ce plan cohérent de réinsertion sociale sera un déclic qui contribuera au développement socio-économique de la province du Lac, sachant que 10% de la jeunesse du Lac Tchad rejoint Boko Haram sur un taux de croissance démographique annuelle de 3,9 %.



Le coût du processus de DDRR pour la province du Lac s'élève à environ trente-neuf milliards de FCFA. Il concerne 12 000 personnes, dont 7 000 désengagés et désassociés de Boko Haram.



Matériau protégé par le droit d'auteur

Guide de DDRR

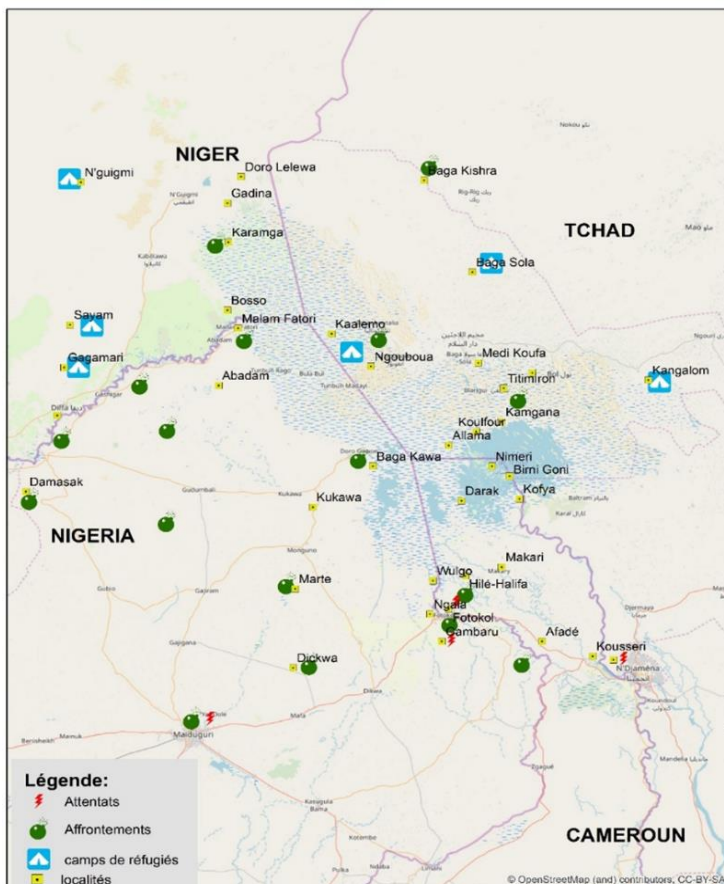
« Un nouveau départ : Stratégies pour une réintégration réussie des ex-combattants de Boko Haram »

Sous la direction de Dr. Ahmat Yacoub Dabio
Doctorat en sociologie

En collaboration avec

- Djamil Ahmat Master2 en droit
 - Agassiz Baroum, enseignant chercheur, université Emi Koussi
 - Melle Samah Ahmat, Master2, Ecole de Science Politique de la sorbonne, Stagiaire au CEDPE (mars – mai 2025).
- Ce travail est le résultat d'une implication active de plus de 100 chercheurs que le CEDPE tient à remercier.

Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme (CEDPE),
N'Djamena, Tchad : 00235 65031560, France : 0033772438986
mail : yacoubahmat@aol.com



« L'édification de sociétés ouvertes, équitables, inclusives et pluralistes fondées sur le plein respect des droits de l'homme et offrant des perspectives économiques à tous, est le moyen le plus concret et le plus adapté d'échapper à l'extrémisme violent ».
 António Guterres, secrétaire général des Nations Unies.

Remerciements

C'est avec un réel plaisir que je tiens à remercier tous ceux qui ont apporté leur contribution intellectuelle, financière et morale à ce travail. À commencer par ceux qui ont exposé leur vie, les chercheurs et tous les membres de différents travaux de la recherche-Active, en acceptant d'effectuer de périlleuses missions dans une zone à grand risque où les terroristes ne font pas de quartier. On se souvient encore de l'enlèvement du Médecin chef¹ de Bagassola, Dr. Besso Ernes Mahamat le 30 octobre 2019, soit dix jours après la fin de la mission du CEDPE en octobre 2019. Mes remerciements vont aussi au Chef de Canton de Bol et ses chefs de villages, le délégué du ministère de l'Action sociale à Bol, les autorités administratives et sécuritaires, en particulier le secrétaire général de la province M. Sidik Khatir, ainsi que les jeunes de la province du Lac.

Tous mes remerciements aux autorités de la République du Tchad, surtout au Président de la République « feu maréchal Idiss Déby » qui avait envoyé un émissaire pour assister à la cérémonie de restitution du rapport le 18 février 2020, ainsi qu'au Comité interministériel, surtout M. le Ministre de la Justice Djimet Arabi et Mme la Ministre de la Femme Amina, qui nous ont apporté leur précieux concours.

Je présente également mes remerciements au comité de pilotage pour sa disponibilité et l'attention qu'il a prêtée à nos difficultés durant l'avant dernière mission.

Un grand Merci aux chercheurs surtout au sociologue le professeur Dr. Adel, au géographe Dr. Richard, aux professeurs : Ms. Mathieu,

¹ Le 30 octobre 2019 trois personnes ont été enlevées par des combattants de Boko Haram sur l'axe Ngouba et Tchoukoutalia. Il s'agit du Médecin chef de Bagassola, Dr. Besso Ernes Mahamat, M. Avers Adam infirmier diplômé d'Etat et leur chauffeur. Les trois otages ont été libérés vendredi 28 août 2020 en territoire nigérien par leurs ravisseurs et récupérés par les soldats du poste avancé de Daboua. Ils sont reçus le 1^{er} septembre 2020 par le ministre de la Santé publique et de la solidarité, Dr. Abdoulaye Sabre Fadoul.

Ibrahim Moussa, Mahamat Kébir, et aux juristes : Antoine Garapon, Djamil et Sadam Ahmat.

Je présente enfin ma gratitude à mes chers amis Pierre Boussel qui a accepté de relire ce travail, à Mme Aimée Faye pour le rôle qu'elle a joué dans la mission du profiling, à M. François Dubeau de l'Union européenne pour son soutien dans le projet relatif à la cartographie des désengagés en 2018, à mon frère Abdelwahit pour son incessant apport au développement du Centre.

Je rappelle que le rapport de la mission et la base des données de 2019 que nous avons collectée sont remis le 13 août 2020 à Madame la ministre de la Femme et à M. Djimet Arabi ministre de la Justice, garde des Sceaux, chargé des droits humains, Président du Comité interministériel chargé de DDRR.

Malheureusement cette documentation riche d'environ 16 000 pages n'a toujours pas facilité le processus de réinsertion socioprofessionnelle des désengagés pour des raisons que nous avons déjà évoquées et qui constituent un handicap. Il s'agit avant tout de l'absence d'un statut juridique qui entrave le financement du processus de DDRR.

C'est pourquoi, le CEDPE, tout en espérant faire avancer le programme de DDRR, a minutieusement étudié un projet qui joue un rôle dans la **« stabilisation et le renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac »** SRRP-PL. Ce projet touchera au total **120 000 personnes dont** 12 000 bénéficiaires directes (les victimes, les réfugiés, les retournés, les désengagés et la population autochtone) dans les 05 localités de la province du Lac soit un total de 2000 personnes dans le département de Mamdi, 1500 à Fouli, 1500 à Kaya, 1500 à Wayi et 1500 à Koulikimé/Doum-doum.

Dr. Ahmat Yacoub
Président du CEDPE

Avant-propos

Autant les multitudes de conférences, ateliers, colloques, séminaires, forum ou réunions sur la thématique relative à l'extrémisme violent sont nécessaires pour dégager une stratégie commune axée sur la phénoménologie et la typologie, autant il est temps, voire urgent de passer à des grandes actions plus pratiques.

Le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) a initié un projet pouvant permettre la réinsertion socioprofessionnelle des *désengagés* de Boko Haram dans leurs communautés d'accueil.

Ce plan cohérent de réinsertion sociale sera un déclic qui contribuera au développement socio-économique de la province du Lac, sachant que 10% de la jeunesse du Lac Tchad rejoint Boko Haram sur un taux de croissance démographique annuelle de 3,9 %.

Le coût du processus de DDRR pour la province du Lac s'élève à environ trente-neuf milliards de FCFA. Il concerne 120 000 personnes², dont 12 000 bénéficiaires directs parmi lesquelles 7 000 désengagés et désassociés de Boko Haram. Le paysage de la Province du Lac va voir un changement radical avec 21 activités prévues sur une période de trois ans dans cinq (5) localités. Il convient de rappeler que le Maroc, l'Égypte et l'Algérie sont un modèle de lutte contre le terrorisme. Ils se sont appuyés non seulement sur le volet sécuritaire, mais en donnant une priorité à la prévention, à travers un processus de DDRR axé sur le développement, dont la jeunesse en a profité.

Voir page...130

² Parmi lesquelles les acteurs de l'exécution du projet.

Table des matières

<i>Introduction</i>	13
---------------------------	----

PARTIE I

- Chapitre I.

7000 désengagés de Boko Haram dans la province du Lac....	18
---	----

Profiling et évaluation des désengagés.....	19
Désengagé, déradicalisé, Repenti, Désassocié...quelle différence ?.....	21

- Chapitre II.

L'étude et ses objectifs.....	23
-------------------------------	----

Méthodologie de l'enquête.....	25
--------------------------------	----

- Chapitre III.

Le résultat d'enquête, de recherche et d'études.....	34
--	----

Classifications et analyses.....	36
----------------------------------	----

Bref aperçu sur le besoin exprimé selon la zone.....	38
--	----

Fiche d'identification des désengagés et victimes de BH.....	40
--	----

- Chapitre IV.

Classifications par sexe, ethnie, âge, statut matrimonial, possession d'une pièce d'identité, nombre d'enfants, profession, mode d'enrôlement, difficultés socioéconomiques, type de soutien souhaité, biens possédés, État de santé, niveau d'Études.....	47-81
--	-------

Rôle et conditions de la femme dans Boko Haram.....	50
---	----

PARTIE II.

- Chapitre V.

Réflexion sociologique croisée sur l'extrémisme.....	83
--	----

Boko Haram et ses technicités de recrutement.....	91
---	----

- Chapitre VI.

LA VIE APRES BOKO HARAM.....	109
------------------------------	-----

La situation des droits de l'Homme au Lac.....	114
--	-----

Le Statut juridique des désengagés ?.....	118
---	-----

- Chapitre VII.

Formation des agents de l'Etat par le CEDPE, dans le cadre de la stratégie du processus de DDRR.....	122
Conclusion de la première étude	125

PARTIE III

Vers un processus réussi de DDRR.....	129
---------------------------------------	-----

- Chapitre VIII

Guide du programme de DDRR (Désengagement, Désassociation, Réintégration et Réconciliation.....	130
Objectifs et activités du programme DDRR.....	153
Idée sur le type de logement.....	162
Budget prévisionnel du processus DDRR.....	163
Plus de 120 000 personnes bénéficient du processus de DDRR.....	170
(victimes, réfugiés, déplacés, retournés, désengagés, désassociés)	
Conclusion générale.....	172

ANNEXES..... 173

Restitution du rapport de la mission d'identification, d'enregistrement et de profilage des 2544/4142 désengagés.....	180
Flash sur le CEDPE	183
Le coût des trois missions	194
<u>Les principales causes de l'échec du processus de DDRR.....</u>	<u>196</u>
Les acteurs impliqués dans la lutte et la prévention.....	197
<u>Sources citées.....</u>	<u>198</u>



Procès-verbal de vérification des Fiches d'identification

L'an deux mille vingt et le onze décembre, deux cadres du Ministère de la Femme et de la Protection de la Petite Enfance ont effectué le déplacement au Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme pour constater et vérifier les fiches d'identification des désengagés et victimes de Boko Haram.

Il ressort de la vérification le constat suivant : deux mille cinq cent vingt-neuf (2529) fiches comptées et attestées par les cadres du dit ministère en présence de deux cadres du Centre

Fait, à N'Djamena le 11 décembre 2020

Pour le Ministère de la Femme

Pour le Centre

1- NDJENAISSSEM PATRICE NDJINGARO

1- AGASSIZ BAROUM

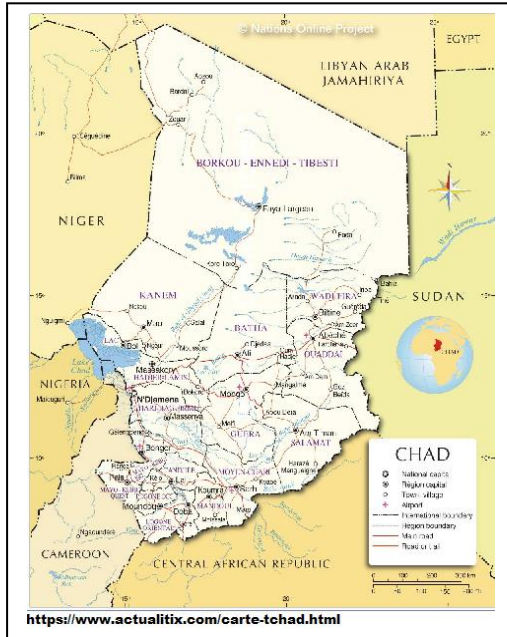
2- HASSANE ABGOUDJA

2- OUBADJIMDEHBA DESIRE

Introduction

Situé en Afrique centrale, dans la bande sahélienne, le Tchad fait partie des pays les plus pauvres du monde. Son indice de développement humain fait partie des plus faibles (185^{ème} sur

188 pays), et il a une population de plus de 16 millions d'habitants, constituée à majorité de jeunes. Cette jeunesse qui pourtant devrait efficacement contribuer au développement du pays, semble marginalisée et a un regard peu reluisant sur son avenir. La précarité des ressources naturelles, les grands défis du changement



climatique, le chômage, la crise socioéconomique, le faible niveau d'instruction (surtout dans la Région du Lac Tchad), le faible niveau de qualification et de formation professionnelle, le faible esprit d'innovation et de créativité sont autant d'obstacles qui renforcent la vulnérabilité des jeunes. Ces différents facteurs les exposent à divers fléaux et menaces parmi lesquels la recherche du gain facile et les promesses piégées des extrémistes.

En effet, l'extrémisme violent est un phénomène nouveau pour de nombreux pays. Il sape considérablement les efforts déployés par les États en vue de maintenir la paix, le

développement, protéger les droits humains et les libertés fondamentales, mais aussi promouvoir un État de droit. Cela a des conséquences en termes de pertes en vies humaines et de pertes au plan économique, et face à un délitement généralisé de la situation sécuritaire où les actions terroristes sont perpétrées de temps en temps, des solutions d'ordre militaire ont été apportées par les États africains, parmi lesquelles la mise en place de la Force Multinationale Mixte et de la Force Conjointe G5 Sahel. Ces deux mécanismes semblent s'étioler après l'avènement des régimes militaires au Mali, au Burkina et au Niger. Cependant, ces pratiques et facteurs de résistance et de résilience et les expériences réussies qui proposent des alternatives concrètes et crédibles à la violence restent trop peu étudiés. Et en même temps, globalement, l'extrémisme violent continue de gagner du terrain, au sens propre et figuré : cela doit nous interpeller en termes d'efficacité des réponses apportées.

De nombreuses organisations non gouvernementales ont opté quant à elles, pour une approche « *déradico-préventive* », qui permet d'entrer en contact avec les communautés des zones touchées par le phénomène d'extrémisme violent, et de contribuer à leur résilience.

Dans le cadre de ses recherches, le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), acteur parmi tant d'autres qui œuvrent pour la prévention de l'extrémisme violent et des conflits (PEVC), a engagé des études et des enquêtes dans la région du Lac Tchad. Cette approche lui a permis d'acquérir une meilleure compréhension des dynamiques à l'origine de l'extrémisme violent dans la région et, par conséquent, de suggérer un projet visant à mettre en œuvre le processus de DDRR dans

des conditions optimales.

La mission effectuée du 29 mars au 05 avril 2018 dans le cadre du projet portant sur *la déradicalisation des désengagés de Boko Haram*, a été l'occasion de recueillir des données importantes, constituant une *base de données* unique en son genre, pouvant contribuer à mieux comprendre les parcours sociaux des « désengagés » de Boko Haram. Il s'agit aussi d'estimer à partir de cette démarche le nombre total de combattants, comprendre les techniques utilisées par Boko Haram pour enrôler les jeunes comme la terreur, les fausses promesses et l'allocation piégée ou découvrir la vie dans les camps de Boko Haram, la vie de combattants, la vie de désengagés (post Boko Haram), les divers pôles d'activités socioéconomiques auxquelles se livrent les membres de Boko Haram, à savoir le pillage, le butin de guerre, le racket, le vol de bétail, l'agriculture (entre autres : mil, sorgho, maïs, riz, blé, poivron), l'élevage (bétails sur pieds), la pêche (poissons fumés, séchés ou frais), le trafic (drogues, armes, migration, etc.), les apports en espèce qui portent sur la contribution volontaire ou involontaire, les dons en espèce, les contrebandes. Déterminer les tranches d'âges, le sexe, les générations, les causes d'adhésion et de retour, étudier comment les nouvelles recrues constituent une nouvelle dynamique et contribuent à renforcer la capacité de nuisance de Boko Haram, quelles informations livrent-elles aux extrémistes sur l'administration et les positions militaires par exemple, comprendre pourquoi et comment Boko Haram continue à résister aux efforts militaro-sécuritaires consentis par les États, comment femmes et enfants s'adaptent à vivre dans les maquis de Boko Haram, comprendre si oui ou non il existe le phénomène du syndrome de Stockholm et quel effet

peut-il avoir sur les désengagés. Aussi parmi les résultats recherchés, dissuader les désengagés d'être victimes d'autres tentatives de manipulation des extrémistes, de rejoindre les djihadistes ou reprendre la route de l'immigration ou de l'exil.

Il est clair que l'obtention des résultats ne se réalise que sur le moyen et long terme. Et c'est dans l'optique de compréhension de la typologie des acteurs de Boko Haram qu'il s'est tenu un atelier les 25-26 octobre 2018 à N'Djamena, Tchad, dans les locaux du CEDPE.

Il s'agit d'un atelier ayant regroupé 77 personnes au total, dont 48 experts issus de nombreuses institutions étatiques et privées. L'atelier s'est déroulé avec un débriefing le deuxième jour. Il a permis aux experts de travailler sur la catégorisation des désengagés à travers leurs parcours sociaux puis de disposer d'un tableau statistique censé valider l'étape suivante axée sur une démarche plus pratique relative à l'insertion socioprofessionnelle. Toutes ces activités réalisées n'auraient pas été possibles sans la contribution et les efforts consentis par des partenaires.

Il faut rappeler que la première expérience du Tchad en matière de lutte contre l'extrémisme violent date de 2014. C'est à partir de cette année que le combat contre ce phénomène démarra. En juin 2015, avec la complicité de certains sympathisants locaux, le groupe a pu infiltrer la capitale N'Djamena et commettre des attentats meurtriers.

En effet, parmi les aspects clés ayant contribué au renforcement de la lutte contre l'extrémisme violent, on peut citer :

- L'aspect militaire ;
- L'aspect sécuritaire ;
- L'aspect judiciaire ;
- L'aspect populaire ;
- L'aspect religieux ;
- L'aspect préventif.

Il convient de noter avec regret que l'approche préventive qui constitue un aspect primordial dans la lutte contre le terrorisme n'a été prise en compte qu'avec un retard. Le projet d'une stratégie nationale de PEV peine à démarrer et le comité interministériel mis en place en 2019 manque de moyens pour se lancer dans sa première mission qui consiste à la réinsertion socioprofessionnelle des personnes associées à Boko Haram et dont le nombre profilé en octobre 2019 est de 4142.

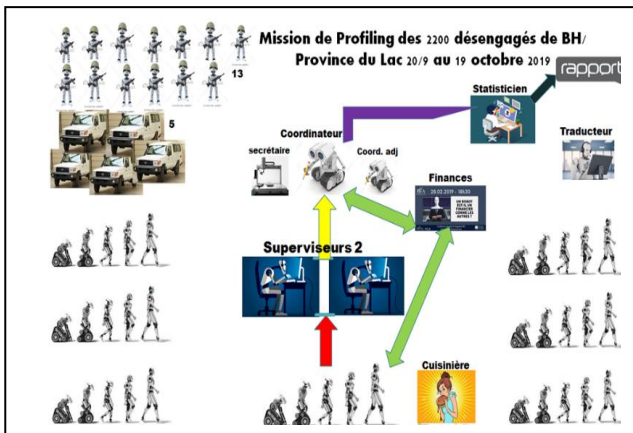
PARTIE I

7000 désengagés de Boko Haram dans la province du Lac

Chapitre I.

1. Profiling et évaluation des désengagés

Dans le cadre du programme de Désengagement, « Désassociation », Réintégration et Réconciliation (DDRR) qui consiste à apporter un appui au gouvernement du Tchad en vue de l'élaboration des cadres, des plans de mise en œuvre et des stratégies de gestion des anciens associés « à faible risque » du groupe Boko



Haram, le CEDPE a effectué une deuxième mission de recensement et d'études dans la province du Lac.

Il s'agit d'établir une cartographie

visant à faciliter la réintégration des désengagés et leur réconciliation avec les communautés aux niveaux institutionnel et communautaire.

Le CEDPE et le comité interministériel ont estimé, après concertation, que le nombre des 285 cas sur 2200, étudiés en 2018, n'était pas suffisant pour permettre une cartographie précise visant à assurer une réelle réinsertion socioprofessionnelle et éviter ainsi le risque d'une récurrence. Par conséquent, la fiche d'enquête de 2018 a été revue et

améliorée pour permettre une enquête SMART. Cette procédure permettra aussi d'améliorer les études déjà engagées depuis 2018, d'approfondir la compréhension des parcours sociaux des désengagés et d'avoir une idée sur ce que sont devenus les 285 cas déjà étudiés en 2018.

Cette mission a réalisé 2544 enquêtes, sur une estimation de 4142 désengagés présents dans la province du Lac au Tchad et dont le nombre atteindra 7000 fin 2021. Autrement dit, au moins **1 598 personnes** n'ont pas encore été profilées.

La base de données comprend au moins **15 264** pages, à raison de six pages d'enquête par désengagé. À cela viennent s'ajouter d'autres documents dont le nombre de pages reste important. Il s'agit des rapports définitifs (activités, statistiques, comptabilités, traductions en arabe et en anglais...), Pour la première fois, les empreintes digitales des désengagés et les photos sont disponibles ; et les désengagés ont bénéficié d'une pièce d'identité. La totalité de la base des données a été remise le 13 août 2020 au gouvernement tchadien par l'intermédiaire du Comité interministériel pour faciliter la procédure de la réinsertion. Avant d'aborder en profondeur le contenu de l'étude, il serait intéressant de mettre l'accent sur le mot *désengagé* et la différence avec déradicalisé, désassocié, repent.

2. Désengagé, déradicalisé, Repenti, Désassocié...quelle différence ?

La radicalisation est un processus par lequel un individu adopte des idées et des vues qui le conduiront à légitimer la violence. Un groupe d'experts la définit comme « *une socialisation vers l'extrémisme qui se manifeste dans le terrorisme* ». Cette définition fait un lien entre radicalisation, extrémisme violent et terrorisme. Une personne radicalisée ou extrémiste n'est pas forcément violente. C'est au moment où celle-ci abandonne les modes démocratiques d'expression au profit de l'usage de la violence et/ou de la force massive et généralisée pour atteindre ses objectifs politiques, religieuse qu'on parlera de l'extrémisme violent ou du terrorisme. Le processus de radicalisation peut s'opérer au niveau individuel ou collectif par des transformations psychologique, comportementale, affective et idéologique. Ces transformations contribueront à façonner l'individu ou le groupe à son nouvel environnement radical et établiront une dualité entre son ancien groupe et lui. La déradicalisation, quant à elle, est un processus visant à un changement complet d'idées, de pensées, de comportements d'une personne exposée à une idéologie extrémiste afin de lui faire renoncer à la violence et accepter les valeurs démocratiques de la liberté individuelle. Il est possible d'en arriver à l'abandon de la violence comme moyen politique afin d'atteindre ses objectifs.

Toutefois, la déradicalisation d'un individu ou d'un groupe semble difficile sur le court terme, car les idées et les croyances peuvent être profondément ancrées dans la personne. La plupart des experts préfèrent le terme «

désengagé » parce qu'il désigne plus clairement le fait de se dissocier du groupe extrémiste, de renoncer à l'usage de la violence, mais également de *démissionner* d'un groupe extrémiste et de quitter/désert le maquis pour se rendre aux autorités de défense et de sécurité légales. Il peut être *désengagé* sans pour autant renoncer à l'idéologie islamiste, car pour être *repenti*, il doit bénéficier de séances de *désendoctrinement*. En prenant l'exemple de l'histoire algérienne, on s'aperçoit que la plupart des mouvements radicaux avaient accepté de se libérer à travers un processus politique (amnistie, négociation...), mais ils n'avaient pas pour autant renoncé à l'idéologie islamiste. Pour preuve, ce sont une partie de ces anciens associés qui fonderont Al-Qaïda au Maghreb Islamique, contribuant par la suite à disséminer le savoir-faire jihadiste aux autres groupes terroristes écumant actuellement dans l'espace du G5 Sahel.

Au Tchad, c'est le concept de désengagement qui convient le mieux, dans le cadre de l'analyse des mouvements de reddition des éléments du groupe terroriste Boko Haram. En l'absence d'un cadre infrastructurel ou d'un programme de déradicalisation, les ex-combattants de Boko Haram sont rentrés sans avoir abandonné les idées extrémistes qui étaient à l'origine de leur engagement dans le groupe. Ils ont regagné le Tchad sans avoir reçu un programme de déradicalisation ou un accompagnement socio-professionnel pour leur réinsertion.

Chapitre II.

1. L'étude et ses objectifs

À la demande des autorités tchadiennes, le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) a exécuté une mission de profiling des désengagés de Boko Haram, du 20 septembre au 19 octobre 2019, dans la province du Lac, en territoire tchadien.

(Cf. image ci-dessous de l'équipe de chercheurs en mission au Lac – 54 personnes).



Au total, la mission a engagé 54 personnes divisées en huit équipes, dont sept au Lac et une à N'Djamena.

A. Objectifs

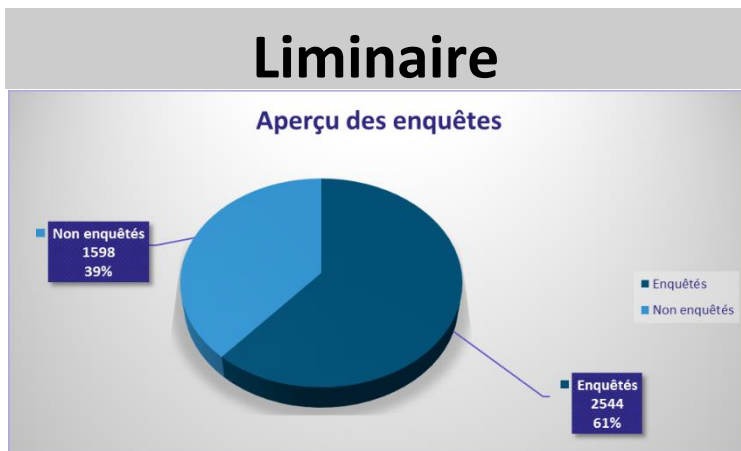
L'objectif de l'étude est de fournir une cartographie des ex-terroristes, et de garantir la mise en place d'un système de suivi clair à travers la démarche suivante :

- ✓ Identifier et recenser les désengagés de Boko Haram ;
- ✓ S'enquérir de la situation générale des désengagés de la province du Lac ;
- ✓ Identifier les difficultés auxquelles ils font face à la suite de leur situation et identité des anciens associés à l'extrémisme ;
- ✓ Visualiser ce qu'ils prétendent comme étant une solution à leur problème.

Elle a permis ainsi une classification et des statistiques quantitatives et qualitatives permettant à tous ceux qui sont impliqués dans la prévention de l'extrémisme de bien comprendre les causes profondes de l'engagement et de désengagement.

B. Déroulement de l'enquête

L'étude s'est déroulée grâce à trois missions dans la province du



Lac dont la dernière a eu lieu, au cours du mois de septembre à octobre 2019. Elle a consisté à **établir le profiling** des désengagés de Boko Haram.

3 - Méthodologies de l'enquête

Pour mener à bien l'étude, il a été élaboré un questionnaire d'enquête de six pages.

Afin de rassembler le maximum d'informations pour la compréhension de la problématique, plusieurs outils et techniques ont été utilisés :

2.1. Recherche documentaire

Une recherche documentaire a été faite par les experts du Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE). Elle a porté sur la littérature ayant trait à la situation des désengagés dans la province du Lac. D'une part cette phase a constitué une étape importante pour la mission en ce sens qu'elle a permis de recueillir des informations pertinentes à une meilleure compréhension du thème de recherche, à le circonscrire et à définir la problématique. D'autre part, elle a permis d'obtenir des données permettant de vérifier les hypothèses.

C. Observations et questionnaire

L'administration du guide d'entretien sur les désengagés a été complétée par une observation directe grâce au Chef de canton de Bol, au délégué provincial du Ministère de la



Femme, les autorités administratives et sécuritaires. Elle a été utilisée pour se faire une idée exacte des réalités du terrain. La confirmation des hypothèses s'est faite également par le questionnaire d'enquête adressé aux désengagés. Ce questionnaire a recueilli des informations quant à la situation actuelle et à une future amélioration de la condition de vie de ces derniers. Chaque questionnaire³ comprend des questions fermées et des questions ouvertes permettant à l'enquêteur de cocher dans la case correspondante à sa réponse ou de développer librement les points de vue et les suggestions de l'enquêté. Le respect des droits de l'homme a été assuré tout au long du processus à travers une codification- de l'Etat civil des individus à enregistrer.

³ Le questionnaire d'enquête de 6 pages prend au moins 24 minutes.

D. La mission : du départ au retour

La mission a commencé bien avant son déploiement sur le terrain. Les membres de la mission ont bénéficié de cinq formations préalables au déploiement sur le terrain de la mission. Il s'agit de :

- “ Formation sur la prévention de l’exploitation des abus sexuels ;
- “ Formation sur la maîtrise des fiches d'enquête ;
- “ Formation sur l'entretien des désengagés dans le respect de leurs droits ;
- “ Formation sur la discrétion, la qualité, le temps par enquête (24/25 minutes, etc.) ;
- “ Formation sur les empreintes digitales.

Le 20 septembre 2019 était le coup d’envoi du départ du convoi terrestre de la mission de profiling à destination de Bol dans la province du Lac. Le matériel qui doit être acheminé à Bol, est revérifié, recompté et assemblé, avant d’être chargé. Avant le départ, le kilométrage des véhicules est vérifié, ainsi que le plein de carburant. Les chauffeurs s’enquière des modalités contenues dans la lettre d’engagement qu’ils ont ensuite signé. Une décharge du matériel remis est également signée. Les numéros de plaques d’immatriculation des véhicules ont également été relevés par l’équipe de coordination de N’Djamena. Après les vérifications, le départ est lancé.

Au total, la mission a engagé 54 personnes divisées en huit équipes, dont sept au Lac et une à N’Djamena.

Les sept équipes se composant chacune d’un chercheur, d’un assistant, d’un traducteur, d’un photographe. L’équipe du Lac était dirigée par M. Allamine Gustave, deux superviseurs, alors que celle de N’Djamena qui se compose de six personnes (un coordonnateur, un assistant, deux secrétaires, un

statisticien, un chargé de finances, un traducteur) était dirigée par M. Ahmat Djamil. Il convient de rappeler que pour faire profiter les autochtones de la province du Lac, une vingtaine de personnes ont été recrutées sur place (six photographes, sept traducteurs, deux agents de sécurité, cinq assistants chercheurs...).

Mobilité : le convoyage terrestre a été assuré par cinq véhicules Toyota de type Hartop, loués dans le cadre de la mission.

Le 20 septembre 2019, en fin d'après-midi, l'équipe est arrivée à Bol à 17h25. Avant de démarrer ses activités, elle a préalablement présenté ses civilités aux autorités provinciales (administratives et traditionnelles), lesquelles ont apprécié et soutenu la mission.

Après un mois d'activités auprès des désengagés, la mission est rentrée à N'Djamena, le 19 octobre 2019 à 00h20.



Avec le chef de canton
de Bol 18/2/2020

2. Contexte

Compte tenu du nombre croissant de personnes ayant fait défection des rangs du groupe Boko Haram et dans le but d'assurer leur réinsertion dans la vie normale, le programme de **Désengagement, « Désassociation », Réintégration et Réconciliation (DDRR)** a été envisagé pour apporter un appui au gouvernement du Tchad en vue de l'élaboration des cadres, des plans de mise en œuvre et des stratégies de gestion du volume de travail des anciens associés « à faible risque » du groupe Boko Haram. Le programme a également pour but de faciliter leur déradicalisation, leur réintégration et leur réconciliation avec les communautés aux niveaux institutionnel et communautaire.

En décembre 2017, jusqu'à 1 335 personnes se sont rendues aux autorités de Bagasola, dans la province du Lac. Ces personnes, parmi lesquelles un nombre important de jeunes, de femmes et d'enfants, se sont présentées aux autorités militaires dans les zones frontalières et ont été transférées à Bagasola. Le système judiciaire débordé par les perspectives de traitement et de règlement des affaires présumées liées à Boko Haram, a expressément sollicité l'assistance de la communauté internationale. Certains, en particulier les jeunes, ont reçu une assistance humanitaire ponctuelle, mais ne font pas partie d'une approche systémique qui prenne en compte les besoins et la situation particulière de ceux qui ont pu être victimes, auteurs ou témoins de la violence de Boko Haram. Les personnes qui se rendent font l'objet d'un filtrage manuel effectué par les autorités tchadiennes, ensuite, elles sont remises à leurs communautés sous la responsabilité des chefs de canton.

Jusqu'à présent, le nombre exact de ces désengagés reste

fluctuant malgré qu'il soit estimé à environ 7000⁴ en 2021 :

Année	Effectivité	Genre	Morts	ND/AN	N.D. total	Insertion SP
2016	14520	F= 6990 => 48,14% H=7530 => 51,86%	1530	1670	1670	0
2017	11320	F= 5094 => 45% 6226=> 55%	700	120	1790	
2018	10500	F= 4483=> 42,70% H= 6016=> 57,30%	982	410	2200	
2019	9108	F= 2550=> 28% H= 6558=> 72%	664	1942	4142	
2020	6502	F= 1690 => 26% H= 4811 => 74%	2450	2350	6492	
2021	1702	F= 391=> 23% H= 1310 => 77%	1300	402		
Totaux			7626	6894	6894	

Cependant, ils sont éparpillés dans les différentes localités et îles. Et même si les principales raisons de leur adhésion ou de leur désengagement sont l'ignorance, la pauvreté, les violations des droits de l'homme, l'absence de l'Etat, toutefois, les origines réelles diffèrent d'une personne à une autre. Concernant les vraies raisons du retour à la légalité, selon l'enquête effectuée par le CEDPE (Mars-Avril 2018), La majorité des personnes qui se sont désengagées

⁴ Yacoub Ahmat, Ibrahim Moussa, Mahamat Kabir, « Le Lac Tchad sans Boko Haram c'est possible en 2022 », étude réalisée en mars 2020, https://www.centrecherche.com/shop/Le-Lac-Tchad-sans-Boko-Haram-en-2022-c-est-possible_p5.html

reconnaissent s'être trompées, avoir découvert le véritable visage de Boko Haram, avoir profité des affrontements internes ou avec les forces gouvernementales pour quitter les camps de Boko Haram.

Un grand nombre de ces désengagés ont reçu peu ou pas d'assistance humanitaire, et sont généralement rentrés ou réinstallés sans avoir la possibilité d'évaluer pleinement les antécédents, le risque de traumatisme ou d'autres formes de victimisation. En plus de cela, il existe des risques inhérents de récurrence dans les communautés où peu de mesures ont été prises pour lutter contre la radicalisation ou l'extrémisme.

Depuis 2015, les associés au groupe ont commencé à retourner dans leurs communautés et leur nombre n'a cessé d'augmenter. Certains ont tout simplement réussi à rentrer chez eux par le biais de réseaux familiaux ou de liens étroits

avec
la

**Il y a une forte présence des désengagés
de Boko Haram dans 12 îles et 07
localités.**

Ces zones sont la cible de l'étude menée par le comité interministériel chargé de la DDRR et le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE).

Il s'agit d'identifier, de profiler et d'enregistrer les personnes qui se sont désengagées.

Les chapitres à venir détaillent de manière plus approfondie la démarche.

communauté et les chefs coutumiers. Ils ne bénéficient d'aucun encadrement, ni soutien. Beaucoup sont libres de leur mouvement, apparemment surveillés par les chefs de village et par l'ANS, leur délivrant un permis de circulation, mais il n'existe aucun système moderne de traçage. Il est donc urgent de procéder à leur profilage afin d'assurer un travail de désendoctrinement, de réinsertion et réintégration.

Afin de planifier et d'évaluer correctement l'approche de réintégration potentielle dans la communauté, le comité interministériel chargé de DDRR et le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) ont décidé de mener des recherches visant à (identifier), profiler, enregistrer les désengagés, anciens membres du groupe Boko Haram, dans la province du Lac, ciblant 12 îles et 07 localités de forte présence des désengagés de Boko Haram.

Chapitre III.

Enquêtes - Recherches et Études

Cette étude est axée sur les résultats de plusieurs missions dans la province du Lac parmi lesquelles l'avant-dernière que nous récapitulons les éléments essentiels et mettre à la disposition des structures impliquées dans la prévention de l'extrémisme pour les sensibiliser à s'unir dans l'action de réinsertion.

Sexe
Ethnie
Age
Statut matrimonial
Pièce d'identité
Nombre d'enfants
Profession
Mode d'enrôlement
Difficultés rencontrées
Type de soutien souhaité
Patrimoine
État de santé
Niveau d'études

1. **Le résultat d'enquête, de recherche et d'études**

L'étude a pour objectif de présenter une analyse éclairée, approfondie et pertinente sur la base des données de l'enquête. À travers des recommandations, l'étude oriente vers des solutions.

À l'appui des résultats analytiques, des statistiques graphiques sont systématiquement présentées. La source des données des statistiques provient exclusivement d'un travail d'analyse grâce aux fiches d'enquêtes de la mission. Les données statistiques permettent notamment d'avoir une idée du profil socio-économique des personnes interrogées.

L'étude va au-delà de l'analyse, il formule d'importantes recommandations qui se projettent sur le long terme. Les recommandations sont basées sur les résultats analytiques de la mission et font référence à ceux-ci.

L'analyse met en évidence les défis auxquels sont confrontés les désengagés. Ces défis sont notamment caractérisés par des besoins clairement exprimés par les individus qui ont fait l'objet de l'enquête, la question de l'éducation et de l'enseignement, mais aussi leur situation sur le plan social, sanitaire ou économique.

Sur la base des données collectées à partir de la fiche d'enquête (questionnaire), plusieurs critères sont particulièrement exploités. Il s'agit de : *sexe, ethnie, âge, statut matrimonial, pièce d'identité, nombre d'enfants, profession, mode d'enrôlement, difficultés rencontrées, type de soutien souhaité, patrimoine, état de santé, niveau d'études*. Cela ne sous-entend pas que certains critères du questionnaire sont écartés. Tous les critères servent à

l'analyse. Par exemple : *le critère de classification lié au « type de soutien souhaité »* comprend plusieurs réponses possibles dans le questionnaire. Des croisements de données permettent d'enrichir l'analyse, et d'avoir un meilleur aperçu de l'étude.

2. **Classifications et analyses**

Les différentes analyses présentées ci-après se penchent notamment sur :

1. Le rôle des femmes au sein de Boko Haram et les techniques de recrutement ;
2. La surreprésentation ethnique, les raisons et les risques de discriminations ;
3. L'extrême pauvreté, le chômage des jeunes, l'injustice sociale et l'exclusion ;
4. La facilitation des circuits commerciaux grâce à l'exploitation des autochtones ;
5. Les tranches d'âges les plus ciblées par Boko Haram (la vulnérabilité et l'influence sur la jeunesse, ainsi que ses dangers) ;
6. L'aspect matrimonial et son influence sur l'enrôlement au sein de Boko Haram ;
7. Le sentiment d'abandon exacerbé par l'absence de dématérialisation des services étatiques et de services publics de base (exemple : octroi d'une carte d'identité) ;
8. L'aspect démographique ;
9. Le nombre d'enfants par foyer et le rôle de la transition de la fécondité sur les perspectives de développement et de lutte contre la pauvreté ;
10. Les différents types de profession exercées par les désengagés. À l'évidence, l'inexistence de certaines professions est calquée sur l'état de développement de la

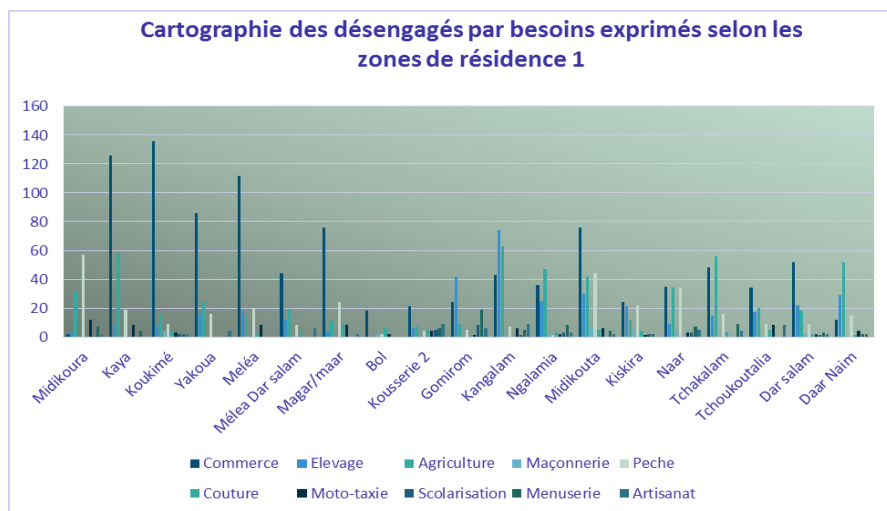
zone. Ainsi, la formation professionnelle, les projets d'industrialisation et la mécanisation d'activités exercées sont inexistantes. La plupart des professions recensées sont exercées de manière rudimentaire, et permettent de vivre au jour le jour, sans perspectives concrètes (construire une maison, acheter une voiture, voyager, etc.) ;

11. Les méthodes d'enrôlement qui ont atteint les désengagés. Si les questions économiques ou religieuses ressortent, il y a également l'enrôlement forcé qui concerne une grande partie des désengagés. Cette technique d'enrôlement met en évidence une absence de l'autorité publique, ainsi que de la sécurité pendant de nombreuses années. L'existence d'une ligne rouge fixée par les autorités militaires (notamment pour la pêche ou la circulation) témoigne des limites du maillage sécuritaire malgré la forte présence militaire, et de la porosité de la zone, à la faveur de la prolifération de Boko Haram ;
12. L'étude des difficultés socio-économiques qui caractérise des besoins communs dans la globalité. Ces besoins ne sont pas hors de portée de l'État dès lors qu'un Plan de développement efficace (déjà élaboré par le Gouvernement et ses partenaires) est mis en œuvre et exécuté ;
13. La possession de biens par les désengagés (bétail, agricole, immobilier) qui n'est pas un rempart contre l'enrôlement au sein de Boko Haram. L'endettement est relativement faible.
14. La situation sanitaire : plus d'un tiers des désengagés demandent un soutien sanitaire, caractérisant un difficile accès aux soins dans la zone ;
15. Le niveau d'études des désengagés qui est alarmant. Les

statistiques mettent en évidence une certaine exclusion des désengagés du système scolaire. En outre, l'État devrait être plus regardant sur les enseignements prodigués au sein des écoles coraniques, de sorte à empêcher une éventuelle prolifération de discours subversifs prônés par des extrémistes ou pour le compte de l'extrémisme.

3. Bref aperçu sur le besoin exprimé selon la zone de résidence

Ce tableau statistique ci-dessous ressort les besoins exprimés en termes de réinsertion professionnelle par les désengagés selon la zone de résidence. Il exprime les différents métiers que souhaitent exercer ces personnes, tels que le commerce, l'élevage, l'agriculture, la pêche, etc.



Les désengagés de Midikoura par exemple ont largement exprimé le besoin d'exercer le commerce (environ 59 personnes), une partie (30 environ) souhaite faire la culture

maraichère et une minorité (10 environ) souhaite exercer la pêche.

Ceux de Kaya souhaitent également majoritairement exercer le commerce (environ 130 désengagés). Presque 50 d'entre eux, souhaitent faire l'agriculture ainsi que 20 environ veulent exercer le métier de la pêche.

139 désengagés de Koukimé souhaitent faire le commerce et 16 environ veulent faire l'agriculture et 10 d'entre eux souhaitent faire de l'élevage.

La tendance globale montre que majoritairement les désengagés souhaitent exercer le commerce pour leur insertion professionnelle, suivi de l'agriculture. Cependant, les désengagés de Kangalam (environ 75 personnes) demandent à faire plus de l'élevage. Bien qu'existant, les demandes d'insertion professionnelle en maçonnerie, couture, mototaxi, scolarisation, menuiserie et l'artisanat demeurent faibles.

Cette étude est composée d'une présentation globale de la mission et d'un rapport statistique. L'Étude statistique présente une analyse intégrale et détaillée des données de la mission.

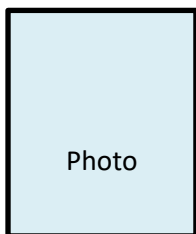
La fiche d'enquête de six pages par désengagé comporte les éléments suivants : l'Etat civil détaillé, les raisons de son engagement et de son désengagement, le nombre d'épouse (s), d'enfants, le bien, le niveau d'études, le détail sur sa vie au sein du groupe, après son désengagement, la situation sanitaire, économique, sa profession avant et après. Son projet professionnel, son avis sur la réinsertion, ses relations avec sa famille, la population avant et après son retour. Son avis concernant l'accueil et son attente. La particularité de cette enquête est l'obtention de toutes les photos d'identité et empreintes digitales des désengagés profilés. La remise d'une pièce d'identité basique à chacun.

Sur une estimation de 7000 désengagés et désassociés

présents dans la province du Lac, au Tchad, la mission a recensé **4142** et fait le profiling de **2544 (enquêtes)**. Autrement dit, au moins **1598 personnes** n'ont pas fait l'objet d'une enquête, selon des chiffres estimatifs.

La base de données comprend au moins **15.264 pages**, à raison de six pages d'enquête par désengagé. À cela viennent s'ajouter quatre rapports et une traduction en arabe.

FICHE D'IDENTIFICATION DES DESENGAGES ET VICTIMES DE BOKO HARAM⁵



Exemple vide

N° :/2019		Enregistré par :	
Date :			Lieu d'enregistrement	

« Bonjour, merci beaucoup d'avoir réservé du temps pour nous aujourd'hui. Je m'appelle..... Je vous serais reconnaissant si vous pouviez passer un peu de temps à répondre à mes questions. Cette recherche a été commandée par le Ministère de la femme, de la petite enfance et de la solidarité nationale en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations afin de mieux les aider à comprendre vos profils des compétences et l'accès aux emplois de la population dans cette communauté. Notre travail en tant que chercheurs n'est pas de fournir de l'aide, mais de s'assurer que vos préoccupations sont exprimées à ceux qui peuvent vous aider.

Avant de commencer, je tiens à vous faire savoir que cette entrevue est anonyme et que votre nom ne sera mentionné dans aucun rapport ou document. Vous n'êtes pas obligé de répondre à une question, et vous pouvez vous arrêter à tout moment que vous voulez. Cette entrevue prendra environ 30 minutes et si cela ne vous dérange pas, je voudrais enregistrer vos réponses sur ce téléphone ou sur cette fiche.

Avant de commencer, avez-vous des questions au sujet de l'entrevue ? » si Oui

Veuillez saisir la question :

⁵ Voir un exemplaire d'une fiche remplie page 175

« Dans le cadre de la prestation d'évaluations socio-économiques et de profilage de la réintégration, cette enquête devra recueillir auprès de vous des renseignements personnels pertinents à votre situation actuelle. Cette information fera partie intégrante du programme de réinsertion. Vous n'avez pas à donner tous vos renseignements personnels, mais si vous ne le faites pas, cela pourrait signifier que l'enquête pourrait ne pas être en mesure de vous aider pleinement.

Objectif de la collecte d'informations

L'information est recueillie afin de fournir des références et des évaluations socio-économiques et de réintégration personnalisée, le cas échéant. L'information est conservée afin de documenter ce qui se passe pendant les séances, et elle permet à l'enquête de fournir des évaluations pertinentes et éclairées et/ou des références. »

Les données recueillies dans ce formulaire seront codifiées et restent confidentielles pour la protection des données personnelles. L'enquêté est d'accord d'être photographié et que ses données soient utilisées à des fins d'études et ne peuvent être distribuées sans l'autorisation requise.

.....

Avez-vous une pièce d'identité ? OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		Pays d'obtention : Localité : Date d'obtention : Date d'expiration : Entité :
Passeport :		Identifiant:
Carte d'identité nationale :		Identifiant :
Acte de naissance :		Identifiant :
Carte professionnelle :		Identifiant :
Autre :		Identifiant :

1-Nom et prénom :

☐

2- Age : -18 ans ☐ 18 ☐ 30 ans / 40 ☐ 60 ans ☐ plus de 60 ans

3-Sexe : Masculin ☐ Féminin ☐- Lieu de naissance : ville :

Village :,

4- Province : Département :, Sous-préfecture :

5- Niveau d'études : Primaire ☐ Secondaire ☐ Supérieur ☐

Autre : précisez.....

6- Statut matrimonial : Marié(e) ☐ Divorcé(e) ☐ Célibataire ☐ Veuf(ve) ☐

Monogame ☐ Polygame ☐ si oui combien d'épouses ? ☐

7- Avez-vous d'enfants ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>						
Nombre d'enfants	(0-1) <input type="checkbox"/> (1-5) <input type="checkbox"/> (5-10) <input type="checkbox"/> (10-18) <input type="checkbox"/> (18-25) <input type="checkbox"/> (25-30) <input type="checkbox"/> + de 30 <input type="checkbox"/>						
	Noms et prénoms			Âge	Sexe	Lieu de naissance	Lieu de résidence
	1.						

	2.				
	3.				
	4.				
	5.				
	6.				
	7.				
	8.				
	9.				
10.					

8- Êtes-vous orphelin ? NON ☐ OUI de Mère ☐ de Père ☐

Mari(e) /Epouse.. ☐

9- **Profession** : Nationalité : a) b)

10- Religion : 1. Chrétienne ☐ 2. Musulmane ☐ 3. Animiste ☐ 4. Autres (à préciser)

11- Province.....Département.....Préfecture.....
Sous-préfecture.....Canton.....Village.....Quartier.....

12- Ethnie.....13- Langues.....1.....2.....3.....4.....

14- Milieu de résidence : 1. Urbain ☐ 2. Rural ☐

15- Adresse de résidence :Tél :9...../6.....

Les données recueillies dans ce formulaire seront codifiées et restent confidentielles pour la protection des données personnelles. L'enquête est d'accord d'être photographié et que ses données soient utilisées à des fins d'études et ne peuvent être distribuées sans l'autorisation requise.

I- Conditions avant et après enrôlement dans l'organisation BH

16) Date d'adhésion :

Année :Mois :Jours :Lieu :

17) Date de désengagement :

Année :Mois :Jours :Lieu :

Comment avez-vous rejoint le groupe :

☐ Volontaire (quand avez-vous moins de 18 ans)

Si volontaire (moins ou au-dessus de 18), la motivation de l'État), Etat de motivation :

☐ Raisons politiques (Agitation, marginalisation, contrôle des ressources)

☐ Economique

☐ Religieuse

☐ Opportunités d'emploi

☐ Répartition familiale

☐ Rejet familial/communautaire

☐ Influence des siens

☐ Facile de se livrer au sexe, aux drogues, etc.

☐ L'accomplissement de la violence

☐ Autres, spécifier

☐ Forcé (**quand j'avais moins** de 18 ans)

☐ Forcé (**quand j'avais** 18 ans ou plus)

Si vous êtes forcé, comment:

☐ A base d'arme à feu ☐ Menace de mort vie. ☐ Menace de vie à la famille ☐ enlèvement ☐ Remboursement de dette

☐ Agression sexuelle ou physique ☐ Autres, spécifier

si une agression sexuelle ou physique est marquée, une assistance médicale est-elle nécessaire ☐ Oui ☐ Non

- 18) De quel village ou localité êtes-vous parti pour rejoindre BH ? :pays :.....
- 19) Combien êtes-vous dans votre camp ? :.....combien de femmes ? :..... d'enfants ? :.....
- 20) Qu'est-ce qui vous a le plus marqué pendant le temps passé dans l'organisation ? Religion ; Répression ; Pillage ; Viol ; Vol de bétail ; autres (s).....
- 21) Quels sont les moyens de financement de BH ? Pillage ; Vol de bétail ; rançon ; prélèvement de taxes ; commerce ; trafic de drogue ; trafic d'armes ; agriculture ; pêche ; élevage ; étranger ?
- 22) Êtes-vous rendu à l'armée ☐ aux habitants ☐ au chef de canton ☐
 Capturé par l'armée ☐ les habitants ☐ Motif de reddition : peur de la mort ☐ d'être capturé ☐ perte de confiance en BH ☐ division au sein de BH ☐ famine ☐ blessure ☐ regret ☐ déception ☐ avez-vous remis une arme à l'état ? ☐
- 23) Capacité de manier une arme ? Oui/Non. Savez-vous développer un engin explosif ? Oui/Non
- 24) Avez-vous utilisé ou utilisez-vous des stupéfiants comme la drogue pendant et après votre association à Boko Haram ? **Oui** ☐ **Non** ☐
- 25) Avez-vous fait la prison ? Non/ Oui. Si oui dites où et pourquoi ?.....
- 26) Quand vous avez rejoint Boko Haram, votre famille était d'accord ? **Oui/Non** ? Avez-vous maintenu de contact après votre désengagement ? **Oui/Non**
- 27) Vos relations actuelles avec la famille et le voisinage ? Bonne/ mauvaise/ moyenne
- 28) Quel est le regard de la population après avoir quitté le rang du mouvement ? Haine/ refus/ agression/ respect/ compréhension/ solidarité/ stigmatisation/ autre(s).....
- 29) Quelles difficultés rencontrez-vous au quotidien ?
 Nourriture : ☐
 Logement : ☐
 Travail/ (autre(s)).....
- 30) Avez-vous l'intention de rejoindre le mouvement un jour ? Non/ Oui
- 31) Avez-vous déjà été victime des abus/ violences/ prison dans le mouvement ? Non/ Oui
- 32) (Femme) Etes-vous victime de viol, enlèvement, mariage forcé.
- 33) Quel type de soutien aurez-vous besoin ?

Logement : ☐
 Nourriture : ☐
 Matériels de travail : ☐
 Cash pour faire le commerce : ☐
 Autres :

34) Quel métier savez-vous faire ?

Pêche : ☐
 Agriculture : ☐
 Elevage : ☐
 Chauffeur : ☐
 Soudeur : ☐
 Menuiserie : ☐
 Autres : ☐

35) Etes-vous disponible pour une insertion socioprofessionnelle ?

Non Oui

Localité : ☐
 Activités : ☐
 Autres : ☐

36) Savez-vs conduire un véhicule ☐ un tracteur ☐ une moto ☐
 autre à préciser

37) Quels biens avez-vous ? terre agricole ☐ maison ☐ bétail ☐
 Chameaux, bœufs, agneaux..., dettes en FCFA, ☐ autre.....

38) Souffrez-vs d'une maladie ? Oui/Non. Quel type
 de maladie ?...../ depuis quand ?.....
 Blessure ? Oui/Non préciser le type et depuis quand ?

39) Etes-vous satisfait de l'accueil après votre retour ? Oui/Non
 sinon pourquoi ?.....

40) Avez-vous toujours des liens avec vos anciens camarades du mouvement ?
 oui/Non.....

41) Combien de désengagés ayant pris la route de l'immigration /de
 l'émigration ?...☐...quelle destination ?..Europe ?...☐
Asie ?...☐...Amérique ?...☐...Afrique ? ☐ Sinon quel pays ?
Êtes-vous en contact ?.....

Observations / Informations complémentaires sur l'enquête ? si oui dites nous

.....
 Emprunte de l'enquêté⁶

.....
 Signature de l'enquêteur et serment de confidentialité

⁶ Moi J'atteste avoir répondu honnêtement à ce questionnaire dont le but est de servir le projet de « l'ISPDH ». Je reconnais s'être désengagé définitivement de BH, de son

Chapitre IV.

Classifications

1. Classification par sexe

Parmi les désengagés qui ont fait l'objet de l'enquête figurent **1172** hommes soit 46%, tandis que le nombre de femmes se chiffre à **1372**, soit 54%. Le nombre de désengagés féminins est supérieur à celui des hommes. Sur les 2544 désengagés qui ont fait l'objet de l'enquête, on compte 200 femmes de plus que les hommes, soit une différence de 8%. Le nombre de femmes en 2019 a enregistré une hausse importante par rapport aux statistiques de 2018, soit environ 11,3% de plus. Ces chiffres démontrent que le rôle des femmes au sein de Boko Haram n'est pas négligeable, bien que les modes de recrutements et le rôle au sein du groupe varient et ne sont pas forcément les mêmes entre les hommes et les femmes. Le groupe vise beaucoup plus la jeunesse, mais à partir de 2014 - 2015, il s'est également intéressé aux femmes.

Dans tous les cas, la présence de la femme au sein de Boko Haram pourrait s'expliquer par le fait qu'une des techniques de recrutement pratiquées par le groupe extrémiste se base sur la terreur dans des villages. Boko Haram investit un village isolé à l'aube, généralement non ou peu contrôlé par l'État, puis rassemble tous les habitants avant de choisir au hasard deux à trois personnes pour les égorger et demander aux villageois si oui ou non ils adhèrent à sa cause. C'est dans

idéologie et de tout type d'activité criminelle. J'adhère volontairement au futur programme de réinsertion socioprofessionnelle.

يعترف التائب بأنه أجاب بصدق على هذا الاستبيان الذي يهدف إلى خدمة مشروع إعادة الإدماج. وهو يعترف بأنه انفصل نهائياً عن بوكو حرام وأيديولوجيتها وأي نوع من النشاط الإجرامي. وهو ينضم طوعاً إلى برنامج إعادة الإدماج الاجتماعي - المهني في المستقبل.

un tel contexte de terreur que l'ensemble du village assiégé prête séance tenante allégeance à la cause du groupe.

Il convient de rappeler que dans cette région, la polygamie est rependue et un homme peut avoir quatre épouses dans son adhésion au groupe extrémiste. C'est pourquoi le nombre de femmes est assez important au sein des désengagés. Il faut dire aussi que la femme que l'idéologie djihadiste « sous-estime » dans les opérations militaires est rarement autorisée à participer aux combats. Dans le monde classique de l'Islam c'était une honte pour les hommes d'utiliser la femme sur les lignes de front. Il a été rapporté que le Prophète Mohammed a rejeté la demande d'une femme qui voulait accompagner les hommes aux combats – même pour donner à boire aux combattants ou pour soigner les blessés. « *Je ne veux pas que les ennemis disent que nous utilisons de femmes dans les combats* », a répliqué le Prophète Mohammed.

Dans les maquis de Boko Haram, les femmes sont séparées des hommes et leurs missions principales se résument aux travaux de ménage, à la garde d'enfants, au lavage des habits de combattants ou à servir d'informatrices. Elle est soumise à l'apprentissage du Coran et d'*Al Hadith* ou à l'assouvissement de la sexualité des Moudjahidine. « *Almout-a aljinsya* ». La question relève du tabou dans la culture sociétale de cette région, surtout que les femmes non instruites évoquent difficilement ce qui est inhérent à l'intime.

- « *Les femmes s'occupent du ménage et de l'entretien des combattants (laver les vêtements). C'est une situation de quasi-esclavage. À plusieurs fois, j'ai vu des femmes violentées, frappées et violées par les combattants de Boko*

Haram. C'est inhumain et cela me donne encore des frissons » (F40).

Contrairement à l'homme qui est soumis aux rudes épreuves dans les opérations militaires de Djihad et au respect des strictes consignes du mouvement au risque d'être exécuté pour une raison ou une autre, la femme « sous-estimée » a plus de possibilité et de facilité de se désengager des maquis du groupe extrémiste.

On peut aussi expliquer le nombre élevé de femmes dans la catégorie de désengagés par le fait que les hommes sont soit retenus par Boko Haram, soit ils meurent dans les combats, soit ils sont victimes d'exécution sommaire, soit lorsqu'ils désertent, ils s'éclipsent de la région de peur de répression ou à la recherche d'une activité génératrice de revenus.

Comme nous l'avons déjà mentionné, face à la pression militaire des forces multinationales, le groupe Boko Haram, a adopté une nouvelle stratégie celle de recruter plus de femmes dans ses rangs dont une partie importante de jeunes, endoctrinées et formées, servent de bombes humaines. Formatées comme les « *Lion's son's* » (lionceaux) dans des écoles coraniques et des maquis, équipées d'EEI (engins explosifs improvisés), la tranche d'âges des jeunes filles est de 10 à 16 ans. Elles ont créé une sorte de psychose au sein de la population en multipliant les attentats dans des grandes villes (Maiduguri, Fotokol, Damaturu). « *Démultipliant les ruses, elles réalisent même des sortes de surattentats, un attentat dans l'attentat. À Keraawa, au Cameroun, le 3 septembre 2015, le premier kamikaze opère sur le marché, ouvrant ainsi la voie à la seconde pour pénétrer dans la garnison toute proche. Le 20 septembre,*

*même tactique, deux jeunes kamikazes visent le grand marché du dimanche à Mora. Débusquées, elles font sauter leurs charges avant d'avoir atteint le périmètre du marché, limitant ainsi le nombre de victimes »*⁷. Au Tchad, l'exemple de la jeune fille Halima Adama a tourné en boucle dans les chaînes internationales. Les données analysées par les chercheurs (Jason Warner et Hilary Matfess)⁸ sur la période d'avril 2011 à juin 2017, ont montré, sur l'intervalle temps étudié, que les femmes constituent 53% des kamikazes alors que 81 candidats sont clairement identifiés comme étant des enfants ou des adolescents. C'est l'occasion de donner un aperçu sur les conditions de la femme au sein de la secte.

Rôle et conditions de la femme dans Boko Haram

La femme constitue le pilier central, voire la colonne vertébrale de la stabilité sociale. Elle est aussi une victime principale des guerres et des conflits.

Dans le cas spécifique de Boko Haram, il est difficile d'interpréter les motifs exacts du taux très élevé (54%) de femmes au sein de l'organisation, car la présence élevée de femmes dans des maquis militaires ne correspond pas à la vie sociétale des pays oriento-musulmans. Il est difficile également de comprendre comment les femmes de Boko Haram ayant des enfants peuvent s'adapter à une organisation souvent caractérisée par l'instabilité, souvent contrainte de se déplacer pour changer de positionnement géographique en raison de la traque des forces mixtes. Cet

⁷ Seignobos, Christian. « Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ? », Afrique contemporaine, vol. 255, no. 3, 2015, pp. 93-120.

⁸ ADOUMADJI MADJASTAN Magloire, Consultant en sécurité et défense, Diplômé du Centre de Recherche d'Etudes Politiques et Stratégique de l'Université de Yaoundé II. Le 4 septembre 2017.

indicateur pourrait confirmer l'hypothèse selon laquelle la coexistence serait basée sur une contrainte collective exercée sur l'ensemble de la population, y compris les femmes et les enfants. En fait, le désir de recruter des femmes découle de l'idée qui prévaut dans les organisations extrémistes selon laquelle la femme pourrait être un butin de guerre, que les Moudjahidine doivent en bénéficier, surtout en ce que concerne le mariage, concédé comme un droit acquis aux combattants conformément à l'idéologie des extrémistes. Parmi les méthodes adoptées par le groupe jihadiste, la femme peut être contrainte au divorce ou soumise à assouvir le plaisir sexuel des Moudjahidines après leur retour du combat surtout si son mari est accusé d'apostat.

Les divers témoignages dévoilés par des femmes ayant séjourné dans les territoires sous contrôle de Boko Haram ont démontré combien difficiles sont les conditions qu'elles ont subi au nom d'une idéologie archaïque attribuée à un Islam innocent, qui n'a rien à voir avec les interprétations fallacieuses prônées par des vendeurs d'illusions. Des injustices au nom de l'Islam à l'égard des femmes, les extrémistes en ont beaucoup commis. Certaines femmes avouent que pour se protéger des viols collectifs, elles ont accepté de céder au mariage ou d'entretenir des relations sexuelles avec la plus haute instance :

- « *Moi j'avais de bonnes relations avec les chefs. La vie du camp est comme une vie de prison. On n'avait pas de liberté de mouvement* » (F36) ;
- « *Après le décès de mon mari, sous la menace, j'étais obligée d'entretenir des relations sexuelles avec un commandant du groupe. C'est à prendre ou à laisser* » ;
- « *Il y a 4 femmes de mon village remariées de force aux combattants de Boko Haram mais qui sont retournées au*

village », selon Mara Abdou Malloumi (GomiromPili) 75 ans qui témoigne.

Enrôlée de force dans son village à Midi Kouta, Z. A. est désengagée de Boko Haram. Elle dit s'être remariée à un élément de Boko Haram trois mois après avoir été conduite à Tchoukou Madjila au Nigéria. Elle dit que pour qu'une femme soit remariée à un autre, il faut qu'elle ait son cycle menstruel successivement pendant trois mois. Elle dit ne pas être forcée à se marier à un homme mais l'occasion lui a été donnée de choisir Mahamat M., un ressortissant de son village. Elle a eu un enfant avec ce dernier. Elle a pu s'échapper de Boko Haram lorsque les éléments de Shékau et Mahamat Nour s'affrontaient.

B. M. K, est une femme de Midi Kouta qui a été enlevée par Boko Haram de son village raconte :

- « *On a marché un mois pour arriver à Boka au Nigéria au bord d'une île. J'ai passé deux ans avec Boko Haram. J'ai été remariée à un homme de mon village par peur de représailles ou d'être déportée dans un autre milieu. J'ai opéré un choix sans être forcée. Trois mois après le mariage avec Bokoye Mbomi, j'ai pu quitter Boko Haram. Mahamat Nour a autorisé la liberté à tous ceux qui veulent partir ou rester. Je suis rentrée et j'ai regagné mon mari avec mes enfants et je vis actuellement hors de mon village à Méléa* »

Selon plusieurs témoignages, des femmes sont exposées aux viols ; soit devant l'époux accusé d'avoir commis un acte contraire aux lois du groupe, soit en son absence, par exemple parce qu'il est chargé d'une mission. Il est aussi courant que le groupe organise un remariage collectif de femmes en l'absence de leurs maris – ayant réussi à s'enfuir ou ayant refusé de prêter allégeance au groupe extrémiste.

- « *Ils forcent les femmes à vivre avec un autre homme, quand bien même elles sont déjà mariées (...) c'est contre la loi de l'Islam* ».
- « *Ces gens interprètent le Coran comme bon il leur semble* ».

Certaines femmes confessent les rôles qu'elles ont eu à jouer aux côtés de leurs époux pendant qu'elles étaient dans le camp du groupe djihadiste :

- « *J'ai fait 4 ans dans le camp avec mon mari qui est un des maîtres de l'école coranique et combattant. Sans le vouloir, je suis devenue par la suite combattante. J'avais donc un statut de protégée puisque mon mari répondait de moi à chaque fois qu'on a cherché à me faire des violences* » (F16).
- A défaut de s'exprimer clairement sur les actes corporels qu'elles ont subi pendant leur séjour dans les maquis de Boko Haram, beaucoup de femmes se limitent à des gestes, des grimaces ou des phrases quelques fois décousues faisant paraître le chagrin et l'amertume sur le visage :
- « *La vie est dure dans le camp* » ;
- « *Ce n'est pas facile à supporter* » ;
- « *Je n'ai jamais imaginé que ces gens sont ainsi* ».

Des phrases décousues expliquent manifestement des épreuves dures, des situations de viol, comme l'indique plus explicitement cette interviewée :

- « *J'ai subi de la torture physique et morale dans le camp de Boko Haram. J'ai été mariée de force à un petit combattant de Boko Haram. Je n'ai jamais pensé que des petits enfants n'ayant même pas l'âge de mes enfants pourraient être criminels et cruels* » (F43).

On peut conclure que la majorité de femmes ayant fait volontairement ou non allégeance à Boko Haram sont soumises à des violences sexuelles. Prenons l'exemple sur

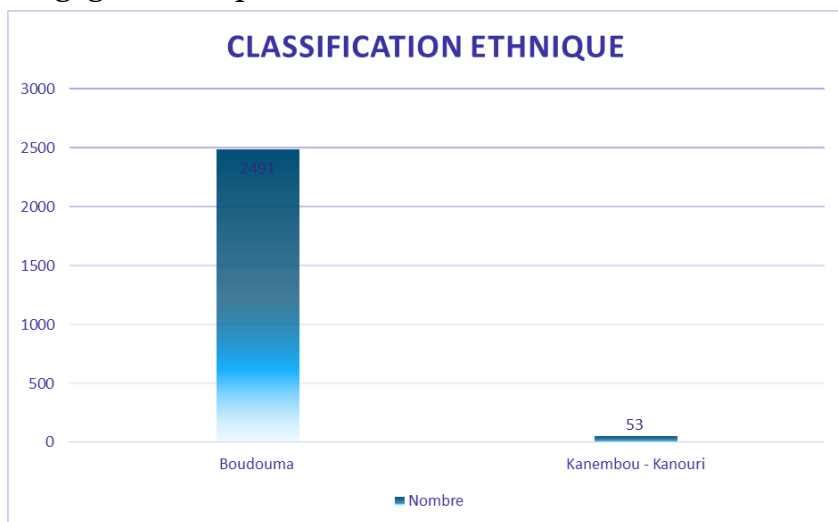
l'histoire de la jeune fille Hawa, enlevée à l'âge de 14 ans à peine. Hauwa vivait heureuse avec son frère, son père et sa mère à Bama, dans le nord-est du Nigéria, quand un commando de Boko Haram fait irruption dans le village (...) Et pendant deux ans, elle va subir coups et viols quotidiens : « *Ils nous battaient et nous violaient à tour de rôle tous les jours, sans aucune hygiène* », raconte la jeune femme. Hawa tombe enceinte »⁹.

2. Classification par ethnie

Alors que la population de la province du Lac est estimée à

⁹<https://information.tv5monde.com/terriennes/hauwa-ancienne-prisonniere-de-boko-haram-fragile-mais-debout-305937> (Les djihadistes sont à la recherche de son frère, qu'ils veulent enrôler, mais comme il n'est pas chez lui, ils s'en prennent à l'adolescente. Ses parents tentent de la protéger : ils sont abattus sur-le-champ et Hauwa est capturée. Les combattants enlèvent également quelque 150 autres jeunes filles du village, qu'ils saccagent, à commencer par l'école. Ils emmènent leurs captives dans l'immense forêt de Sambisa -près de 60 000 kilomètres carrés de végétation dense. Hauwa ne sait pas où elle est. Elle a perdu tout repère. (...) Alors que le terme approche, ses ravisseurs baissent la garde et oublient de fermer la porte de son cachot. Elle saute sur l'occasion et s'enfuit dans la forêt... Elle traverse village après village. Dans l'un d'eux, une vieille femme l'aide à accoucher d'une petite fille. Hauwa repart avec son bébé dans l'espoir de gagner une ville, plus sûre. La petite meurt en chemin dans des circonstances dont on ignore les détails, parce que c'est un sujet dont on ne peut parler avec Hauwa. On sait juste qu'elle perd son enfant et qu'elle l'enterre de ses mains dans la forêt. Il y a beaucoup de questions que l'on ne peut pas poser à Hauwa. (...) car c'est encore trop douloureux pour elle (...) la jeune fille garde les yeux baissés sur la table devant elle. Elle murmure des réponses brèves et ne donne aucun détail. On sent, on comprend, à travers cette retenue, à travers le langage de son corps et le ton de sa voix, combien Hauwa a été profondément traumatisée par ces deux années de captivité qui ont changé sa vie à tout jamais. Ces entrevues sont douloureuses pour elle, car elles la replongent dans cette horreur sans nom qu'elle a vécue).

596 068 habitants¹⁰ (300 412 hommes) dont la majorité appartient aux ethnies Boudouma, Kanembou, Kanouri, Haoussa, on constate que les désengagés revendiquent une appartenance à l'une des trois ethnies qui ont été mentionnées dans les fiches au cours de l'enquête. L'ethnie Boudouma représente 97,91% des désengagés (2491 personnes). Elle est la plus représentée dans l'effectivité des désengagés et comporte de



nombreux sous-groupes qui sont chacun représentés par de faibles pourcentages (par exemple : Dagidami, Dallada, Gouria, Massa, Yadu). En deuxième position, les ethnies Kanembou et Kanouri représentent 2,08% des désengagés (53 personnes).

L'ethnie Boudouma a été particulièrement indexée pour son présumé penchant pour Boko Haram, eu égard au fait que de nombreux membres de cette communauté ont rejoint le

¹⁰ Source, ministère de l'Économie et de la Planification du Développement, Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques, 2018, Tchad

groupe. Cela a occasionné des discriminations à leur égard. La position géographique des Boudoumas qui vivent sur la rive nord et sur les îles du Lac Tchad constituent l'une des premières causes facilitant leur adhésion au groupe de Boko Haram contrairement aux Kanembous qui vivent principalement à l'Ouest du Tchad, dans la région du Kanem sur la rive nord du lac Tchad. Cette ethnie se compose aussi de plusieurs sous-groupes comme les « *Dalatoa autour de Mao, les Kadidji autour de Bol, les Ngigim vers Dibinentchi, les Ngaltuku vers Ngelea, les Kubri vers Liwa, les Tumagri vers Ngigmi (Niger) et les Magimi de part et d'autre de la frontière avec le Nigeria* »¹¹. Cette proximité géographique ne peut pas constituer le seul alibi d'adhésion des Boudoumas au groupe terroriste, mais il convient de rappeler que plusieurs autres éléments ont poussé un nombre important de Boudoumas à rejoindre Boko Haram entre 2012 et 2015.

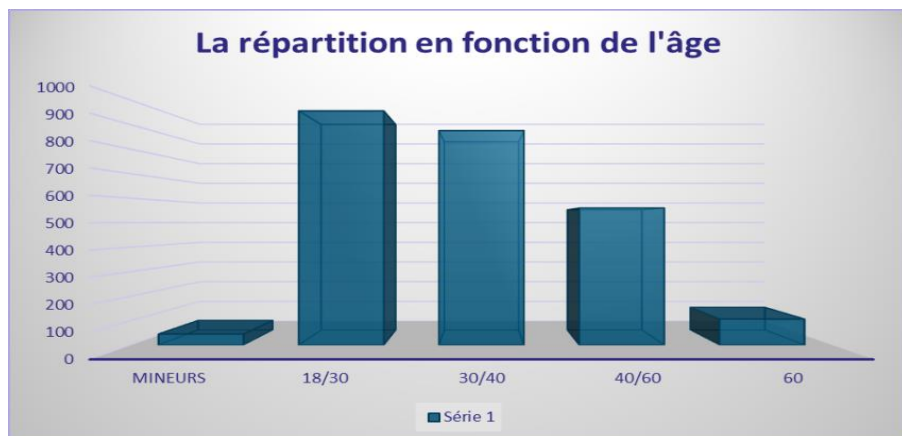
En plus de l'extrême pauvreté, le chômage des jeunes, l'injustice sociale et l'exclusion qui ont créé un terreau propice au recrutement des Boudoumas, le groupe a profité des changements climatiques, de la défaillance des gouvernements¹² et surtout du désengagement socio-économique et institutionnel¹³ des états riverains du Lac Tchad. Les nombreux abus des forces de sécurité agissent

¹¹ Christian Bouquet, *Insulaires et riverains du lac Tchad : étude géographique*, L'Harmattan, Paris, 1991, 2 vol. (412, 463 p.) (ISBN 2-7384-0799-4) et (ISBN 2-7384-0827-3) (texte remanié d'une thèse de Géographie)

¹² 2 Florencia Valdés A., « dans la région du lac-Tchad le réchauffement climatique et le terrorisme vont de pair », TV5monde Afrique, 19 octobre 2015, <https://information.tv5monde.com> consulté le 25 avril 2019.

¹³ Cyril Musila, « l'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du lac-Tchad », Note de l'IFRI, 2012.

comme un effet-repoussoir, et l'attrait économique de l'organisation locale a aussi joué un rôle. Très actifs dans la pêche et le commerce du poisson fumé, les Boudoumas étaient victimes de la perturbation par Boko Haram des circuits commerciaux par lesquels s'acheminent et s'écoulent habituellement leurs marchandises.



Les axes d'échanges commerciaux qui mènent vers le Nigéria sont tenus par les combattants de Boko Haram. Désespérés, les autochtones de la province du Lac ont prêté une oreille attentive aux prêches idéologiques du groupe extrémiste qui promet une meilleure vie sur terre et au-delà. La tranche d'âge la plus ciblée par la technicité de recrutement est généralement la jeunesse, celle entre 18 et 30 ans.

3. Classification par plage d'âge

Les plages d'âges sont réparties en cinq groupes : les moins de 18 ans, la catégorie des 18-30 ans, celle des 30-40, des 40-60 ans et des plus de 60. Dans le système du recrutement forcé des jeunes, le groupe terroriste Boko Haram cible les écoles coraniques (*madrassa*) des localités du bassin du lac Tchad pour enlever les jeunes afin de les enrôler dans le groupe. Ces jeunes enrôlés doivent suivre à la lettre les instructions sous peine d'être tués. Les terroristes exigent des jeunes enlevés qu'ils accomplissent des missions recommandées par Dieu : selon eux c'est Allah (Dieu) qui leur demande. Ainsi, les jeunes sont le plus souvent « rééduqués », notamment dans des écoles coraniques.

Le recrutement des jeunes fait partie du plan stratégique de la secte islamiste, puisqu'ils sont plus faciles à endoctriner. Ils sont ensuite forcés de participer à des exactions sommaires commises par les combattants de Boko Haram lorsqu'ils attaquent des villages. La technique de recrutement forcé des jeunes se fait généralement de manière brutale : le groupe terroriste enlève les jeunes vulnérables, tels que ceux de l'école coranique ou ceux des rues, *des mendiants itinérants*, généralement analphabètes et plus faciles à endoctriner. Il a été constaté dans cette étude que la tranche d'âge la plus touchée ou ciblée par Boko Haram est celle des 18/30 avec 957 personnes, soit 34,43%. Elle constitue des personnes relativement jeunes et plus facilement influençables, eu égard à la pauvreté dans la zone et au manque d'infrastructures sociales.

Boko Haram ne manque pas d'ingéniosité pour recruter les jeunes, et ne procède pas que par enlèvements de masse. Il utilise aussi avec les jeunes une tactique proche de l'allocation piégée. Des recruteurs s'infiltrèrent au sein de la population pour cibler les jeunes les plus maniables en leur proposant de

l'argent. « Ils leur donnent de l'argent avec un délai de réflexion de deux jours. S'ils acceptent, ils gardent l'argent, sinon ils le rendent. Comme la plupart des jeunes de la région n'ont pas d'emplois garantis, ils finissent généralement par accepter l'offre du groupe terroriste. Parce que la pauvreté est grandissante en raison des changements climatiques, les populations sont devenues vulnérables. C'est dans ce contexte que les jeunes deviennent les proies faciles du réseau djihadiste Boko Haram dans le bassin tchadien. Ainsi, Boko Haram se montre aux yeux de ces jeunes comme porteur de solutions à leurs problèmes socio-économiques, alors que les gouvernements du bassin du lac-Tchad n'arrivent pas à s'en occuper ».

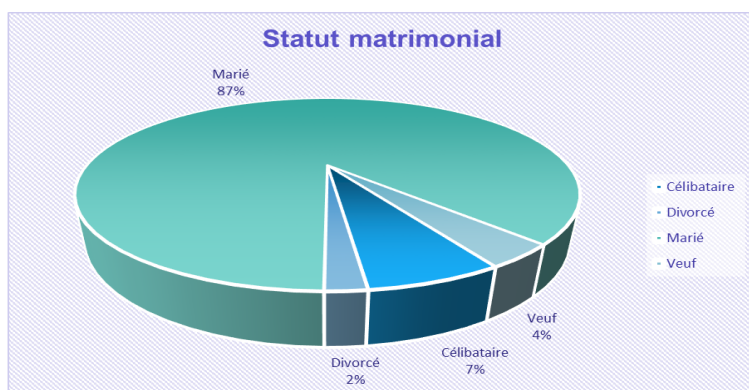
Parmi ses techniques de recrutement d'enfants, il y a la politique de proximité. Il s'agit de charger les enfants d'aller convaincre frères et amis de leur âge. *« Ces enfants commencent à rendre visite régulièrement aux amis ciblés en leur offrant des cadeaux comme des motos, des habits, des téléphones, chaussures, montres de valeur, voire l'argent de poche, pour que ces derniers se voient redevables à l'égard de leurs donateurs (enfants recruteurs). Ensuite, les bénéficiaires (amis) vont sans doute adhérer à la proposition qui sera faite par les enfants recruteurs ».* Parmi les autres tranches d'âge ciblées par le groupe de Boko Haram, il y a celle des 40-60 ans qui représente 22% soit 560 personnes et celle de plus de 60 ans qui représente 4,1%, soit 106 personnes.

L'étude liée à cette classification nous permet de mettre en évidence une forte présence de jeunes adolescents et adultes faisant l'objet d'un endoctrinement par les forces de Boko

Haram. Cet endoctrinement est plus visible en raison d'un très faible taux de pénétration de ces jeunes citoyens et plus généralement de la population locale aux infrastructures sociales et économiques de base telles que les infrastructures socio-éducatives révélant ainsi une politique gouvernementale de développement et de décentralisation mitigée dans la région du Lac. D'autre part, le chômage frappant l'ensemble de la population de la région, laisse place à des options économiques obscurantistes et forcées tels que l'allocation piégée soumise par Boko Haram. L'État tchadien doit ainsi accompagner ces citoyens locaux dans la réalisation d'activités génératrices de revenus et développer plus d'infrastructures socio-économiques.

4. Classification par statut matrimonial

L'étude a montré que la majorité des désengagés sont sous le statut marital, soit 87,46% (2225 personnes).



Ainsi, la situation de divorce ou de célibat n'est pas une cause prépondérante qui pousserait à rejoindre Boko Haram. Force est de souligner que généralement la femme, selon le code culturel dans cet univers géographique, est mariée dès son

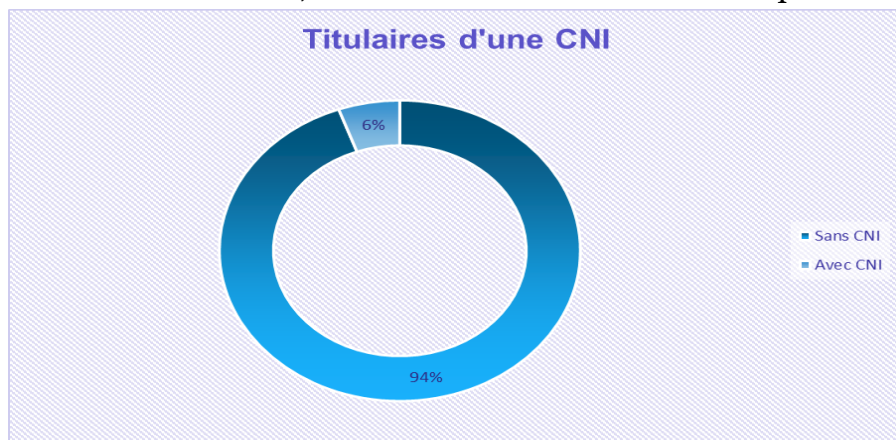
jeune âge. Au niveau de Boko Haram, les déserteurs perdent tous leurs biens, mais aussi leurs épouses, qui sont offertes en mariage forcé aux combattants. La femme est toujours remariée :

- « *Ils forcent les femmes à vivre avec un autre homme, quand bien même elles sont déjà mariées (...) c'est contre la loi de l'Islam* ».

C'est pourquoi, le nombre de célibataires qui figure parmi les désengagés est trop minime soit 171 célibataires, tandis qu'on compte 52 divorcés (15 femmes et 37 hommes). Par ailleurs, 96 personnes sont veuves.

5. **Classification en fonction de la possession d'une pièce d'identité**

Il convient de rappeler que la question de pièce d'identité est une problématique touchant l'ensemble des pays du Bassin du Lac Tchad. Les populations se trouvent souvent sans papiers, soit elles n'en ont pas, soit elles l'ont perdu en fuyant la terreur de la secte, soit elles ont été incendiées lorsque les



À l'extrême nord du Cameroun par exemple, plus de 100 000 personnes sont sans papiers, selon des estimations du Haut-

Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Au Tchad alors que 12% des enfants ne possèdent pas des actes de naissance, 94,49% des désengagés n'ont pas de pièce d'identité, soit 2404 personnes. Seulement 140 personnes (5,51%) possèdent une pièce d'identité, tandis que 3 mineurs affirment avoir une pièce d'identité. L'absence de papier pose une sérieuse difficulté d'identification, entrave quelque part la scolarisation des enfants et crée une sorte de statut d'apatride dans son propre pays.

En 2016, le projet AECOM a financé la production de 20 000 actes de naissance au profil des habitants de la province du Lac. Malheureusement, les actes de naissance sont toujours restés à la mairie de Bol sans être distribués.

La facilitation de l'accès à la carte d'identité et son appropriation peut donner un sentiment d'appartenance, d'une meilleure prise en compte au sein de la société et de considération pour le titulaire.

Lorsque la mission du CEDPE recensait les désengagés, certains étaient prêts à payer aux chefs de villages pour se faire recenser. Cela peut démontrer que ce « bout de papier » a une importance pour ces personnes, mais aussi pour l'État.

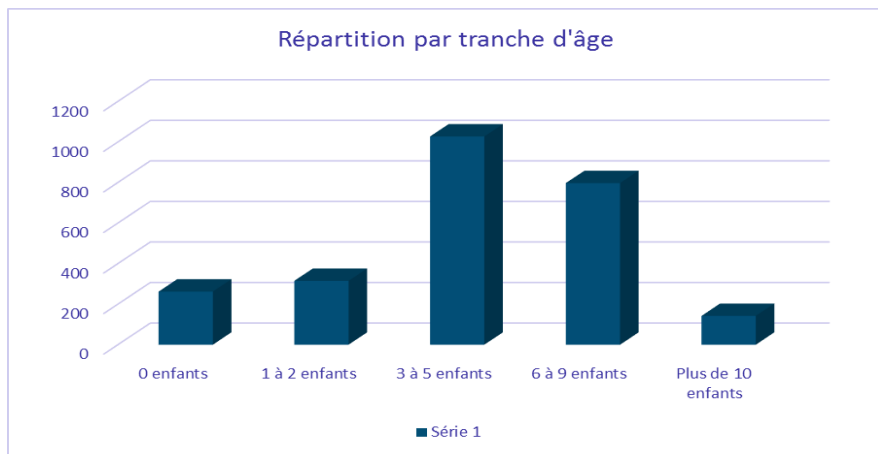
L'absence de dématérialisation des services publics et le coût de l'accès à ce titre d'identité empêchent les citoyens éloignés de la capitale de se le procurer.

Cette absence de possession de titre d'identité affecte le sentiment d'appartenance des désengagés à la nation tchadienne et à leur reconsidération sur le plan social. Sans pièce d'identité, il est non seulement impossible pour l'État d'identifier correctement ces désengagés, mais il leur est impossible de prétendre à certaines formalités administratives ainsi qu'à un libre déplacement à

l'intérieur du pays. L'octroi d'une pièce d'identité contribuerait considérablement à renforcer ce sentiment de citoyenneté et d'appartenance aux valeurs protégées et défendues par la République. Cette pièce d'identité leur attribue une place reconsidérée au sein de la nation malgré le parcours antécédent commun des désengagés.

6. Classification en fonction du nombre d'enfants

Au total, il y a **11 827** enfants de désengagés. Ce résultat est obtenu à partir de la somme de tous le nombre d'enfants de désengagés, d'après les fiches d'enquêtes.



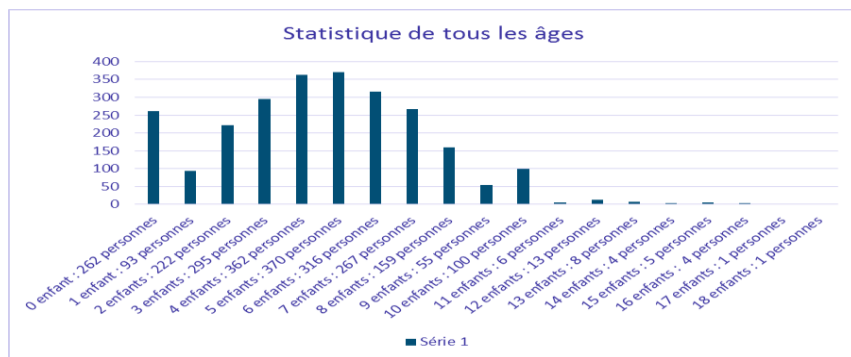
En moyenne, on compte 5,24 enfants par foyer. Le rapport Africa Pulse d'octobre 2019 de la Banque mondiale relève que le Tchad fait partie des pays avec une *Transition de la fécondité très lente ou seulement amorcée*. Les sept pays de ce groupe (l'Angola, le Burundi, le Tchad, la République démocratique du Congo, le Mali, le Niger et la Somalie) ont des ISF supérieurs à six. Ils représentent 18,3 % de la population africaine.

En ordre décroissant, les plus grands groupes de parents ont 5

enfants (370 personnes), 4 enfants (362 personnes), 6 enfants (316 personnes) ou 3 enfants (295 personnes).

Cette étude n'a pas perdu de vue les difficultés des désengagés en matière de nourriture et de logement. Alors que 617 personnes qui ont six enfants ou plus éprouvent des difficultés en nourriture et en matière de logement, 380 personnes sur les 2544 désengagés n'ont pas exprimé de besoin en nourriture. 63% des 380 personnes ont entre 0 et 5 enfants.

Il faut ainsi considérer que plus le nombre d'enfants est élevé par désengagé plus le besoin en nourriture exprimé est grand. Il convient de rappeler que malgré les difficultés et la capacité de résilience des

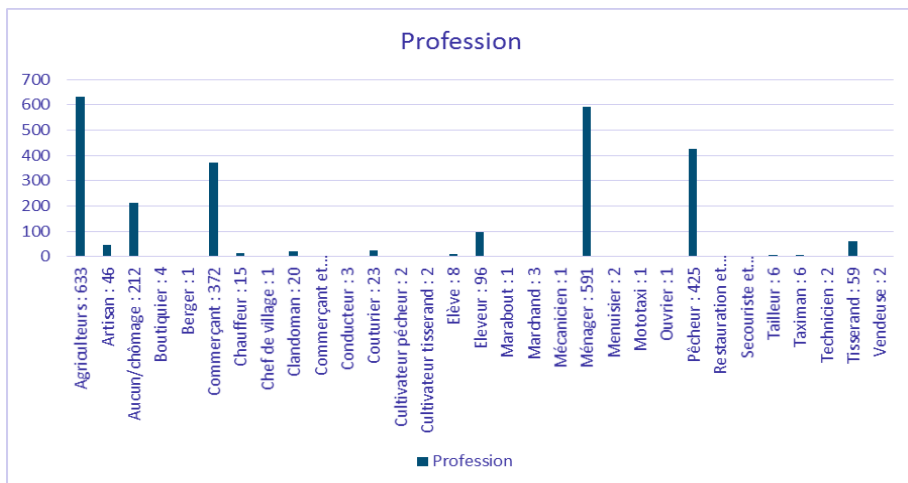


désengagés, la solidarité communautaire reste un point essentiel dans les relations sociétales. Cet aspect de solidarité a été confirmé par 99% des enquêtés qui affirment ne pas avoir de problèmes relationnels avec le voisinage, moins encore avec leur famille. Il peut y avoir certes une sorte de méfiance vis-à-vis des désengagés, exprimée par les voisins et habitants, mais cela ne peut pas empêcher le partage de la nourriture et du logement. La société traditionnelle africaine *étant communautaire et non individuelle, le groupe prime sur l'individu*, raison pour laquelle le mariage mixte « interfamiliale » dans cette société traditionnelle crée une sorte des liens forts d'où l'agression n'aurait pas lieu d'être

puisque'ils sont en quelque sorte protégés par les chefs d'autorité locale.

7. Classification en fonction de la profession

Au total, 31 types de professions ont été recensées, en plus de la catégorie « sans emploi ».



Parmi les désengagés, 803 personnes affirment être sans emploi ou ménagers, ce qui représente 31,56%. On dénombre quatre principales activités à commencer par la catégorie des agriculteurs/cultivateurs/paysans, la plus représentée avec 24,88% (633 personnes). La deuxième activité la plus représentée est celle des pêcheurs avec 16,7% (425 personnes), suivi des cultivateurs avec 14,64% (372 personnes). Les commerçants représentent 14,62% (372 personnes). On constate que les désengagés ne font pas usage d'engins mécaniques modernes comme les tracteurs, les véhicules, ou autres. Toutefois, une infime partie de jeunes hommes savent conduire les motocycles, ce qui corrobore la

thèse selon laquelle les extrémistes utilisent des motos dans leurs activités guerrières.

Une dizaine de personnes seulement parmi les désengagés affirment savoir conduire un véhicule. Parmi eux, six souhaitent exercer un métier de taximan. 8,3% des désengagés n'ont aucune profession, tandis que 3,77% sont éleveurs et 2,31% se revendiquent tisserands.

Ces statistiques démontrent que 35,11 % des désengagés exercent les activités principales et propres à la région du Lac telles que la pêche (plus grande source d'eau au Tchad), l'agriculture (existence de terres fortement arables), l'élevage (accessibilité au pâturage et à l'abreuvement du bétail). Sans compter la proportion de commerçants, il y a ainsi lieu de souligner qu'un tiers du capital richesse de la région du Lac est ainsi exploité par les désengagés. La problématique réside dans le fait que les populations actives de la région du Lac sont très peu soutenues par les politiques publiques dans l'industrialisation, la formation et la mécanisation des activités exercées. Il serait souhaitable que le gouvernement tchadien en soutien de ses partenaires puisse définir de nouvelles lignes directrices d'un plan de développement des activités génératrices de revenus basé sur les métiers locaux, d'une part pour réduire le taux de chômage dans la région du Lac en créant de la richesse et permettant de réduire le risque d'enrôlement causé par les facteurs économiques tel que la pauvreté et d'autre part pour renforcer l'intégration des désengagés par la génération de revenus contribuant à leur rendre un statut social digne et dépourvu définitivement de toute ambiguïté au risque d'enrôlement. Ces désengagés pourraient bénéficier d'une formation technique afin de mieux maîtriser ces activités à fort potentiel économique et

d'un soutien microfinancier pour créer plus de valeur en créant notamment de l'emploi dans la région.

8. Classification en fonction du mode d' enrôlement (forcé, religieux, économique)

On distingue plusieurs modes d' enrôlement : l' enrôlement forcé, religieux ou économique. Les modes d' enrôlement peuvent se cumuler. En effet, certains désengagés évoquent plusieurs causes d' enrôlement (Par exemple : *un enrôlement au double motif économique et religieux*).

74,17% (1887 personnes) des 2544 désengagés affirment avoir été enrôlés de force, contre 25,83% d' entre eux qui invoquent un autre motif d' enrôlement.

N.B : 1730 désengagés évoquent l' enrôlement forcé comme unique cause d' adhésion.

L' enrôlement pour motif religieux représente 16,82% (428 personnes), contre 83,18% des désengagés qui invoquent un autre motif d' enrôlement.

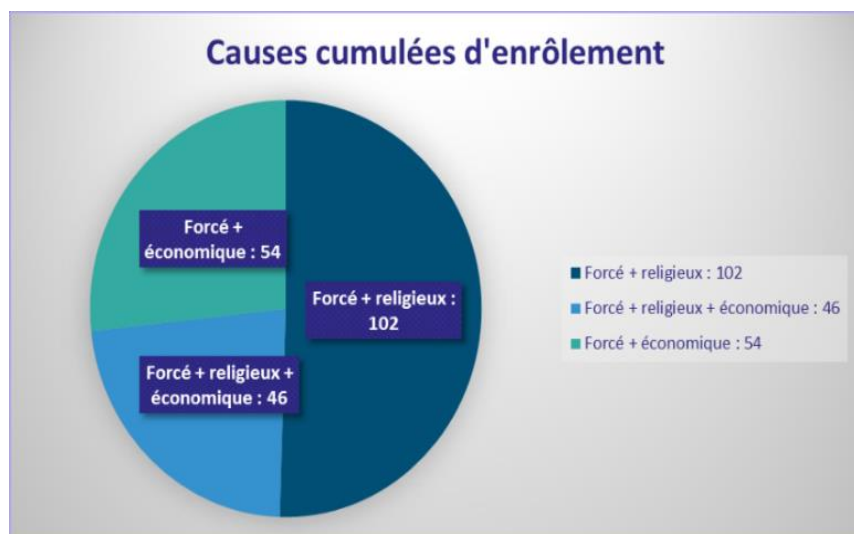
N.B : 154 désengagés évoquent l' enrôlement pour motif religieux comme unique cause d' adhésion.

Si l' idéologie a toujours été le fondement et l' élément d' identification et d' adhésion aux groupes extrémistes, le cas de Boko Haram au Tchad est différent. « *Les profils sociaux des ex-combattants révèlent que l' engagement des jeunes dans ce groupe n' est pas principalement déterminé par le facteur religieux. Les individus engagés dans le groupe terroriste Boko Haram présentent des profils sociaux différents, caractéristiques de leur appartenance sociale et de leur statut (socioprofessionnel). À l' observation, il en ressort qu' ils sont très jeunes, issues du milieu rural et très*

peu instruits » ¹⁴. Le facteur religieux seul ne suffit plus à expliquer ce phénomène devenu presque une gangrène pour les États du bassin du Lac Tchad.

Parmi les 2544 désengagés, il a été constaté que seuls 16,58% des désengagés, soit 422 personnes, font part d'un enrôlement pour motif religieux.

9. N.B : 149 désengagés évoquent l'enrôlement pour motif économique comme unique cause d'adhésion.



Ces trois modes d'enrôlement ne concernent pas tous les désengagés sachant que certains d'entre eux évoquent un enrôlement volontaire, sans un motif avancé. C'est le cas de 6

¹⁴ Archive CEDPE, rapport sur la typologie des repentis de Boko Haram, (Atelier du 25 octobre 2018, N'Djamena, Réflexions sur les données recueillies, Ladiba Gondeu Socioanthropologue, Enseignant chercheur à l'université de N'djamena, Tchad.

personnes, dont 2 femmes et 4 hommes, soit une proportion de près de 0,24 % des désengagés.

Les modes d'enrôlement se cumulent chez certains désengagés. Par exemple, 4% des désengagés (102 personnes) évoquent un enrôlement forcé et religieux.

1,8% des désengagés (46 personnes) évoquent un enrôlement forcé, religieux et économique à la fois.

2,12% des désengagés (54 personnes) évoquent un enrôlement forcé et économique à la fois.

Au total, 7,9% des désengagés (201 personnes) évoquent au moins deux causes d'enrôlement.

Alors que les facteurs et causes d'enrôlement par la mouvance terroriste Daech en Irak et en Syrie sont majoritairement liés à un départ volontaire des personnes engagées dans le terrorisme, ceux de Boko Haram sont liés à plus de 75% à un enrôlement forcé. Il est ainsi à considérer que près de 75% des désengagés n'avaient aucune sympathie avec l'idéologie religieuse de Boko Haram, mais par la contrainte mortelle, bon nombre d'entre eux se sont vus forcés d'accepter de rejoindre la mouvance. La principale cause de la croissance des effectifs de combattants de Boko Haram est directement liée aux difficultés sécuritaires dans la région du Lac puisqu'en présence des forces de sécurité, le risque d'enrôlement forcé aurait considérablement été réduit. La présence militaire et sécuritaire de l'État dans la région du Lac est donc primordiale et mérite d'être mieux soutenue matériellement et politiquement. Cette présence doit être davantage encouragée, à condition toutefois que le respect des droits de l'Homme soit assuré, car plusieurs désengagés ont admis avoir été injustement accusés d'appartenir à la mouvance islamiste. Certains ont même été arrêtés. La violation des droits de l'Homme peut être un facteur qui

pousse à l'enrôlement.

« Dès 1945, le préambule de la Charte des Nations unies réaffirmait « notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites ». La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 constitue le tronc commun de tout le corpus juridique développé au fil des années, dans le cadre des Nations unies comme sur le plan régional »¹⁵.

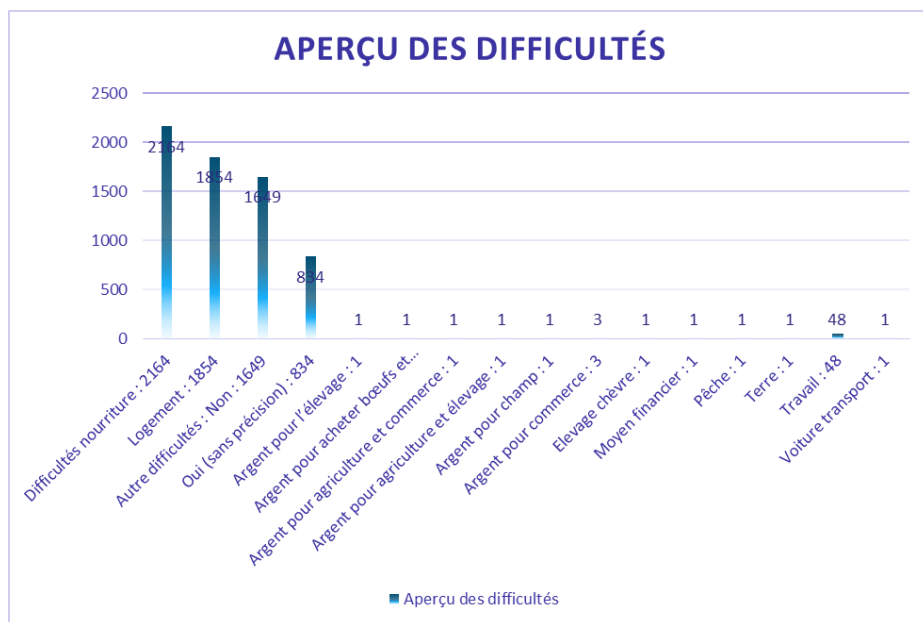
La deuxième cause d'enrôlement liée au fait religieux s'explique par un fort taux d'analphabétisme. Il est certain que l'insuffisance de structures socio-éducatives dans la région et l'absence d'un suivi et de contrôle des enfants inscrits à l'école et poursuivant régulièrement leur scolarité entraîne la croissance du taux de l'analphabétisme. Encore faudrait-il préciser qu'il est important que les politiques publiques socio-éducatives soient correctement décentralisées. La troisième cause est liée au facteur économique démontrant encore une fois l'importance de développer et soutenir des activités génératrices de revenus dans la région du Lac. 7,9% des désengagés évoquent au moins deux causes d'enrôlement.

¹⁵ Les grands textes internationaux des droits de l'homme. Par Emmanuel Decaux et Noémie Biennu. La documentation Française, p. 9, Direction de l'information légale et administrative, Paris, 2016. ISBN : 978-2-11-010284-3

10. Classification en fonction des difficultés socioéconomiques

Quelles difficultés rencontrent les désengagés ?

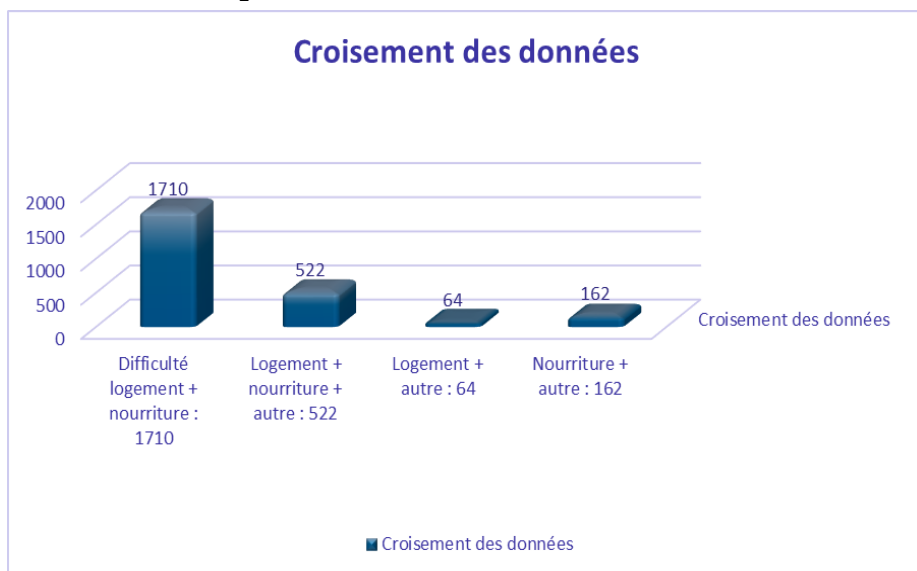
Les désengagés, en grande majorité, ont fait part de leur insatisfaction quant à leur accueil après leur retour. Ils estiment être abandonnés par l'État et les organisations non gouvernementales. Ils évoquent plusieurs difficultés auxquelles ils font face, notamment alimentaires, en matière de logement ou autres (moyens financiers pour démarrer une activité).



Une très grande majorité des désengagés rencontrent des difficultés en nourriture. Ils sont 85,06% (2164 personnes). 72,87% des désengagés ont des difficultés de logement (1854 personnes). 35,18% des désengagés (895 personnes) évoquent d'autres difficultés en dehors de nourriture et de logement.

11. Quelles sont les autres difficultés évoquées ?

Les désengagés demandent des fonds pour entamer une activité d'élevage (1 personne), acheter des bœufs pour faire du commerce (1 personne), faire des activités agricoles et commerciales (1 personne), faire des activités d'élevage et agricoles (1 personne), des fonds pour un champ (1 personne), des fonds pour faire du commerce (3 personnes), des fonds pour un projet d'élevage de chèvres (1 personne), des moyens financiers (1 personne), des moyens pour démarrer une activité de pêche (1 personne), d'agriculture (1 personne) ou une voiture de transport pour une activité non déterminée (1 personne).



48 personnes souhaitent avoir un emploi quelconque.

Les difficultés sont multiples pour un grand nombre de désengagés. 67,21% de désengagés évoquent des difficultés en matière de logement et de nourriture (1710 personnes).

20,51% des désengagés évoquent des difficultés de logement, de nourriture et d'autres difficultés (522 personnes).

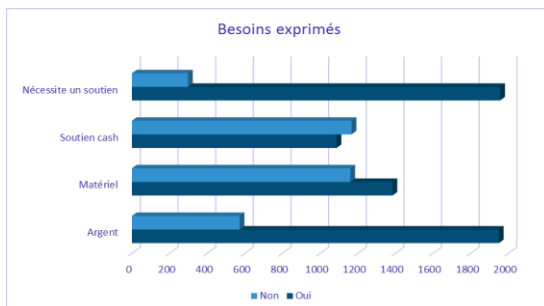
2,51% des désengagés évoquent une difficulté de logement cumulée à une autre difficulté.

6,36% des désengagés évoquent une difficulté de nourriture cumulée à une autre difficulté.

Ces difficultés soulignent une absence d'autonomie et d'indépendance matérielle des désengagés les exposant ainsi à un fort risque de vulnérabilité à l'enrôlement par Boko Haram. La nécessité de soutenir matériellement et/ou financièrement ces désengagés ne relève pas uniquement de la lutte contre le chômage et la pauvreté, mais relève surtout du fait d'éviter et d'empêcher un nouvel enrôlement des désengagés. C'est la raison pour laquelle l'État tchadien doit apporter une réponse le plus rapidement possible à ces désengagés et populations locales en difficulté en matière de logement et en matière économique de sorte à réduire leur vulnérabilité. Les statistiques ne doivent pas exclure la région du Lac du développement national. La réponse à la lutte contre l'extrémisme violent est aussi socio-économique.

12. Classification en fonction du type de soutien souhaité

Quels sont les types de soutiens exprimés par les désengagés ?.



76,61% des désengagés évoquent un besoin en argent.

22,48% des désengagés n'expriment aucun besoin de soutien en argent.

54,40% des désengagés expriment un besoin de soutien en matériel, tandis que 45,59% disent « non » à un soutien matériel.

42,72% des désengagés expriment un besoin de soutien cash et matériel, tandis que 11,71 ne souhaitent ni l'un, ni l'autre.

L'argent est ainsi le premier soutien demandé par les désengagés.

La question qui se pose est celle de savoir s'il serait opportun d'octroyer une allocation aux familles de désengagés au risque d'entraîner l'effet inverse de l'autonomisation financière ou plutôt de les accompagner directement dans les activités génératrices de revenus afin qu'ils subviennent aux besoins quotidiens de leurs familles respectives. La solution semble être mixte requérant tant une allocation financière versée à la grande majorité de désengagés en difficulté et les accompagner au même moment dans la maîtrise d'une ou plusieurs activités génératrices de revenus. Il est nécessaire de prendre en compte que la grande majorité des désengagés ont entre 3 et 10 enfants à charge ce qui accroît leur vulnérabilité. La solution de l'autonomisation sociale et économique est incontournable et l'État tchadien doit être accompagné dans cette démarche. Par ailleurs, toute aide doit prendre en compte l'aspect de transparence pour déjouer toute forme de détournement. L'aide directe quoi que difficile est souhaitable (par exemple ouvrir de compte bancaire aux bénéficiaires pour leur apprendre à se prendre en charge).

13. Classification par biens possédés

a. Qui possède au moins un bien ?

Parmi les désengagés, certains d'entre eux disposent de biens en bétail, en terre agricole ou en immobilier. D'autres désengagés ont des dettes.

- 20,63% des désengagés ont des biens en bétail (525

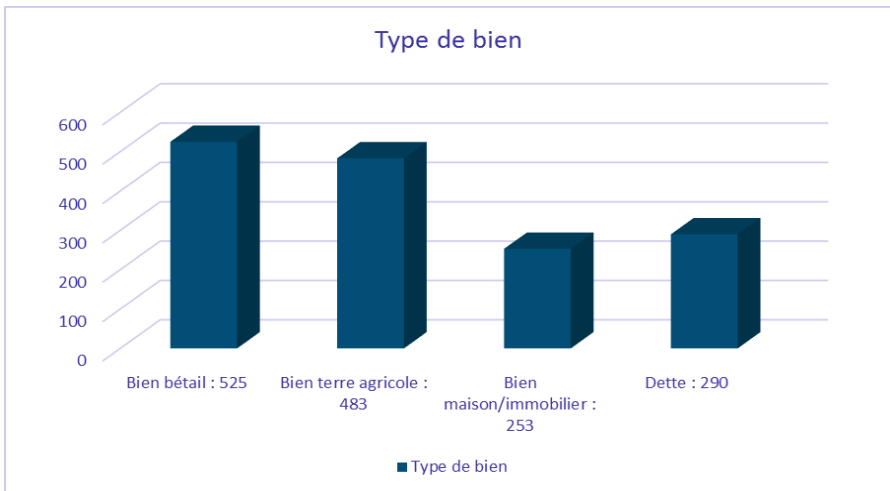
personnes).

- 18,98% des désengagés ont des biens en terre agricole (483 personnes).
- 9,94% des désengagés ont des biens immobiliers (253 personnes).
- 11,39% des désengagés ont des dettes.

b. Qui possède plusieurs biens ?

Le croisement des données permet de visualiser les désengagés qui ont :

- Plusieurs types de biens et des dettes ;
- Plusieurs biens sans dettes ;
- Deux types de biens.
- 0,31% désengagés ont un bien bétail, agricole et immobilier. Ils ont également des dettes (8 personnes).
- 1,29% des désengagés ont un bien bétail, agricole et

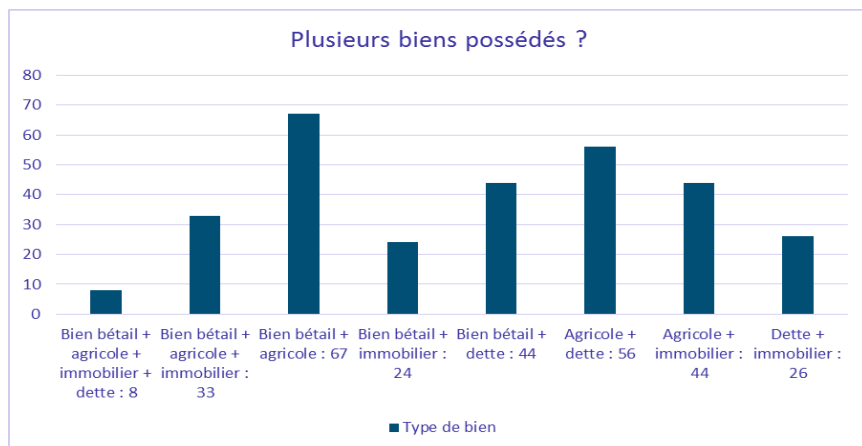


immobilier, mais n'ont pas de dettes (33 personnes).

- 2,63% des désengagés ont des biens en bétail et agricole (67

personnes).

- 0,94% des désengagés ont des biens bétail et immobilier (24 personnes).



1,72% des désengagés qui ont des dettes, disposent également de biens en bétail (44 personnes). 2,2% des désengagés qui ont des dettes disposent également de biens agricoles (56 personnes). 1,02% des désengagés qui ont des dettes disposent de biens immobiliers (26 personnes).

1,72% des désengagés ont des biens agricoles et immobiliers (44 personnes).

14. Au regard de ces statistiques, 49,55% des désengagés ont au moins un bien matériel (bétail, terre agricole, ou bien immobilier). Malgré cette possession matérielle, ces désengagés propriétaires pourront ainsi mieux être accompagnés dans les activités génératrices de revenus soit par exemple pour entretenir et accroître le cheptel de bétail soit pour exploiter les terres agricoles pour la mise en culture. Cette cible de désengagés pourrait donc bénéficier d'un soutien matériel partiel, ce qui suffirait à

les rendre autonomes.

15. Classification par État de santé

33,45% des désengagés affirment souffrir d'une maladie (851 personnes). Ce sont généralement des cas de paludisme. L'un des désengagés évoque une fracture à la jambe.

66,54% des désengagés affirment être en bon état de santé (1693 personnes).

Parmi les désengagés qui souffrent d'une maladie quelconque, 545 personnes n'ont aucun bien (ni en bétail, ni en terre agricole, ni une maison). Aucun d'entre eux n'est endetté.

- 321 désengagés de la catégorie d'âge des 18/30 ans ont des problèmes de santé.
 - 271 désengagés malades ont entre 31 et 40 ans.
 - 250 désengagés malades ont entre 40 et plus de 60 ans.
- Si plus de 65% des désengagés ont un bon état de santé, près de 35% d'entre eux (la proportion restante) ont des problèmes de santé principalement liés au paludisme. Le plus alarmant est que les jeunes de 18 à 30 ans sont les plus touchés par la souffrance d'une maladie (321 désengagés).

En plus d'une assistance matérielle telle que développée ci-dessus, les désengagés ont besoin d'une assistance sanitaire. Ils doivent mieux bénéficier des politiques de prévention sanitaire et de soins liées à certaines maladies récurrentes tel que le paludisme. Il est nécessaire de mettre en place une série de consultations et assistance psychiques et psychologiques en raison de la violence des faits que chacun d'entre eux a subi même s'il a pu être actif au sein de Boko Haram. Ces consultations doivent viser tous les désengagés et prioritairement les femmes et aussi les jeunes âgés de 18 à 30

ans.

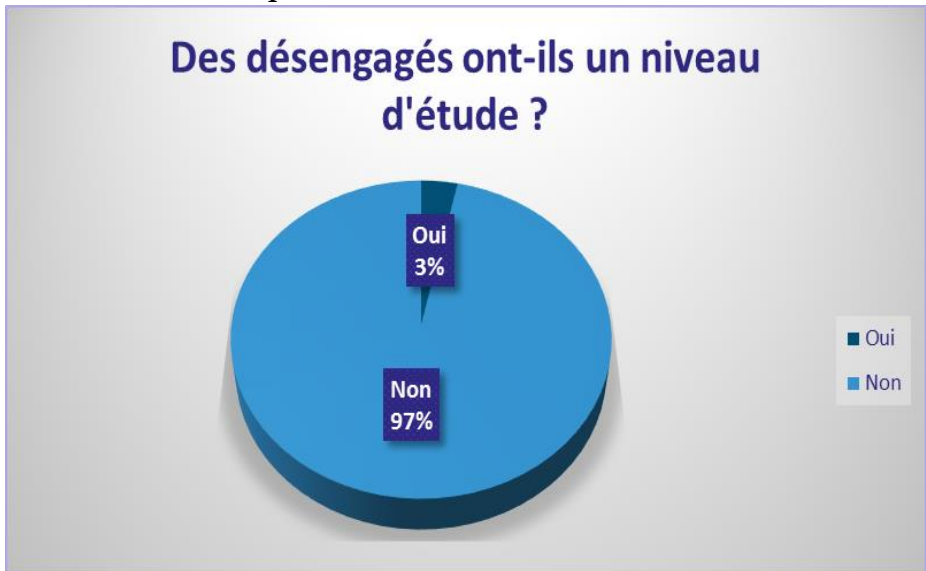
La réintégration des désengagés nécessite au préalable un accompagnement progressif et continu de psychologues et/ou psychiatres afin d'améliorer leur état mental et psychique après avoir subi les pires atrocités commises contre l'humain. Le contact relationnel et social progressif avec le reste de la société doit prendre en compte ce paramètre d'assistance.

16. Classification par niveau d'Études

L'enquête s'est penchée sur le niveau d'études des désengagés qui est très faible.

81 désengagés revendiquent un niveau d'études dont 46 femmes et 35 hommes. Cela représente 3,19% des désengagés.

Les quelques niveaux mentionnés sont : la primaire, le CEP1 ou l'école coranique. Un seul a le niveau du bac.

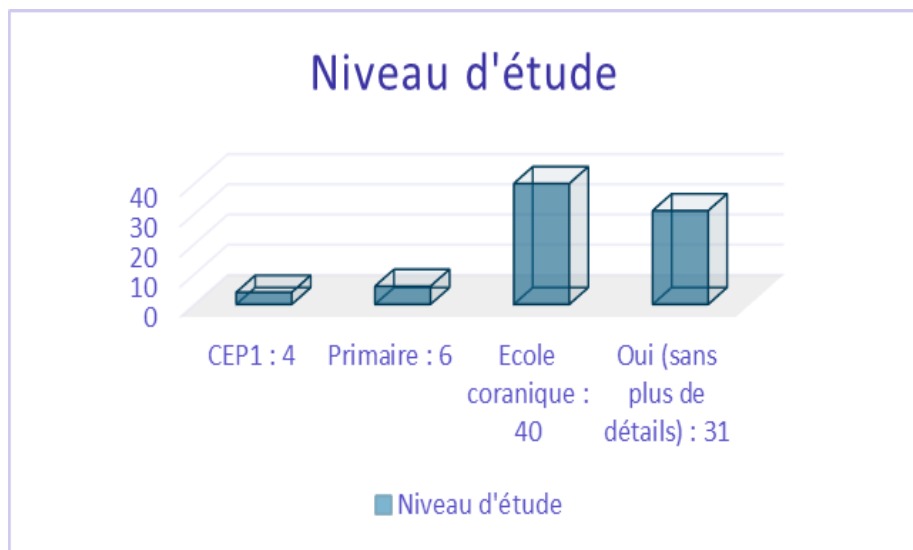


- 10 désengagés revendiquent un niveau de primaire dont 4 désengagés avec un niveau de CEP1.

- 40 désengagés ont fait l'école coranique.
- 31 désengagés estiment avoir un niveau d'études, mais n'apportent pas de détails.
- 96,81% des désengagés n'ont aucun niveau d'étude.

Ces statistiques démontrent suffisamment l'exclusion des désengagés du système scolaire avec des enseignements acquis précaires et largement insuffisants. Au regard de ces chiffres, on peut considérer que la proportion des désengagés issus de l'enrôlement lié au facteur religieux se justifie par un manque d'instruction scolaire minimum. Encore faut-il souligner que le fait religieux est étroitement lié à l'analphabétisme, lui-même résultant de l'existence d'un désert éducatif dans la région du Lac.

Les pouvoirs publics doivent investir massivement dans l'éducation au niveau régional avec l'appui des partenaires institutionnels. Par ailleurs, les femmes de la région doivent être mieux encouragées à poursuivre des études scolaires afin de garantir une meilleure autonomie.



En réalité, l'éducation qui est la base du développement économique a connu dans tout le pays un retard considérable, en raison d'une période marquée par des conflits politico-militaires (1963-2010) ayant déstructuré le système éducatif mis en place par la colonisation française, et qui n'a pas connu une évolution à la hauteur de ce qui se passe ailleurs. *« On y observe également un retard du développement humain, une persistance de l'insécurité alimentaire et un impact très limité des projets et interventions de développement depuis quarante ans, relève Mme Ndiaye. L'éducation de la petite enfance à titre d'exemple est très peu développée. « Seul 1,73 % des enfants participent à ce niveau d'enseignement destiné aux enfants de 3 à 5 ans. 37 % des écoles sont à N'Djamena. Des 267 écoles qui accueillaient 21.209 enfants du préscolaire en 2009/2010, 61% sont des écoles privées, 26% sont des écoles communautaires et seuls 13% sont publiques ».* Cette dernière tendance illustre le faible investissement de l'État dans l'éducation de base.

Parmi les 81 désengagés qui ont un niveau d'étude, quelle est la répartition homme-femme ?

17. Le niveau d'études des désengagés ?

Alors que l'éducation dans son ensemble a connu au Tchad un retard considérable, la question de la scolarisation des filles peine à décoller. Le taux de scolarisation est très faible, non seulement au sein des désengagés, mais même sur le plan national où il représente entre 30 à 35% au niveau primaire. Sur cette tranche, il n'y a que 7 à 8 qui parviennent au cycle secondaire. *"On dénote une faible admission aux études supérieures avec un taux de 2 et 3 filles seulement".* S'agissant des désengagés de Boko Haram, il convient de rappeler que la majorité est de l'ethnie Boudouma, originaire

d'une région victime d'un délaissement administratif depuis l'indépendance. Cependant, cette tendance ne peut pas justifier la présence massive des femmes au sein de Boko Haram, ni son exploitation dans des actions terroristes comme Kamikaze. En fait, le désir de recruter des femmes découle de l'idée qui prévaut dans les organisations extrémistes selon laquelle la femme pourrait être un butin de guerre, que les Moudjahidine doivent en bénéficier, surtout en ce que concerne le mariage, concédé comme un droit acquis aux combattants conformément à l'idéologie des extrémistes. Parmi les méthodes adoptées par le groupe djihadiste, la femme peut être contrainte au divorce ou soumise à assouvir le plaisir sexuel des Moudjahidines après leur retour du combat, surtout si son mari est accusé d'apostat.

PARTIE II.

Chapitre V.

1. Réflexion sociologique croisée sur l'extrémisme

De plus en plus isolée, voire privée des bienfaits du développement socioéconomique, la jeunesse du bassin du Lac Tchad est affectée par la doctrine de l'extrémisme, un fléau endémique qui touche un grand nombre de pays. Cette étude montre que 10% de jeunes de la province du Lac prêle allégeance, généralement sans conviction religieuse, au groupe extrémiste de Boko Haram, contrairement en Occident où le recrutement de la jeunesse est basé sur des convictions religieuses. Pour dissuader la jeunesse, « *l'État doit intervenir pour créer des activités génératrices de revenus aux jeunes* »¹⁶.

Comment l'extrémisme réussit à endoctriner une partie importante de la jeunesse ? Qu'est-ce qui pousse les jeunes à se fanatiser, à devenir cruels ? À rejoindre les camps fondamentalistes et terroriser leur propre patrie, leur propre société ? À massacrer leurs propres concitoyens ? À se retourner contre ceux qui prétendent les avoir soutenus et aidés ? À aller jusqu'à mettre en ligne des vidéos pour revendiquer leurs atrocités ? Quelles peuvent être les raisons exactes de cet extrémisme violent contre des individus vivant paisiblement et du fait que des terroristes se réjouissent du plaisir de tuer ? Le chercheur Mathieu Deprez, en prenant un exemple sur les pays arabes, pense qu'il « *y a un lien historique avec l'héritage mal digéré des colonisations françaises (Tunisie, Algérie,*

¹⁶ Dr. Zenabe Terab, professeur à l'Université de N'Djamena, (intervention le 25 octobre 2018 au cours de l'atelier sur la typologie des repentis de Boko Haram organisé à N'Djamena) : « *l'État doit intervenir pour créer des activités génératrices de revenus aux jeunes* ». Elle a également insisté sur le rôle que doit occuper la femme dans la société.

Maroc...), le conflit israélo-palestinien, le djihad plus ancien (ex : Soudan), la confrérie musulmane (en Egypte) ».

Est-ce que cette haine d'écraser l'autre ne serait pas le résultat d'une injustice que le bourreau aurait lui-même subi au cours de son parcours social ? Car, *« on ne devient pas un bourreau génocidaire un beau matin au réveil »*, d'après l'historien Didier Epelbaum qui est opposé à l'idée selon laquelle nous aurions tous une propension à nous soumettre à une autorité, y compris lorsqu'elle nous commande de torturer ou massacrer.

L'argument des bourreaux, souvent, est de justifier les crimes qu'ils ont commis en se donnant bonne conscience, en ciblant un ennemi invisible contre lequel ils pensent mener une guerre qu'ils qualifient de sacrée. Prenant l'exemple des jeunes islamistes en Occident, le romancier Amin Maalouf estime que les jeunes d'origine étrangère en Occident vivent deux appartenances : *« une appartenance au pays d'origine et une autre au pays d'accueil »* et il regrette que l'on n'œuvre pas suffisamment pour réduire l'écart entre les deux appartenances. Ainsi, non seulement ils vivent ces deux relations, comme le pense Amine Maalouf, mais ils sont par ailleurs dans un état de confrontation, affectés par leurs parcours socioculturels et leur *« cortège d'événements »* opposant différentes civilisations. Une telle situation désoriente sans doute les plus fragiles. Selon Maalouf, un effort doit être fait des deux côtés, mais, hélas, ce n'est pas le cas. Certes, il peut résulter de l'échec d'intégration dans un pays d'accueil, un sentiment de frustration qui se traduit quelquefois par des prises de position extrémiste. En fait, cette analyse est loin de correspondre aux extrémistes de Boko Haram dont les parcours sociaux sont très différents. Il y a lieu d'affirmer

qu'avec un taux de scolarité de seulement 3%, les jeunes du lac Tchad n'avaient pas eu l'opportunité de découvrir l'école républicaine, en l'absence de l'administration et la prolifération des écoles coraniques dont les enseignants dépourvus de toute formation et sans aucun revenu régulier sont naïvement exposés aux charmes de l'idéologie extrémiste.

Mais, de nouvelles approches de réflexions réfutent l'idée de parcours sociaux de l'idéologie extrémiste en liaison avec le social. En Occident, des analyses et des études sont recommandées par différents services de sécurité pour établir le profil d'un terroriste, mais on peut se demander s'il existe un profil terroriste ? Oui, estime le neurologue Gerhard Roth qui prétend avoir trouvé la partie du cerveau où germent les idées sombres chez les tueurs et autres violeurs. Il dit avoir trouvé « *à l'intérieur du lobe central* » quelque chose qui « *s'apparente à une masse sombre quand le cerveau est passé au Rayon X* ». Cette analyse vient rejoindre tardivement le médecin légiste et psychiatre Lombroso (1836 – 1909) qui « *croyait décrire des régularités qui, dans un certain agencement, constituaient le criminel-né, lequel n'accomplit pas psycho-génétiquement le processus évolutif ontogénétique de la race humaine, et en reste à un stade atavique* ».

En effet, du point de vue de l'approche standard, l'extrémisme est une crise de confiance qui se répand dans la société, un ensemble de bombes à retardement dont les racines se trouvent dans le sous-développement, l'ignorance, l'inconscience, les répressions, la dictature, l'autoritarisme, la privation de liberté, l'humiliation, le chômage, la pauvreté, la discrimination intelligente et, peut-être, « *des problèmes psycho-pathologiques* ». Des racines qui, avec le temps, affectent la pensée puis le comportement de la

jeunesse se sentant alors étrangère dans ses institutions qu'elle considère comme dominatrices, lesquelles feignent de minimiser la prise en charge sérieuse de ce que vivent mentalement les jeunes. Et, en l'absence de dialogue sérieux, certains basculent dans l'extrémisme, voire le terrorisme et considèrent – de façon peut être erronée – que la société est responsable de leur échec et du malheur de leur pays d'origine. « *Il faut faire en sorte que ces jeunes n'en arrivent pas à cette extrémité* », a écrit dans son livre Bertrand Soubelet, général de corps d'armée, commandant la gendarmerie d'outre-mer.

Il semble opportun de le signaler qu'au moment même où nous cherchons à décortiquer et à remédier aux causes de l'extrémisme, il ne faut pas perdre de vue qu'il existe ce que nous appelons un extrémisme doux et intelligent, une des sources d'alimentation de l'extrémisme violent ; *A l'exemple d'un jeune de 27 ans, auteur des attentats de Londres du 3 juin 2017 qui selon la police, se plaignait dans un enregistrement vidéo du mauvais traitement des musulmans par la police.* Ce mauvais traitement, s'il se confirme, représente ce que nous appelons extrémisme intelligent, une des défaillances dans l'administration qui ne facilite pas la coexistence pacifique avec les administrés.

Ce type d'extrémisme se présente sous forme de racisme, de haine, de xénophobie, d'intolérance, de partialité, d'abus ou d'injustice. L'extrémisme intelligent a également une part de responsabilité qui ne peut qu'encourager des esprits naïfs à se radicaliser, voire se rebeller contre des systèmes démocratiques et leurs institutions.

Pour éviter aux jeunes de tomber dans l'extrémisme, le rôle des

institutions est de mettre en lumière les mobiles des dérives et la recherche de solutions. Chercher les « *chocs biographiques* » c'est procéder à une définition identitaire sur la base des « *parcours sociaux* » ou des « *trajectoires sociales* ». C'est « *à partir des 'parcours de vie', des 'récits de vie', des 'histoires de vie', des 'biographies' des individus singuliers, que le sociologue est invité à repérer les régularités sociales et la 'part de la contingence'* » pour bien cerner le sujet humain et permettre ainsi « *de mieux comprendre la diversification des parcours et la complexification* ».

La recherche sur les parcours sociaux permet d'identifier les causes d'une bifurcation lente ou brusque des jeunes qui ont tendance à se radicaliser. Il y a aussi des facteurs qui entrent en jeu dans les parcours sociaux des jeunes, à commencer par l'éducation basée sur l'influence des religieux, des parents et la société : « *Mon père m'a dit qu'un jour béni tous les kouffars qui salissent le sol de l'islam seront égorgés, comme au temps du Prophète* » ; c'est la parole d'un enfant endoctriné par un adulte avec des idées extrémistes ! il convient aussi de fouiner dans les parcours sociaux de ceux qui cherchent à endoctriner les jeunes. Cet enfant « *pensait que l'Occident était pourri, qu'Israël devait être détruite, que les femmes, tentation du diable, devaient être intégralement voilées, qu'on devait les lapider si elles commettaient l'adultère, qu'il était permis de prendre les biens des mécréants en butin, que les voleurs devaient avoir la main tranchée (...) seul le sang pouvait purifier* ». Voilà l'exemple d'un enfant qui a le cœur plein de haine, abandonné par la société et se trouve à la merci des endoctrineurs extrémistes.

À la lumière de ces passages, il semble clair que l'enfant - où il soit - doit avoir une éducation de tolérance et par conséquent, le rôle des autorités compétentes en charge de l'éducation et la société civile est de prévoir une stratégie de prévention de

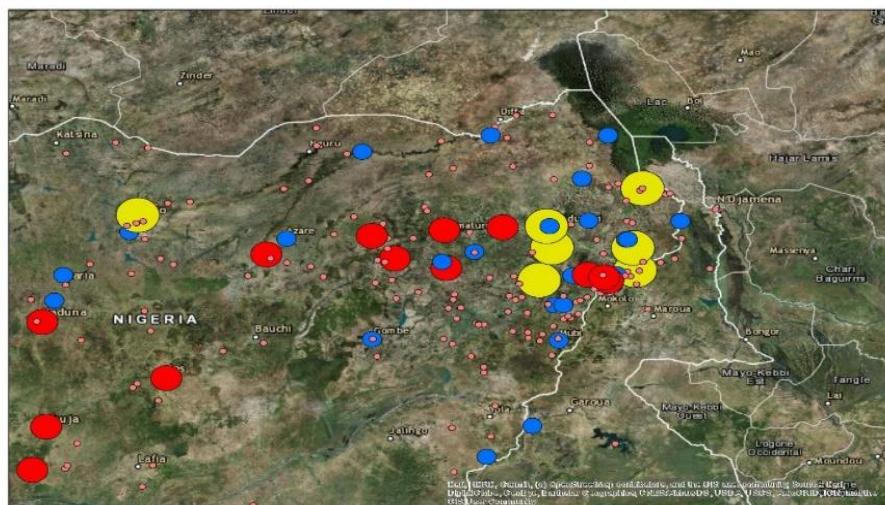
l'extrémisme, une prise en charge des enfants dès leur bas âge pour les initier à la culture de dialogue, de paix et de tolérance. Il ne s'agit pas d'attendre une radicalisation pour prévoir une cure de déradicalisation, mais d'armer les enfants de culture de paix à travers une éducation en milieux scolaires. L'exemple des combattants extrémistes tchadiens qui « *appliquaient la loi islamique non pas par conviction religieuse, mais parce qu'ils n'avaient pas connu d'autres lois compte tenu de leur naissance ou de leur séjour en Arabie Saoudite* ». S'ils avaient connu l'école républicaine allaient-ils avoir un autre comportement ?

Ces exemples illustrent bien le défi à relever et la responsabilité de chacune des institutions dans le rôle de préemption et de prévention que chacune peut jouer.

Enfin, une stratégie de prévention précoce serait en mesure de jouer un rôle décisif dans la dissuasion de la jeunesse.

2. L'implantation de Boko Haram

La province du Lac constituait le poumon économique de la région. Mais son assèchement a engendré de profondes transformations dans la situation socio-économique. Les populations de la région s'adonnent principalement aux activités traditionnelles de l'agriculture, de l'élevage, des pêches et des forêts, ainsi qu'aux activités artisanales de transformation correspondantes.



Cependant il faut noter une diminution de la « *production des poissons qui est déjà passée de 243 000 tonnes entre 1970-1977 à 56 000 tonnes entre 1986-1989* (pour avoir plus d'information, prière de consulter le document de Oualbadet Magomma)¹⁷. Les populations qui

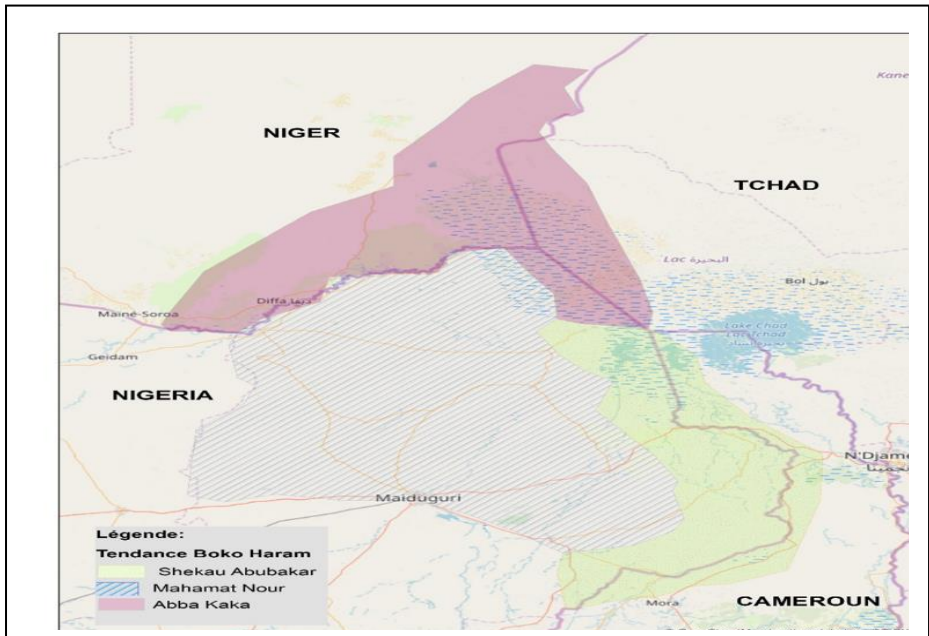
¹⁷ Oualbadet Magomma A., Lévêque Christian. Les poissons du lac Tchad : ichtyologie et niveaux lacustres. In : Magrin G. (ed.), Lemoalle Jacques (ed.), Pourtier R. (ed.), Déby Itno I. (pref.), Fabius L. (pref.), Moatti Jean-Paul (postf.), Pourtier N. (cartogr.), Seignobos Christian (ill.). Atlas du lac Tchad. Passages, 2015, numero spécial 183, p. 49-50. ISSN 0987-8505

vivent principalement de la pêche par le passé ont vu leurs ressources disparaître, les contraignant à changer d'activités ou à une reconversion contraignante. La pauvreté s'est fait le quotidien des habitants du lac Tchad ».

Le lac dans son état de dessèchement a paradoxalement connu une forte croissance démographique. Il a vu arriver des migrants *« motivés par le potentiel piscicole, agricole et pastoral, auquel contribue en partie le retrait des eaux, générateur de surfaces utiles supplémentaires »* (Sambo, A., 2011 : 117). Cette pression sur les ressources a entraîné de la déforestation, de la désertification et de la dégradation de l'environnement (Ombiono Kitoto P. A., 2016). Des dizaines de milliers de réfugiés et déplacés s'y massent : il y a ceux qui fuient le conflit avec Boko Haram, ceux en provenance du Darfour, de Libye, de Centrafrique, mais aussi les réfugiés climatiques ayant quitté leurs terres desséchées, les ruraux cherchant un avenir meilleur : tous tentent de se rapprocher des villes pour y trouver nourriture, eau, santé, travail et éducation pour leurs enfants. Dans ce contexte, la démographie s'accroît considérablement sur le bassin : *« 50 millions d'habitants aujourd'hui, peut-être 130 millions en 2050 »* (G. Magrin, quot. La Croix, fév 2018). La région, déjà déstabilisée par le dessèchement du lac, une démographie en hausse et l'accroissement de la pauvreté, subit de plein fouet le terrorisme.

3. Boko Haram et ses technicités de recrutement

D'idéologie salafiste, le groupe Boko Haram a été formé en 2002 à Maiduguri dans l'État de Borno au Nigeria par le prédicateur Mohammed Yusuf, qui prêchait d'une manière pacifique un islam radical. Boko Haram est considéré comme l'un des mouvements les plus atroces du XXI^e siècle, avec à son actif des crimes contre l'humanité ayant affecté non seulement le Nigeria, mais aussi le Cameroun, le Niger et le Tchad. Sa stratégie de terreur contre les populations civiles, l'occupation de plusieurs



localités nigérianes importantes, ses menaces contre les pays riverains du Lac Tchad, ont contraint le Tchad à s'engager militairement pour venir au secours de ses voisins.

Il n'est pas facile de répertorier d'une manière exhaustive la technicité de Boko Haram dans le recrutement de personnes

mais il y a une période (2012-2015) où plusieurs raisons ont marqué le succès de la secte avec l'adhésion en masse des autochtones du Lac Tchad à sa cause.

Plusieurs facteurs expliquent comment Boko Haram a pu s'installer dans la région. En plus de l'extrême pauvreté, le chômage des jeunes, l'injustice sociale et l'exclusion ont créé un terreau propice au recrutement des jeunes par le groupe extrémiste. Le groupe a profité *des changements climatiques, de la défaillance des gouvernements*¹⁸ et surtout *du désengagement socio-économique et institutionnel*¹⁹ des états riverains du Lac Tchad. Les nombreux abus des forces de sécurité locales ont agi comme un effet-repoussoir, et l'attrait économique de l'organisation a aussi joué un rôle.

Parmi les facteurs incitatifs à la recrudescence du terrorisme :

- ✚ L'adaptation des terroristes à toutes les situations sur le terrain ;
- ✚ La mobilité ;
- ✚ Le terrorisme communautaire en exploitant les conflits intercommunautaires ;
- ✚ L'absence d'une politique de réinsertion des désengagés ;
- ✚ La non-implication des universitaires dans l'aspect préventif de l'extrémisme ;
- ✚ Les violations des droits de l'homme ;
- ✚ L'absence d'une politique active de développement.

Le groupe dispose d'un procédé d'enrôlement qui passe au tamis les recrues qui ne sont pas forcément volontaires ou

¹⁸ Florencia Valdés A., « dans la région du lac-Tchad le réchauffement climatique et le terrorisme vont de pair », TV5monde Afrique, 19 octobre 2015, <https://information.tv5monde.com> consulté le 25 avril 2019.

¹⁹ Cyril Musila, « l'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du lac-Tchad », Note de l'IFRI, 2012.

convaincues par l'idéologie. Force est de constater que les raisons de l'engagement des volontaires sont le plus souvent liées au motif de contribuer à l'atteinte des objectifs du groupe et à la réalisation du projet extrémiste (*le djihad contre l'école occidentale, l'élite corrompue du Nigéria et la création d'une société islamiste basée sur leur interprétation du Coran, etc.*). D'autres raisons objectives telles que la pauvreté ou la polygamie (il y a beaucoup d'enfants dont les parents ne peuvent s'occuper), facilitent le recrutement au sein du groupe. En outre, le malaise des femmes exclues, marginalisées, non reconnues, les expose à la radicalisation. Une radicalisation qui est le résultat d'un processus psychologique (un sentiment victimaire de non-reconnaissance, voire de préjudice) et d'une logique idéologique, à fondement identitaire et communautariste »²⁰. Les témoignages recueillis font apparaître les techniques d'enrôlement de Boko Haram qui s'appuient sur la terreur, la promesse d'une vie meilleure sur terre et dans l'au-delà, l'allocation piégée d'une rémunération, l'utilisation des réseaux sociaux, la chasse aux jeunes ou les enlèvements. Dans l'esprit idéologique des extrémistes islamistes, les frontières n'existent pas. Boko Haram opère dans une aire géographique d'environ 13 000 km² qui lui permet de pourchasser ses *gibiers*, le mode opératoire de recrutement est le même : harceler les forces de sécurité et de la défense pour s'armer, et en même temps procéder au recrutement en se basant sur sa technicité :

²⁰ 47 <http://www.libreafrique.org/content/femmes-kamikazes-de-boko-haram-signes-de-d%C3%A9clin>

- a. La technique de la terreur** consiste à attaquer un village isolé à l'aube, généralement non ou peu contrôlé par l'État, puis rassembler tous les habitants avant de choisir au hasard



deux à trois personnes pour les égorger et demander aux villageois si oui ou non ils adhèrent à leur cause. C'est dans un tel contexte de terreur que l'ensemble du village assiégé prête séance tenante allégeance à la cause du groupe. C'est en ce moment qu'on décide de leur sort, selon s'il faut les laisser sur place avec engagement de servir les intérêts du groupe dans les domaines d'information (sur les mouvements de troupes gouvernementales et le passage des missions), les exploiter dans les domaines d'activités génératrices de revenus (en

travaillant dans la pêche, le commerce, la culture de la drogue, la collecte d'impôt sur tout ce qui bouge comme bétail...) ; ou encore, décider de les conduire vers leurs maquis.

- « *J'ai été arrêté lors de l'intrusion des éléments de Boko Haram dans mon village de Tidimirom. Ils ont tué et incendié tout le village. J'ai été conduit, avec toute ma famille, dans un camp du mouvement à Tombou Boka au Niger où je travaillais pour le groupe* », (H45)²¹.

Longtemps appliquée par le leader charismatique Shekau, en conformité avec la stratégie de Daech²², cette technique de terreur a été un des points de divergence avec son adjoint Albarnawi qui a pris ses distances et crée une autre aile militaire.

b. Les enlèvements

Les mouvements extrémistes Boko Haram, Daech et consorts cherchent par tous les moyens à renforcer leurs effectifs par des jeunes maquisards. En plus des techniques de recrutement citées ci-dessus, Boko Haram intègre à partir de 2014 les enlèvements en masse et la chasse aux jeunes sur les axes des marchés hebdomadaires des villages, ou pendant qu'ils vaquent à leurs activités quotidiennes comme dans le pâturage, la pêche ou l'agriculture :

- « *On était six, revenant du marché hebdomadaire de Tidimirom, lorsque trois éléments de Boko Haram nous ont interceptées, frappées et forcées à les suivre* », (F43) ;

²¹ Archives du CEDPE, Rapport d'études sur la typologie des désengagés de Boko Haram, Tchad, décembre 2018

²² L'œuvre d'Orient, La Croix, Misna, Radio Vatican, fait-religieux.com « Daech s'en est pris également aux villages de Tal Riman, Tal Nasra, al-Agibash, Toma Yalda et al-Haoz. Arrivant à bord de camions, les djihadistes ont laissé derrière eux des dizaines de maisons incendiées et de nombreuses victimes ».

- « *J'ai été capturé par BH derrière les bœufs à Gomirom* », (F25) ;
- « *J'ai été capturé à la pêche* » (H40).

Le nombre de jeunes ayant rejoint Boko Haram est estimé à 1500 en 2016 avant de baisser à 1200 soit un taux de 10% de la population du Lac Tchad sachant que la Croissance annuelle de la population dans cette région est de 3,3% alors qu'au Tchad est de 2,5%²³. Boko Haram cible des écoles et des lieux de culte pour s'emparer de jeunes filles qu'il forme ensuite aux opérations de kamikaze. « *Après plusieurs jours d'endoctrinement avec la drogue, la torture et le viol, elles finissent par craquer pour devenir obéissantes au groupe terroriste. 46 par porter le gilet explosif* »²⁴.

- « *Ma famille a été enlevée par les éléments de Boko Haram pendant que j'étais absent. J'étais obligé de me rendre volontairement au mouvement dans l'espoir de la retrouver. Finalement, je suis devenu combattant* », (H45).
- « *J'ai été enrôlé de force par le mouvement. J'ai dû passer par toutes les étapes de formation, avant de devenir combattant de Boko Haram. Car les captifs de Boko Haram étaient répartis entre la pêche, l'agriculture, le commerce, etc.* »

²³<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?codeTheme=1&codeStat=S>

P.POP.IDH.IN&codePays=TCD&optionsPeriodes=Aucune&codeTheme2=1&codeStat2=SP.POP.

GROW&codePays2=TCD&optionsDetPeriodes=avecNomP&langue=fr

²⁴ ABBAMI OUMAR ABDOU, doctorant en science politique à l'université de Maroua/Cameroun

La plus grande opération d'enlèvement de filles a eu lieu le 15 avril 2014, lorsque des combattants de Boko Haram ont capturé 276 lycéennes lors d'une offensive dans la ville de Chibok dans l'État de Borno, au Nigeria. La revendication le 5 mai par le leader de l'organisation extrémiste Abubakar Shékau, qui prône la violence et la terreur, a choqué la communauté internationale ; d'autant plus lorsqu'il a annoncé officiellement lors d'une vidéo la mise en esclavage et le mariage forcé des jeunes filles à des combattants. « L'enlèvement des filles pour être mariées de force faisait partie dans le passé de la tradition de certains Sahéliens. Cette pratique traditionnelle d'enlèvement aurait beaucoup inspiré le mouvement terroriste Boko Haram dans le recrutement des femmes-kamikazes »²⁵. Détenues, selon plusieurs sources, dans le QG de Boko Haram dans la forêt de Sambisa, 112 demeurent introuvables alors que 57 parviennent à s'enfuir et 107 sont libérées à la suite des négociations engagées par le gouvernement nigérian avec le groupe extrémiste.

C'est à partir de 2014, juste après l'enlèvement en masse des lycéennes de Chibok, que Boko Haram a intégré dans son combat les opérations suicides des jeunes filles. Cette stratégie d'enlèvement n'est pas l'apanage de Boko Haram. Elle est aussi utilisée par l'État Islamique (EI). Le 23 février 2015, le groupe État Islamique a enlevé 90 habitants après avoir attaqué « Tal Chamirane et Tal Hermouz, deux villages chrétiens dans la région de Hassaké, à 200 km à l'est de Kobané »²⁶.

c. L'allocation piégée

²⁵ Le Journal LA CROIX du 24 Février 2015, Religion, « Daech enlève 90 chrétiens dans le nord-est de la Syrie ».

²⁶ *Idem*

C'est en réalité une des techniques multidimensionnelles de recrutement de personnes généralement issues des milieux défavorisés. Il s'agit d'identifier les personnes nécessiteuses pour leur proposer une allocation afin de concrétiser une activité génératrice de revenus (AGR). Une fois la dotation allouée, la personne est dans le collimateur des informateurs du groupe qui analysent son comportement et ses réactions à l'égard de l'organisation. Si le constat est estimé contraire à l'attente du groupe, celui-ci revient quelques jours après pour revendiquer deux options : la restitution de la somme allouée ou le départ au maquis. Il arrive aussi que l'allocation soit accordée à une personne âgée qui a des jeunes enfants. Et comme l'objectif visé est la jeunesse, on exige du père de la famille insolvable de mettre à la disposition du groupe ses enfants – des jeunes pour combattre, des filles pour servir de cuisinières et/ou qui sont mises à la disposition des combattants (*mout-at almoujahid*) pour devenir ce qu'on appelle en Occident « *des esclaves sexuelles* ».

d. Les promesses matérielles et spirituelles

Une autre technique consiste à convaincre par de multiples promesses d'une vie meilleure sur terre et dans l'au-delà, c'est-à-dire au paradis, vers lequel on conseille d'aller expressément faute de places limitées. Aller expressément au paradis, c'est être motivé dans les affrontements avec l'ennemi en prononçant expressément « *Alchahada* » au nom du « *jihad* », la lutte armée sacrée. La bonne vie, selon l'idéologie extrémiste, se déroule au Paradis où tout est à la disposition du martyr. Et pourtant, les leaders qui prêchent à convaincre les combattants de se précipiter au paradis, n'ont jamais accepté d'y aller. *La promesse d'une vie meilleure sur terre* en a aussi séduit certains qui, déçus après avoir découvert le mensonge, se sont

rétractés :

- « *La promesse d'avoir un véhicule m'a motivé dans mon adhésion au mouvement, mais ce sont de fausses promesses (F40) et (H20) (...)*
- « *J'ai suivi Boko Haram, car ils m'ont promis la belle vie* ».

La déception de certains désengagés est amère. Non seulement ils regrettent leur séjour au sein de la nébuleuse, mais ils avouent s'être trompés ; il semble qu'ils s'attendaient naïvement à des compensations matérielles substantielles en contrepartie de l'allégeance prêtée au groupe Boko Haram :

- « *J'ai été trompé, car on me disait que la vie dans le camp Boko Haram serait meilleure* »²⁷.

e. La propagande

Boko Haram a considérablement développé sa branche médiatique depuis le début de l'offensive, ce qui lui permet de revendiquer ses attaques dans des délais relativement courts, de contredire les discours victorieux de l'armée nigériane et de remotiver ses troupes, voire d'attirer de nouvelles recrues²⁸. Les autorités ont cependant également pu utiliser la communication du groupe contre lui-même : *regardez la barbarie et la violence inouïe qui est la marque de fabrique de*

²⁷ Archives du CEDPE, Rapport d'études sur la typologie des désengagés de Boko Haram, Tchad, décembre 2018

²⁸ Priscilla Sadatchy, « Boko Haram : un an sous état d'urgence », GRIP, note d'analyse du juin 2014.

*la secte*²⁹. Aussi à travers cette étude, il ressort que le recrutement par les réseaux sociaux n'a pas eu pour la secte l'effet escompté. Cette tendance s'explique par le fait que le niveau d'éducation dans cette région est trop bas, puis il y a aussi une difficulté d'accès à la connexion internet trop chère et quelquefois inexistante.

f. Le recrutement des enfants

Dans le système du recrutement forcé des jeunes garçons, le groupe terroriste Boko Haram cible les écoles coraniques (madrassa) des localités du bassin du lac Tchad pour enlever les enfants afin de les enrôler. Ces enfants enrôlés doivent suivre à la lettre les instructions sous peine d'être tués. Les terroristes exigent des enfants enlevés qu'ils accomplissent des missions recommandées par Dieu : selon eux c'est Allah (Dieu) qui leur demande. Ainsi, les jeunes garçons sont le plus souvent « rééduqués, endoctrinés », notamment dans des écoles coraniques, pour certaines basées au Cameroun³⁰. Le recrutement des enfants fait partie du plan stratégique de la secte islamiste, puisqu'ils sont plus faciles à endoctriner. Ils sont ensuite forcés de participer à des exactions sommaires, lorsque les combattants de Boko Haram attaquent des villages. La technique de recrutement forcé des enfants se fait généralement de manière brutale. Le groupe terroriste enlève

²⁹ ADOUMADJI MADJASTAN Magloire, Expert en Défense et sécurité, Chercheur associé au CEDPE. « Il s'agit de contrer la propagande djihadiste sur les réseaux sociaux, les lieux de cultes, les établissements scolaires, etc. Car, ces endroits drainent beaucoup de jeunes. Surtout, les médias sociaux sont les véritables vecteurs de propagation des idées extrémistes. La création par exemple d'une Agence régionale de Sécurité Informatique peut obéir à la volonté de protéger non seulement les données privées des utilisateurs mais, également d'empêcher que les jeunes puissent accéder à des sites de propagandes djihadistes. Cependant, pour mieux avoir un impact, Il faudra impliquer les jeunes organisations de la société civile dans cette action de sensibilisation ».

³⁰ Bayo Akinloye, Boko Haram Kills Three, Abducts 12 in Cameroun, This Day, 19 août 2014.

les enfants vulnérables, tels que les enfants de l'école coranique ou les enfants des rues. Il fait donc l'usage des méthodes de guerre de l'époque précoloniale : razzias et asservissement. Il préfère recruter en particulier beaucoup d'analphabètes et des mendiants itinérants³¹. Ces derniers sont des élèves coraniques plus faciles à endoctriner. Boko Haram ne manque pas d'ingéniosité pour recruter les enfants, et ne procède pas que par enlèvements de masse. Il utilise aussi avec les enfants une tactique proche de l'allocation piégée. Des recruteurs s'infiltrèrent dans la population pour cibler les enfants les plus maniables en leur proposant de l'argent. Ils leur donnent de l'argent avec un délai de réflexion de deux jours. S'ils acceptent, ils gardent l'argent, sinon ils le rendent. Comme la plupart des jeunes de la région n'ont pas d'emplois garantis, ils finissent par accepter l'offre. Parce que la pauvreté est grandissante en raison des changements climatiques, les populations sont devenues vulnérables. C'est dans ce contexte que les jeunes deviennent les proies faciles du réseau djihadiste Boko Haram dans le bassin tchadien. Ainsi, le groupe se montre aux yeux de ces jeunes comme porteur de solutions à leurs problèmes socioéconomiques, alors que les gouvernements du bassin du lac-Tchad n'arrivent pas à s'en occuper »³². Parmi ses techniques de recrutement d'enfants, il y a la politique de proximité. Il s'agit de charger les enfants d'aller convaincre frères et amis de leur âge. Les enfants recruteurs commencent à rendre visite régulièrement aux amis ciblés en leur offrant des cadeaux comme des motos, des habits, des téléphones,

³¹ Germain Fabrice MENYE NGA, « origines psychologiques de la violence des « Boko Haram » : une étude de quelques cas », in regards croisés sur Boko Haram au Cameroun, éditions du schabel, septembre 2017.

³² ABBAMI OUMAR ABDOU, *doctorant en science politique à l'université de Maroua/Cameroun*

chaussures, montres de valeur, voire l'argent de poche, pour que ces derniers se voient redevables à l'égard de leurs donateurs (enfants recruteurs). Ensuite, les bénéficiaires (amis) vont sans doute adhérer à la proposition qui sera faite par les enfants recruteurs »³³. L'histoire militaire nous révèle que des enfants soldats ont été utilisés à de nombreuses occasions par de nombreuses cultures. Les enfants sont recrutés de force par les groupes armés sur le continent africain pour servir de chair à canon. Par exemple, en République centrafricaine (RCA), du fait des multiples crises que le pays connaît depuis 2012, plus de 15 000 enfants ont déjà été enrôlés dans les rangs des ex-Séléka et des Anti-Balaka³⁴.

De ce qui précède, il ressort que le processus d'enrôlement forcé des enfants correspond à l'époque précoloniale où les groupes armés procédaient aux recrutements de combattants avec la méthode de *razzia*. Il s'agit aussi d'une stratégie d'intimidation que le groupe a intégré dans son plan de guerre, dans le bassin du Lac-Tchad. Dans de nombreuses zones, il n'est plus resté que des femmes et des enfants, les hommes et les garçons les plus âgés ayant été recrutés de force ou tués par Boko Haram, ou arrêtés par l'armée³⁵.

Les enfants mendiants de l'école coranique sont donc prioritairement visés par la secte dans le recrutement forcé, car

³³ *Ibid*

³⁴ Anti-Balaka : Milices d'auto-défense en Centrafrique formées par des paysans pour lutter contre les coupeurs de route, cette coalition constituée essentiellement de miliciens chrétiens, a ensuite pris les armes en 2013 contre la Séléka, majoritairement composée de musulmans. Le terme Anti-Balaka proviendrait des gris-gris

³⁵ Amnesty International a diffusé une vidéo censée montrer le meurtre de masse de prisonniers dans le Nord-Est. « Nigeria : Gruesome footage implicates military in war crimes », 5 août 2014.

ils acceptent rapidement de s'engager dans le jihad (guerre sainte). Les femmes du camp de

Les terroristes de Boko Haram en motos



déplacés de Bama ont manifesté en 2016, pour demander aux autorités de faire la lumière sur le sort de « leurs » hommes, dont elles avaient été séparées et qui avaient été emmenés vers un lieu inconnu lors de la « libération » de leur zone.

Il convient de souligner que le groupe terroriste a perdu ses forces de frappe sur le terrain et en dehors d'effet de surprise, il représente moins de menace. Alors qu'en 2014-2015, il possédait des véhicules et des blindés, à partir de 2018, sa marge de manœuvre sur le terrain s'est amoindrie et il utilise plutôt des motos, des ânes pour ses déplacements.

La pression militaire assaisonnée par l'impopularité de la secte en raison de ses atrocités et l'embargo sur la circulation des

vivres a contraint une partie importante de la secte extrémiste à déposer les armes et se rendre aux autorités sécuritaires. Ces anciens associés au terrorisme dont le nombre ne cesse d'augmenter (4200 - octobre 2019 - rien que dans la province du Lac, au Tchad) représentent ***une bombe à retardement*** qu'il faut désamorcer le plus vite possible, avant qu'il ne soit trop tard.

En effet, il appartient à l'État et aux partenaires nationaux et étrangers d'intervenir afin d'assurer une réinsertion socioprofessionnelle aux désengagés victimes de *l'inoculation du virus du radicalisme religieux*. Et c'est aussi dans un but préventif qu'on doit les soigner de cette maladie contagieuse et leur permettre d'être désormais des personnes normales en se réintégrant dans la société et la vie active. Pour arriver à cette fin, il faut au moins cinq actions à réaliser :

1. Procéder à un profiling des désengagés pour permettre de dégager une cartographie claire ;
2. Procéder à une étude socioéconomique ;
3. Statuer juridiquement sur leurs sorts ;
4. Élaborer un projet de réinsertion ;
5. préparer un centre d'accueil où doit se dérouler la réinsertion.

Avant d'évoquer avec détail la cartographie des désengagés, il est important de comprendre dans quelles conditions se désengagent les combattants et associés ?

4. Comment se désengage-t-on ?

À la suite de la forte pression militaire exercée par les quatre pays du BLT, les activités terroristes de Boko Haram ont connu un essoufflement, enregistrant une perte d'environ 3. 212

morts en trois années soit 22,12% (1530 en 2016 ; 700 en 2017 ; 982 en 2018).

À partir de cette période, les pays riverains du bassin du Lac Tchad ont commencé à enregistrer des désengagés jusqu'à 2200 rien qu'au Tchad, plus d'une centaine au Cameroun.

Malgré les mesures draconiennes de sécurité et l'exécution sévère tenante de tous ceux qui sont pris en flagrant délit, plus de 2200 personnes ont réussi à quitter les maquis de l'organisation. Force est de souligner que toute tentative de désertion est réprimée par le groupe Boko Haram. Toute personne accusée de vouloir s'évader ou prise en flagrant délit est publiquement humiliée ou condamnée à la peine capitale, égorgée pour servir de leçon aux autres qui auraient l'intention de tenter l'aventure³⁶.

Ceux qui sont parvenus à quitter le groupe livrent des témoignages sur les ruses qu'ils ont utilisées pour tromper la vigilance de leurs surveillants, en évoquant que d'autres se sont fait attraper et exécuter. Ils soulignent qu'ils ont pu s'échapper lorsque les gardes dormaient, lors des affrontements internes aux différentes factions de Boko-Haram, entre le groupe et les forces gouvernementales, ou lorsqu'ils partaient en patrouille ou en mission d'attaque :

- *« Je ne parvenais pas à supporter les violences dans les camps, surtout les coups de feu quotidiens. J'ai participé aux attaques avec le mouvement, sans avoir reçu de formation de type militaire. J'ai pris la fuite lors d'un*

³⁶ Abraham NDJANA MODO, Journaliste, Yaoundé-Cameroun, chercheur associé au CEDPE

combat pour rejoindre le Tchad, où j'ai appris que les retournés étaient bien reçus et traités »³⁷, (H18) ;

- *« Pendant nos activités de pêche, alors que les combattants étaient distraits, on se faufilait dans les herbes pour s'enfuir »⁸⁸. Il y a aussi ceux qui, en tentant de fuir, sont arrêtés par une patrouille des forces gouvernementales » ;*
- *« J'ai fui Boko Haram. Et j'ai été arrêté à Ngouboua par les forces de défense et de sécurité » (H26).*

Nombreux sont ceux qui fuient en raison des exactions commises par le groupe :

- *« J'étais choqué par ces pratiques de braquages, de tueries, de tortures, etc. », (H20) ;*
- *« Boko Haram nous tenait par la terreur. Je suis un homme, mais ce que j'ai vu dans le camp de Boko Haram cela fait tellement peur. Les chefs étaient très méchants. À chaque fois qu'ils s'adressaient aux gens c'est avec colère et violence qu'ils le faisaient. Il n'y avait pas de liberté. Nous sommes contrôlés jusqu'au champ ou à la pêche. Nous sommes torturés selon la gravité des fautes commises », (H30)*

Malgré le risque de perdre la vie, 28,52% soit 4142 (fin 2019) de l'effectif total a réussi à atteindre son but en saisissant des différentes opportunités qui se présentaient. Beaucoup ont expliqué qu'ils avaient décidé de se désengager malgré le risque, parce qu'ils étaient de toutes manières condamnés à trouver la mort à cause de la dureté de la vie dans le maquis, parce qu'ils étaient accusés d'avoir commis un délit, ou dans des combats. En effet, certains désengagés ont expliqué que les

³⁷ Book Haram, Sortir de l'impasse, Editions universitaires européennes (22-11-2019), Ahmat Yacoub Dabio.

éléments Boko Haram ne s'empêchaient pas de prononcer des sentences d'exécution pour des futilités :

- « *J'ai vu des gens exécutés puisqu'ils ont été injustement accusés d'avoir proféré des critiques à l'égard du mouvement, d'un haut responsable, la perte d'une balle ou pour avoir effectué un appel ou reçu un appel téléphonique d'un proche* ».

Une étude observationnelle montre la différence des éléments déclencheurs de l'extrémisme entre les jihadistes occidentaux et ceux de Boko Haram. La différence se retrouve aussi dans les désengagés Européens en provenance des zones de conflits d'Irak et de Syrie, et ceux de Boko Haram. Il est moins évident de trouver chez les premiers des aveux et des regrets ; tandis que chez les seconds, la majorité exprime des regrets. Il faut parfois prendre ces regrets avec précaution.

En toute évidence, il n'est pas toujours facile de statuer sur les motivations exactes des désengagés. Il y a une sérieuse crainte de se retrouver avec des faux désengagés, ceux que l'armée camerounaise appelle les « *retournés à un état de dormance* », qui se rendent en raison de la pression de l'armée sur le groupe. « Les combattants, généralement des supplétifs, retournent à un état de dormance. Cachant leurs armes, ils regagnent bourgs et villages, réintégrant leurs communautés respectives protectrices, ils redeviennent dès lors des gens ordinaires et inoffensifs. Les « permanents », bandes inéligibles à toute amnistie, plus professionnels, mieux équipés, se replient vers des zones reculées aisément

défendables »³⁸. Des recherches plus approfondies pourraient améliorer cette étude observationnelle sur les deux sujets appartenant aux deux zones géographiques différentes.

³⁸ Abraham NDJANA MODO, Journaliste, Yaoundé-Cameroun, chercheur associé au CEDPE

Chapitre VI.

1. LA VIE APRES BOKO HARAM

Le travail du CEPDE a permis de montrer que 4200 individus avaient quitté Boko Haram depuis 2016. Généralement démunis et abandonnés à leur propre sort, les désengagés sont soumis dès leur retour à des procédures d'enquête sécuritaires et administratives sur l'identité et la réelle motivation de l'adhésion au groupe et du désengagement, avant d'être mis à la disposition de ceux qui sont en mesure de répondre d'eux et de garantir leur comportement – ce ne sont autres que les chefs traditionnels (chef de canton, chefs de village, chefs de quartier). Cette conception est tchadienne et consiste à ne pas détenir les désengagés, mais à impliquer les chefs traditionnels dans le processus de désengagement en mettant les désengagés à leur disposition. Tous les pays du bassin du Lac Tchad ne pratiquent pas la même politique à l'égard des désengagés. C'est la raison pour laquelle certains bokoharamistes préfèrent plutôt se rendre au Tchad qu'ailleurs. « *Au Nigeria, nous sommes exécutés* », a tenu à indiqué un chef d'une famille nigériane qui s'est rendue avec épouse et enfants aux autorités tchadiennes. Deux épouses de désengagés nigériens se trouvant au Lac disent s'être rendues aux autorités tchadiennes et elles sont en détention pour leur « sécurité ». « *Au Tchad au moins nous sommes en sécurité malgré que nous sommes en détention contrairement au Niger et au Nigeria où on risque d'être exécutés* »³⁹. Alhaji Boukar, un jeune camerounais d'une vingtaine d'années ayant séjourné avec les terroristes de Boko Haram raconte : «

³⁹ Book Haram, Sortir de l'impasse, Editions universitaires européennes (22-11-2019), Ahmat Yacoub Dabio.

*Quand j'étais en captivité chez les Boko Haram, je ne croyais pas à la sincérité des propos que j'entendais, quant au sort réservé aux anciennes victimes qui avaient réussi à se désengager. C'est ma femme qui est d'abord rentrée et une semaine après, elle m'a appelé et je suis venu. Nous sommes bien accueillis et nous n'avons subi aucune brimade »*⁴⁰. En Europe par exemple, l'accueil d'un désengagé en dehors de la détention semble impossible. Qu'il s'agisse des désengagés ou des Européens ayant été faits prisonniers dans les zones conflictuelles comme en Irak ou en Syrie, l'approche européenne est strictement sécuritaire. Il existe deux mille extrémistes étrangers détenus dans des prisons irakiennes que les pays d'origine ne souhaitent pas tous les rapatrier. En toute évidence, l'exemple du Tchad dans l'accueil des désengagés est illustratif n'eut été quelques observations relevées en matière des violations des droits de l'homme dont sont responsables - sous prétexte sécuritaire - certaines brebis galeuses. D'aucuns s'interrogent sur la stratégie de l'État tchadien ? Dans chacun des deux pays en guerre contre Boko Haram notamment le Niger et le Cameroun, on ne dénombre pas plus de cinq cents désengagés dans des centres créés⁴¹ à l'occasion. Les désengagés ressortissants des pays membres du bassin du Lac Tchad accueillis au Tchad ont avoué craindre perdre la vie s'ils se rendent dans un des trois pays. Il faut dire aussi que le Tchad, après le double attentat survenu, en juin 2015, au marché central de la capitale, n'a pas hésité à faire passer par les armes dix membres de Boko Haram (Promulgation de la loi n°034/PR/2015 portant répression des actes de terrorisme). Quant à sa stratégie

⁴⁰ Book Haram, Sortir de l'impasse, Op.cit.

⁴¹ Mission Lac-Tchad, mars- avril 2018, rapport, Archive CEDPE.

passive envers l'accueil des désengagés, force est de souligner que le Tchad a passé une quarantaine d'années de guerre fratricide et qu'on doit peut-être attribuer cette approche stratégique à sa capacité de dialoguer avec ses opposants politico-militaires depuis les années 70. Les désengagés de Boko Haram sont également accueillis à Bol et à Bagasola et remis à leurs communautés d'origine par l'intermédiaire de leurs représentants après le briefing de sécurité. En sa qualité de représentant de la communauté de la localité, le chef de canton de Bol Monsieur Youssouf Mbodou Mbami dit être en contact permanent avec les autorités administratives, militaires et politiques dans la gestion de la crise. Selon lui, les désengagés sont sujets à stigmatisation. À Bagasola, dès le début de l'année 2014, les réfugiés nigériens et les déplacés tchadiens sont accueillis par les autorités tchadiennes soutenues par les partenaires des ONG : alors, les désengagés cohabitent avec les réfugiés et observent la souffrance dont ils sont la cause. L'approche strictement sécuritaire de gestion des désengagés dans certains pays du bassin du Lac Tchad pourrait avoir des avantages intéressants, car ils sont alors gardés dans un camp et pris en charge jusqu'au « désendoctrinement ». Pendant la durée de la réinsertion, le logement et la restauration des sujets sont assurés par l'État ou des ONG contrairement à ceux du Tchad qui éprouvent d'énormes difficultés de survie liées au manque de nourriture et d'une réinsertion socioprofessionnelle. *« La précarité est là d'autant plus qu'ils ne sont pas pris en charge par les organisations humanitaires »*. Peut-être aussi que cette stratégie pourrait éviter aux désengagés la stigmatisation, une difficulté dont souffrent certains désengagés au Tchad en raison de la promiscuité avec la société : *« les anciens combattants de BH qui se sont rendus sont stigmatisés par*

les membres de leur communauté qui leur refusent emploi ou assistance sociale, notamment alimentaire »⁴²;

- *« Les gens au sein de ma communauté continuent toujours de me désigner comme membre de Boko Haram. Ils me stigmatisent. Je les comprends, mais moi j'ai déjà coupé les ponts avec le mouvement » (H22)⁴³. La stigmatisation peut être un facteur visant à freiner la réintégration communautaire, une stratégie que les autorités tchadiennes préfèrent à la réinsertion socioprofessionnelle, démarche très complexe, longue et coûteuse. Les femmes sont les plus affectées par la stigmatisation après leur désengagement :*
- *« Maintenant que je me suis volontairement rendue aux autorités, les populations se méfient de moi lorsque je me rends dans certains villages ainsi que dans les lieux publics. Je suis stigmatisée et considérée comme une ancienne combattante de Boko Haram. Les femmes me parlent mal, m'insultent, elles ont peur d'entrer en contact avec moi » (F25)⁴⁴.*

Le rejet par la société de certains anciens bourreaux de la secte s'explique par le fait qu'il n'existe pas un processus de pardon, de réconciliation, de confrontation à l'instar de l'Afrique du Sud qui a introduit le pardon dans le processus judiciaire :

- *« L'une des originalités de la commission-vérité et Réconciliation sud-africaine fut d'introduire, de manière*

⁴² Book Haram, Sortir de l'impasse, Op.cit.

⁴³ *Idem*

⁴⁴ Book Haram, Sortir de l'impasse, Op.cit.

incidente certes, le pardon dans un processus quasi judiciaire »⁴⁵.

Un tel procédé pourrait bien donner l'opportunité aux deux parties de se comprendre. Le bourreau repentí pourrait revenir sur les circonstances des crimes et expliquer avec détails comment il en est arrivé là (exemple de l'affaire de Drazen Erdemovic), puis permettre à la victime d'accorder son pardon. C'est après cette démarche de la réintégration qu'il faut prévoir l'aspect de la réinsertion. Cela étant, diverses initiatives ont été mises en place pour prendre en charge les désengagés. Le partenariat avec des organisations humanitaires a permis la mise en place d'un Centre de Transit et d'Orientation (CTO) en 2015 qui s'occupe de la prise en charge des enfants utilisés par Boko Haram et présentant des comportements à risque. Les enfants qui sont cooptés, lors de leur retour de Boko Haram ou des zones d'opérations armées, sont ramenés au centre pour qu'une prise en charge psychosociale soit assurée : une étude est menée sur leurs potentiels comportements à risque avant qu'ils soient remis à leurs familles d'origine, sous réserve de l'accord du CICR et de l'UNICEF. Les enfants qui sont récupérés au CTO sont des enfants associés aux groupes armés, ayant été pour la majeure partie embrigadés dans la vente de stupéfiants ou utilisés dans des opérations kamikazes, en tant qu'informateurs ou éclaireurs. Interrogé sur le rôle du ministère de l'action sociale dans la gestion des enfants des désengagés, le délégué de l'action sociale du Lac à Bol a souligné qu'il existe un centre « CTO géré par l'action sociale et financé par l'UNICEF. Le 29 décembre 2018, 6229 réfugiés ont été accueillis à Bagasola en

⁴⁵ *Idem.*

provenance du Nigéria et depuis 2015 à nos jours 114 enfants ont été réunifiés ». L'espace « Amis d'enfants » à Bagasola s'occupe des enfants séparés de leurs familles lors des exactions ou des attaques et qui sont récupérés par les autorités ou les organisations humanitaires afin de procéder à leur réinsertion ou la recherche de leur famille ou proches. Il y a environ 78 enfants qui ont été récupérés lors des derniers événements de décembre 2018 au Nigéria.

2. La situation des droits de l'Homme au Lac

Le Centre a engagé une mission dans la province du Lac axée sur les Droits de l'Homme. La mission du 06 au 12 février 2019 avait pour objectif d'enquêter, d'étudier, d'analyser la situation des droits de l'Homme qui prévaut dans cette province. Dans ses conclusions, la mission a accouché des recommandations de nature à améliorer cet aspect qui représente une des causes principales du développement de l'extrémisme.

Pendant son séjour d'une semaine, des entretiens ont eu lieu avec les différents acteurs de la province du Lac notamment : les autorités administratives, politiques, militaires, traditionnelles, judiciaires, les acteurs de la société civile, les désengagés et les populations victimes de violations multipartites des droits de l'Homme. Les entretiens ont aussi porté sur les dynamiques socioéconomiques et politiques des exactions de Boko Haram au Tchad et particulièrement dans la province du Lac. Il était également question de recueillir des témoignages qui pourraient permettre de comprendre la situation, de faire des propositions, des recommandations aux instances compétentes et aux acteurs impliquées en termes de solutions à apporter.

3. Étude sur le cas des questions inadaptées

Certaines questions de la fiche d'enquête pourraient relever de l'ignorance du contexte eu égard au fait qu'elles n'ont pas tenu compte du code culturel de la société, du pressentiment du contexte sécuritaire, de l'état d'esprit des désengagés et du désir de ne pas avouer un acte qui remet en question le désengagement.

Il s'agit par exemple d'attendre d'une femme qu'elle révèle avoir été victime d'un acte de viol ; une telle question relève du tabou dans la culture sociétale de cette région. Il faut surtout considérer que les femmes non instruites évoquent difficilement ce qui est inhérent à l'intime et à la pudeur. De plus, elles évitent de donner l'occasion à la population d'avoir à leur égard, un regard de haine et de stigmatisation. Il y a eu certes des victimes de mariage forcé et subséquemment des viols, en revanche l'on retrouve que très peu de témoignages. Ces questions (enlèvements, mariages forcés, viols, etc.) doivent conduire à une prise en charge psycho-sociale pour aider les victimes à évoquer et à se confier sur leur vécu sexuel illégal et brutal. Une telle prise en charge peut les aider à se réparer.

Des questions n'ont point lieu d'être, notamment celles visant à connaître le sort d'un désengagé qui essaie ou tente de désobéir ou fuir Boko Haram ; le nombre des désengagés repartis chez Boko Haram. Il est impensable de repartir chez Boko Haram, car déserteur la nébuleuse terroriste vaut la peine capitale, tenter de retourner dans les rangs de Boko Haram vaut également la peine capitale.

À la question de savoir si le désengagé a l'intention de rejoindre à nouveau le mouvement, la réponse est négative à

100%. Cela s'explique par la possible crainte de représailles sécuritaires et de terreur. D'une part, le désengagé ne se met pas en porte à faux alors qu'il cherche difficilement à se faire accepter tant par la société que par les services administratifs et sécuritaires qui le surveillent, et d'autre part, il serait illogique de s'attendre à une réponse positive sachant que la sentence pour un déserteur est connue d'avance. Les exactions dont les désengagés ont été témoins sont au-delà de toute imagination, probablement aucune personne n'a exprimé le vœu de reprendre le maquis.

S'agissant de la **consommation de drogue**, seul 7% des hommes reconnaissent avoir utilisé la drogue et la plus grande partie reconnaît la circulation de la drogue dans les maquis de Boko Haram. Les combattants de Boko Haram détenaient et consommaient de la drogue pour renforcer leurs capacités psychiques dans les zones de combats.

S'agissant de l'entretien d'éventuels liens avec d'anciens camarades de Boko Haram, les désengagés nient tout lien. Car en dehors d'une enquête policière ou de renseignement, il est très peu probable voire impossible de déterminer des liens de désengagés avec d'anciens camarades du mouvement à l'aide de la seule fiche d'enquête, en espérant obtenir un aveu. Il faut savoir que les désengagés dans leur intégralité n'évoquent aucun lien avec d'éventuels anciens camarades de Boko Haram, car le désengagement du mouvement est pour eux l'expression d'un détachement et d'un désaveu total de la secte. Le seul fait d'avouer ne serait-ce qu'un lien minime avec un ancien camarade du mouvement serait pour ces désengagés une culpabilité. En entretenant d'éventuels liens, ils s'exposent à des risques d'accusations de complicité de terrorisme, un risque qu'ils ne prendraient pas, sachant qu'ils

se battent pour une réinsertion au sein de la société, et dans leurs communautés respectives. Par souci de protéger leurs familles de toute poursuite sécuritaire éventuelle, les désengagés nient toute implication de leur part dans l'adhésion à Boko Haram. Ils ont affirmé unanimement qu'aucun contact n'a été maintenu avec leur famille lorsqu'ils étaient dans les maquis de Boko Haram.

4. Le Statut juridique des désengagés ?

Il reste aussi une question majeure qui mérite une attention particulière, celle de l'étude juridique du statut des désengagés de Boko Haram dans la région du Lac-Tchad. Comment faut-il les traiter juridiquement ? Leur liberté d'aller et venir est-elle restreinte ? peuvent-ils faire l'objet de poursuites pénales et civiles par le Ministère public sur son initiative ou sur celle des familles victimes ? Quelle prescription pénale et civile s'applique pour les désengagés ? Peuvent-ils concourir et prétendre à la fonction publique ou à certains métiers et fonctions sensibles liées à la sécurité ou à l'éducation ? En l'absence de jugement au Tchad par les tribunaux compétents, seront-ils susceptibles de faire l'objet d'un jugement au pénal par les autorités étrangères en cas de migration vers l'étranger ? Faut-il retirer leurs enfants et les placer sous le mécanisme juridique de la tutelle ? L'État tchadien peut-il refuser d'octroyer des pièces d'identités nationales aux désengagés ? Peuvent-ils faire l'objet d'une surveillance intrusive ? Dans quelles limites le droit à la vie privée des désengagés peuvent-elles être atteintes par les autorités sécuritaires ? Les désengagés pourront-ils circuler librement dans les territoires voisins et bénéficier de la protection juridique de l'État tchadien sans encourir le risque d'expulsion ou de jugement par les autorités judiciaires de l'État hôte. Aucun régime juridique actuel n'est en mesure de répondre véritablement à cette question. Ces questions juridiques sont très nombreuses et nécessitent une étude juridique approfondie que le CEDPE est en mesure de fournir grâce à ses chercheurs et juristes initiés à la question depuis un certain temps. Cette étude juridique approfondie doit faire l'objet d'un projet que le CEDPE propose de réaliser. Elle

permettra de mieux encadrer le statut juridique des désengagés et servir de base tant pour les acteurs institutionnels que l'État dans cette mission de réinsertion professionnelle. Elle servira de base pour les autres États confrontés à la question de l'encadrement juridique des désengagés qui auront à cœur de se conformer à l'état de droit. D'aucuns estiment qu'il faut tout d'abord rétablir la confiance en passant par une démarche de vérité et de réconciliation, avant de se pencher sur un quelconque statut juridique ou une procédure de réinsertion socioprofessionnelle des personnes dont une bonne majorité serait responsable de crimes. Notons ici qu'il est possible de s'appuyer sur deux exemples historiques :

- a. L'Allemagne et la France qui, après des guerres ayant coûté la vie à des millions d'Hommes, sont parvenues à rétablir la confiance entre elles et à instaurer une paix, renforcée grâce aux expressions mutuelles de regrets et d'excuses par les instances officielles, l'organisation de manifestations liées au devoir de mémoire, le combat commun contre le révisionnisme...
- b. L'Afrique du Sud, pays émergent, qui était par le passé tellement déchiré au point que personne ne pensait à son rétablissement, le pays a retrouvé ses lettres de noblesse : « *Grâce à la philosophie bantoue 'Ubuntu' qui est à l'origine de la mise en place par Nelson Mandela et Mgr Desmond Tutu des commissions 'Vérité et réconciliation' au sortir de l'apartheid en Afrique du Sud* ».

Même si les deux exemples sont loin de correspondre à celui des désengagés du Lac Tchad, ils prouvent néanmoins qu'avec volonté et intelligence, il est possible de réunir des gens qui, hier encore, s'opposaient et, par conséquent,

permettre, notamment aux jeunes, de se réunir, de trouver une identité, une personnalité dans laquelle ils se sentent mieux.

Si le statut juridique de 4200 anciens « *bokoharamistes* » reste encore un problème crucial, la question de leur réinsertion urgente est devenue un enjeu majeur dont les objectifs sont d'une part, d'empêcher le groupe extrémiste Boko Haram de puiser dans cette importante ressource humaine et d'autre part, d'empêcher les désengagés de reprendre *la route de l'immigration* ou de tenter de se réengager au sein d'un groupe extrémiste par choix économique notamment (les jeunes peuvent succomber aux rémunérations versées par des terroristes. La réinsertion socioprofessionnelle des désengagés bien réussie servira de modèle aux pays membres du Bassin du Lac Tchad et d'autres concernés par cette question cruciale.

Enfin, étant donné que les désengagés ont tous exprimé leur disponibilité pour une insertion socioprofessionnelle, celle-ci reste la principale recommandation qui doit tenir compte des métiers comme la pêche, l'élevage, l'agriculture, le commerce et surtout de la catégorie des femmes (sans emploi) qui représente 23,23% des désengagés.

En ce qui concerne les 285 désengagés profilés en 2018, il convient de souligner que selon les informations recueillies, ces gens abandonnés à leur propre sort, environ 100 personnes (novembre 2018) auraient pris la route de la Libye, tandis qu'une autre partie aurait quitté la province du Lac pour aller se faire recenser au Niger et au Nigéria où il existe des centres de réinsertion et une prise en charge en soin et en nourriture. En l'absence d'un profiling smart, il est difficile de suivre la traçabilité des mouvements des désengagés, car il

n'est pas exclu pour un désengagé de changer de prénom et de nationalité étant donné que la majorité n'a ni pièce d'identité ni acte de naissance. C'est pourquoi, l'urgence réside dans la création d'un centre de réinsertion dans la province du Lac.

En ce qui concerne la suite, l'organisation d'un atelier afin d'encourager l'État et les bailleurs de fonds à s'investir dans le projet de la réinsertion est recommandée. Il faut aussi penser à l'espoir qu'ont les désengagés d'obtenir une éventuelle assistance de l'État et de ses partenaires, avec des aides matérielles, financières et alimentaires. La mise en place d'une prise en charge psycho-sociale pourrait s'avérer utile, notamment pour les femmes et les enfants qui sont les principales victimes.

Le CEDPE considère que le profilage de manière numérique grâce à des tablettes aurait facilité le travail.

Chapitre VII.

Formation des agents de l'Etat par le CEDPE, dans le cadre de la stratégie du processus de DDRR

Les agents du ministère de la femme⁴⁶... en formation sur la méthodologie et la gestion de la base des données des désengagés.



Afin de préparer le transfert de la base des données au gouvernement tchadien, le CEDPE a assuré la formation des agents du ministère de la femme, de la petite enfance et de la solidarité nationale dans son siège sis à Ndjari. Vingt fonctionnaires ont bénéficié de cette formation qui a eu le lundi 11 novembre 2019. La formation s'est portée sur *“la méthodologie et la gestion de la base des données des*

⁴⁶ Ministère de la femme, de la petite enfance et de la solidarité nationale

désengagés de Boko Haram.” Ceci, suite à la mission effectuée au Lac du 20 septembre au 19 octobre 2019 du CEDPE et du comité interministériel.

D’entrée en jeu, l’objectif de cette formation est d’organiser et de coordonner les étapes en vue de mener à bien la gestion de la base des données. Le Président du CEDPE s’est exprimé en ces termes : *”Malgré les difficultés rencontrées lors du profilage des désengagés de Boko Haram, nous continuons ensemble à travailler à faire évoluer le projet de réinsertion des désengagés. Par le passé, l’État tchadien n’a pas mis la main à la pâte pour soutenir le projet, mais ces derniers temps, il coopère dans les activités relatives au Projet de la réinsertion socioprofessionnelle des désengagés de Boko Haram”.*

À l’entame de la formation, le Directeur Général technique du ministère de la femme de la petite enfance et de la solidarité nationale qui est le modérateur de la formation s’est dit satisfait.



Ahmat Yacoub a tenu à dévoiler quelques chiffres relatifs au coût estimatif d'une insertion d'un désengagé qui est de l'ordre de 14.000 FCFA par nuitée. Et que cela ne coûte absolument pas grand-chose s'il y a une volonté manifeste, a déclaré le Président du CEDPE.

- Restitution du rapport de la mission d'identification, d'enregistrement et de profilage des 2544/4142 désengagés dans la province du Lac (Voir annexes)
- Combien ont-t-elles coûté les trois missions ? (voir Annexes)

Conclusion de la première étude

L'analyse statistique détaillée donne un aperçu assez précis sur la typologie des désengagés de Boko Haram. On se rend compte qu'il y a des causes prédominantes (manque d'éducation, précarité, etc.) qu'on retrouve chez une grande majorité des désengagés, mais aussi d'autres éléments qui ressortent (difficultés financières, problèmes de santé, etc.).

L'enrôlement pour motif religieux représente moins d'un quart des cas 16,82%, au même titre que l'enrôlement pour motif économique (16,58%), alors que l'enrôlement forcé représente près de trois quarts des cas (74,17%). Ce type d'enrôlement démontre une fois de plus à quel point le groupe Boko Haram utilise la terreur comme une de ses techniques de recrutement. Face à cela, l'aspect sécuritaire de la région ne peut qu'être encouragé et soutenu davantage même si à elle seule, la réponse militaro-sécuritaire n'est pas suffisante. Encore faut-il que les pouvoirs publics s'intéressent sérieusement au développement de la région du Lac et à une meilleure intégration de sa population sur le plan national. Il est nécessaire de renforcer les politiques de décentralisation et de déconcentration dans la région afin d'assurer une meilleure efficacité des services publics dans la région et ce dans tous les domaines régaliens ou non de l'État. L'exclusion socio-économique des citoyens de la région contribue aussi à faciliter leur enrôlement au sein de Boko Haram.

À partir des données collectées, de nombreux autres croisements peuvent être effectués, permettant de se lancer dans d'autres analyses plus poussées et d'en tirer des conclusions, car la recherche est une continuité.

Un indice alarmant qui ressort est le très faible taux d'éducation scolaire soit 3,19%, plus de 0,92% par rapport aux statistiques de 2018. Les statistiques ne révèlent pas quelque chose de nouveau, mais confortent un problème critique qui touche la région et qui est su de tous, notamment les autorités.

Un autre élément qui attire l'attention est la présence massive de femmes désengagées soit 54%. (Elles sont plus nombreuses que les hommes), ce qui caractérise leur rôle important que ce soit directement ou indirectement dans l'idéologie de Boko Haram, alors qu'on a tendance à voir uniquement les hommes au-devant des violences. Encore faut-il souligner que les femmes ont une importance capitale dans la chaîne familiale puisqu'elles participent directement à l'éducation des enfants.

De manière générale, les parents désengagés peuvent être des dangers pour leurs enfants en matière d'éducation, de même que les enfants de désengagés peuvent représenter un danger s'ils ne sont pas soutenus et pris en charge (assistance psychologique, éducation, école, etc.), sachant que certains sont nés dans les camps de Boko Haram. La question de l'aptitude de certains parents désengagés à s'occuper de leurs enfants se pose, eu égard à l'emprise et l'impact psychologique de leur rôle au sein de Boko Haram. L'absence ou le défaut d'encadrement pourrait créer une bombe à retardement au sein de la société et provoquer des incidents beaucoup plus graves. Ceci expliquant que la question des désengagés ne peut être traitée que dans un cadre spécifique

et adapté au vu du contexte contemporain et du parcours social de chacun d'entre eux.

La moitié des désengagés (40 sur 81 personnes) qui revendiquent un niveau d'étude affirment avoir suivi l'école coranique. Dans une certaine mesure, l'école coranique n'a pas dissuadé ces désengagés de rejoindre Boko Haram qui se fonde aussi sur une idéologie religieuse extrémiste pour mener sa lutte. L'État et ses partenaires devraient donc être plus regardants et attentifs sur l'encadrement pas seulement des établissements scolaires, mais sur celui des écoles coraniques afin d'empêcher la propagation d'éventuelles idéologies ou discours de nature subversif.

Enfin, nous estimons que le volet préventif est d'une importance capitale, et nous pensons qu'il est temps d'arrêter de dépenser tant d'argent dans de nombreuses rencontres inutiles. Le moment est venu d'apporter une réponse sérieuse, efficace et de qualité à la lutte contre l'extrémisme violent, en commençant par l'insertion socioprofessionnelle des désengagés. C'est la raison pour laquelle les organisations impliquées dans la lutte et la prévention de l'extrémisme doivent éviter de se concentrer sur l'organisation d'événements de nature cérémoniale, même s'ils sont parfois nécessaires. Pour contrer l'extrémisme, stopper son expansion et dissuader la jeunesse de lui prêter allégeance, il est essentiel de mobiliser tous les moyens pour agir autrement, car les initiatives actuelles des partenaires n'ont aucun impact.

L'objectif précis à court, à moyen et à long terme doit être la prise en charge psychosociale des désengagés, dans le cadre de la déradicalisation. La réinsertion doit se faire à travers des activités socioprofessionnelles telles que la menuiserie, la mécanique, l'électricité, les cultures maraîchères, les techniques de pêche, la teinture, la confection des tissus, la couture, la fabrication des produits (savon, huile, eau de javel...), l'initiation aux réseaux sociaux, l'alphabétisation, l'implication des religieux dans une communication de la bonne interprétation du Coran dans le but d'un renforcement des capacités théologiques, l'organisation des échanges interculturels entre les jeunes du Lac et ceux des autres régions pour une évolution des mentalités, l'utilisation des outils de communication sociale que sont le théâtre participatif et le cinéma mobile.

PARTIE III

Vers un processus réussi de DDR

Chapitre VIII

Guide du programme de DDRR Désengagement, Désassociation, Réintégration et Réconciliation⁴⁷

PROCESSUS DDRR (RESUME)

Les États du Bassin du Lac Tchad : Cameroun, Niger, Nigeria et Tchad sont confrontés à un conflit multidimensionnel dont les causes sont à la fois structurelles (pauvreté, dégradation de l'environnement, rétrécissement du lac, croissance de la population), conjoncturelles (faiblesse de l'administration, porosité des frontières incontrôlées, violation des droits de l'Homme, recrudescence des conflits inter et intracommunautaires, développement du terrorisme en raison de la déstabilisation de la Libye et l'échec de la communauté internationale à le vaincre....). Ce conflit multidimensionnel a permis aux groupes extrémistes violents de s'approprier de ce terrain fertile pour s'y installer depuis 2009 en défiant les forces de défense et de sécurité appartenant aux quatre pays soutenus par la communauté internationale. Ce défi est l'un des phénomènes qui a mobilisé autant de ressources financières, matérielles et humaines pour son éradication aussi bien dans le bassin du Lac Tchad que dans l'espace du « *G5 Sahel*⁴⁸ ». Plusieurs stratégies

⁴⁷ Il est important de ne pas restreindre le processus de DDRR aux désengagés. Néanmoins, il devrait être étendu aux autochtones de la région, qui ne doivent pas penser que ceux qui ont commis des crimes sont récompensés. Utiliser les termes '*Stabilisation et renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac*' (SRRP-PL) est donc approprié.

⁴⁸ Le **G5 Sahel** ou « **G5S** » est un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et

parmi lesquelles la sensibilisation et les interventions militaires ont été utilisées par des États et des ONG⁴⁹ pour contrer ce phénomène. Mais force est de constater que toutes ces actions n'ont pas contribué à stopper de façon définitive les enrôlements massifs de jeunes, même si nous observons ces derniers temps des redditions, des retours spontanés et volontaires des personnes associées à Boko Haram. L'échec de l'extraction du terrorisme est dû en grande partie à l'absence d'une stratégie de prévention claire et efficace. À titre d'exemple, le développement fait l'objet d'une négligence malgré qu'on en parle beaucoup, et la plus grande partie de financement est consacrée à l'option militaire qui, malgré son importance, n'a jamais réussi, à elle seule, à éradiquer l'extrémisme violent. Et même s'il est difficile d'obtenir toutes les données de dépenses militaires de la communauté internationale et précisément celles de la France, compte tenu qu'elles sont hautement sécuritaires, les dépenses liées à l'entretien et au maintien du dispositif militaire dans la bande saharo-sahélienne est de l'ordre de 360 000 000 euros par an (236 milliards de FCFA) si on en croit les déclarations des autorités françaises. Selon un décompte réalisé, entre 2012 et 2018, les dépenses dans les pays du G5 Sahel ont plus que

de sécurité, créé lors d'un sommet du 15 au 17 février 2014 par cinq États du [Sahel](#) : la [Mauritanie](#), le [Burkina Faso](#), le [Mali](#), le [Niger](#) et le [Tchad](#), répartis sur 5 097 338 km².

Le 15 mai 2022, le Mali annonce quitter l'organisation puis le 2 décembre 2023, le Niger et le Burkina Faso font de même par un communiqué commun. Le 6 décembre 2023, la Mauritanie et le Tchad, les deux derniers membres du G5 Sahel, annoncent par le biais d'un communiqué commun que « prenant connaissance » des décisions de leurs « Républiques sœurs », ils vont mettre en œuvre le processus de dissolution du G5 Sahel ^(wikipedia).

⁴⁹ Organisations Non Gouvernementales

doublé, passant de 580 M€ à 1,35 Md€⁵⁰ dont près de 60 % de dépenses militaires, auxquelles est principalement due cette hausse. À cela s'ajoute des crédits spécifiques de 200 M€ par an, gérés par l'agence française du développement (AFD)⁵¹. Il a été malheureusement constaté que la montée de l'engagement militaire dans la région ne s'est pas accompagnée d'une accentuation notable de l'effort d'aide publique au développement. Le plafond financier de FEP⁵² est à 5,7 Md€ pour la période 2021-2027.

Autant les multitudes de conférences, ateliers, colloques, séminaires, réunions, études, paperasse... sur la thématique relative à l'extrémisme violent sont nécessaires pour dégager une stratégie commune axée sur la phénoménologie et la typologie, autant il est temps voire urgent de revoir nos stratégies pour les orienter vers des actions pratiques et concrètes sur le terrain. Ces actions doivent directement concerner la stabilisation et le développement en impliquant tous ceux qui ont la volonté d'apporter leur contribution.

Forts de tout ce constat, et sachant qu'il n'y a pas de sécurité pérenne sans développement économique, social et

⁵⁰ Lettre du Président de la Cour des Comptes au Premier Ministre Français Jean Castex, le 9 février 2021 Référé : Les actions civiles et militaires de la France dans les pays du G5 Sahel (ccomptes.fr)

⁵¹ Référé : Les actions civiles et militaires de la France dans les pays du G5 Sahel (ccomptes.fr)

⁵² Adoptée en mars 2021, la FEP est un instrument extra-budgétaire visant à financer des actions opérationnelles dans le domaine militaire au profit de partenaires partout dans le monde. Son plafond financier a été fixé à 5,7 Md€ pour la période 2021-2027. Grâce à cette enveloppe couvrant la période 2022-2024, l'UA sera en mesure de solliciter « *un soutien pour des opérations individuelles de soutien de la paix en fonction des besoins, ce qui permettra de réagir rapidement aux développements pertinents en matière de sécurité sur le continent africain* ». [L'Europe débloque 645 M€ pour soutenir les armées africaines - FOB - Forces Operations Blog](#)

institutionnel, le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) et le Réseau des organisations de la société civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC/BLT) ont initié ce guide de DDDR qui a pour objectif la « **stabilisation et de le renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac** » afin de combattre l'extrémisme violent par une approche basée sur l'encadrement et le développement.

Pour ce faire, compte tenu du nombre croissant d'une part, de personnes victimes des atrocités, et d'autre part, de celles ayant fait défection des rangs des groupes extrémistes⁵³ (en majorité de femmes), il a été jugé nécessaire d'élaborer ce projet à triple objectifs : D'une part, il sert à former et autonomiser un nombre important de personnes tout en prenant en compte leurs besoins, d'autre part, leur apprendre la vertu de la paix à travers la cohabitation pacifique, le vivre ensemble et la prévention de l'extrémisme ; puis en troisième lieu, la formation, la création des activités génératrice des revenus et le relogement.

Avec un cout global de **trente-huit milliards sept cent cinquante-un millions neuf cent sept mille cinq cents**

⁵³ Avec l'affaiblissement des groupes extrémistes après la mort des deux chefs charismatiques, Shekawu et Alburnawi en 2021, le terrain est désormais propice pour un tel projet de stabilisation dans la région du Lac Tchad. L'armée nigériane a annoncé la reddition de 13 243 terroristes et leurs familles à travers tout le nord-est du pays. Selon le journal le MONDE, ces désengagés de Boko Haram seraient maintenant près de 20 000 coté Nigeria et au moins 2000 du côté du Cameroun⁵³, alors que le CEDPE estime le nombre approximativement à 7000 personnes dans la province du Lac.

Sachant que la mission de profiling effectuée en fin 2019 par le CEDPE a pris en compte tous les aspects socioéconomiques nécessaires en rapport avec les désengagés/désassociés ; étant donné que l'exploitation de base de données collectée et remise au Ministre de la Femme en mars 2021 peut faciliter la réinsertion socioprofessionnelle des désengagés/désassociés ;

(38 751 907 500) soit 59 millions d'euros)⁵⁴, ce projet aura une durée de trois (03) ans et sera mis en œuvre dans cinq (5) localités de la Province du Lac.



Des femmes désassociées dans la province du Lac

Ce projet est la quatrième phase après les deux premiers projets de profiling de désengagés réalisés dans le Lac : en mars 2018 et novembre 2019 avec une collecte d'une importante base des données (16 000 pages) remise à Mme la Ministre⁵⁵ tchadienne de la Femme, suivi d'une étude statistique publiée⁵⁶ fin 2020 et remise à jour en 2021.

⁵⁴ Soit les dépenses de deux mois de l'opération Barkane dans l'espace du G5 Sahel qui donnera une nouvelle image de stabilité et de développement de la province du Lac.

⁵⁵ L'attestation de réception de la base des données (voir page 12)

⁵⁶ 7000 désengagés de Boko Haram à réinsérer : La bombe à retardement : Yacoub Dabio, Ahmat : Amazon.fr : Livres

I- CONTEXTE

Situé en Afrique centrale, dans la bande sahélienne, le Tchad fait partie des pays les plus pauvres du monde. Son indice de développement humain fait partie des plus faibles (185^{ème} sur 188 pays)⁵⁷, et il a une population de 14 millions d'habitants, constituée à majorité de jeunes. Cette jeunesse qui pourtant devrait efficacement contribuer au développement du pays, semble marginalisée et a un regard peu reluisant sur son avenir. La précarité des ressources naturelles, les grands défis du changement climatique, le chômage, la crise socioéconomique, le faible niveau d'instruction (surtout dans la Région du Lac Tchad⁵⁸), le faible niveau de qualification et de formation professionnelle, le faible esprit d'innovation et de créativité sont autant d'obstacles qui renforcent la vulnérabilité des jeunes. Ces différents facteurs les exposent à divers fléaux parmi lesquels la recherche du gain facile et les promesses piégées des extrémistes.⁵⁹

Les questions de l'extrémisme violent, de la résilience et de la prévention de conflit se posent avec acuité dans la province du Lac. Géographiquement, cette province est située à l'Ouest dans la zone sahélienne et frontalière au Cameroun, au Nigeria et au Niger avec une subdivision administrative de cinq (5) départements à savoir : Fouli, Kaya, Mamdi, Wayi et Doum Doum/Koulkimé ; vingt (20) communes, dix (10)

⁵⁷Rapport sur le développement humain (PNUD, 2015)

⁵⁸ Sur 2200 désengagés, seuls 50 ont connu une scolarité primaire, soit 2,27 %, parmi lesquels c5 savent lire et écrire en raison de 0,22%. Source CEDPE, Revue scientifique trimestrielle, octobre 2018

⁵⁹ Enquête réalisée par Search For Common Ground en 2013. https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2013/12/TCH_Dec13_Analyse-des-facteurs-de-conflits-de-catastrophes-naturelles-et-de-la-vulnerabilite-du-systeme-educatif-aux-chocs-au-Tchad.pdf

sous-préfectures, vingt-quatre (24) cantons et trois (03) groupements.

En effet, les populations les plus affectées dans ce contexte de la criminalité transfrontalière organisée se composent des femmes, des jeunes et des hommes des communautés locales, des personnes réfugiées, victimes, désengagées/désassociées, déplacées ou retournées à la suite des crises sociopolitiques, sécuritaires et humanitaires. Les vulnérabilités spécifiques de ces personnes en migration d'une part et la pauvreté galopante de ménages sahéliens d'autre part, représentent des facteurs de régionalisation de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans un contexte de croissance démographique exponentielle. Ces couches sociales expriment des besoins vitaux tant matériels (alimentation, santé, habitat, énergies) qu'immatériels (sécurité personnelle, espoir, solidarité, épanouissement, culture, progrès) qui ne sont pas toujours satisfaits.

Les attaques du groupe Boko Haram ont fait des victimes parmi les milliers de populations installées dans cette région du Lac. Cette population qui profitait par le passé directement ou indirectement des potentialités économiques du Lac est réduite à la pauvreté. Les attaques, les atrocités et les enlèvements quotidiens empêchent de vaquer normalement aux activités (commerciales, agro-pastorales et piscicoles). Face à cette situation, les États de la sous-région soutenus par l'Union Africaine et la communauté internationale se sont lancés dans la lutte armée contre ce fléau en mettant en commun leur force afin de mener plus d'actions militaires dans l'éradication des groupes extrémistes.

La crise qui frappe la région du lac Tchad plongeant les populations qui vivent le long de ses rives dans une situation de grande instabilité constitue désormais un sujet de préoccupation au niveau mondial. L'ampleur de cette crise est phénoménale, ses causes sont complexes et sa résolution semble pour l'heure peu probable. Il lui faudra sans doute attendre encore une génération avant de connaître une issue favorable. Entre temps, un effort considérable est déployé en vue d'y remédier mais le défi est de taille. Pour le relever, un changement de perspective s'impose, tant au niveau de l'orientation de l'action engagée qu'au niveau de l'approche retenue et des ressources qui lui sont dévolues. Il y a différentes façons de qualifier la situation dans cette région et davantage encore pour conceptualiser la réponse qu'il convient d'y apporter. En substance, il y aurait dans cette région trois crises distinctes mais interdépendantes et se renforçant mutuellement : un déficit structurel et persistant en matière de développement ; une rupture du contrat social qui s'est manifestée par le mépris des lois et a entraîné une insurrection violente perpétrée par des extrémistes ; une catastrophe environnementale annoncée et irréversible, mais qui nécessite de l'attention et des ressources pour en atténuer l'impact sur les populations et les aider à absorber les chocs et à s'y adapter au fil du temps. Une réponse régionale est nécessaire car ni les causes ni les effets de la crise ne respectent les frontières nationales. Les indicateurs de développement humain des différentes zones situées autour du lac sont parmi les plus faibles au monde. Le mal insidieux de l'extrémisme violent échappe au contrôle des frontières. La

réalité actuelle et la menace future du changement climatique défient toutes les institutions et les autorités⁶⁰.

Il convient de rappeler que l'option militaire à elle seule n'a jamais réussi à résoudre un conflit et ce n'est pas les plus grandes nations militarisées au monde qui vont démentir cela surtout après les interventions en Afghanistan, Libye, Irak, Ukraine. **Malgré sa nécessité face à un terrorisme qui ne comprend que le langage de la violence, l'option de la force en l'absence d'une stratégie préventive dans l'espace du G5 Sahel et le Bassin du Lac Tchad a montré ses limites.** Une des solutions apprise et retenue après cette grande expérience de lutte contre l'extrémisme violent est d'associer l'aspect sécuritaire⁶¹ à une stratégie de prévention qui consiste à prévoir le développement base essentielle de la paix.

Malgré une multitude d'études réalisées çà et là, cependant, en dehors de quelques démarches isolées de stabilisation très limitées, le problème reste entier.

À cet effet, autant les multitudes de conférences, ateliers, colloques, séminaires, réunions sur la thématique relative à l'extrémisme violent sont nécessaires pour dégager une stratégie commune axée sur la

⁶⁰ Union Africaine, stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram, août 2018.

⁶¹Bourita, le ministre des affaires étrangères marocain a déploré le fait d'évoquer la thématique sécuritaire à chaque fois que nous parlons du Sahel", notant que "le fait est qu'en l'espace d'une décennie, notre région est devenue non seulement un lieu de retour et de redéploiement des combattants étrangers, mais aussi un espace producteur de groupes terroristes ». Le Sahel reste, malheureusement, la 2ème zone la plus affectée par le terrorisme dans le monde, a fait savoir le ministre, soutenant que s'arrêter sur les défis à la paix et à la sécurité, "notre espace sahélo-saharien n'est, donc, pas une figure de style, mais une préoccupation de fond ».

phénoménologie et la typologie, autant il est temps voire urgent de passer à des actions concrètes.

Car la montée de l'extrémisme et les effets dévastateurs des groupes qui adoptent des idéologies violentes réduits non seulement à néant les avancées en matière de développement, mais risque également de freiner les perspectives de développement pour les décennies à venir. Les gouvernements du monde à travers différents programmes essaient de décourager les jeunes à se radicaliser. Mais ces efforts n'atteignent pas les objectifs escomptés en ce sens où les politiques étatiques et ses partenaires ne permettent pas la prise en charge totale des personnes dans le besoin. Ceux-ci deviennent donc des proies faciles pour les mouvements terroristes. De tous ces mouvements, l'Afrique n'échappe guère à ces bouleversements et les jeunes manquant d'orientation et des perspectives pour leur avenir et n'ayant plus de repères, constituent une cible facile pour ces groupes extrémistes et risquent d'être sous l'emprise du radicalisme. L'intégration socio-économique infructueuse et le taux de chômage élevé de ces jeunes dans un contexte de sécurité fragile, comme dans la région du Lac Tchad qui abrite environ 21 millions d'habitants partagés entre le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria, compte parmi les populations les plus démunies et les plus vulnérables au monde. Elle souffre non seulement d'un niveau élevé de pauvreté, mais également de chômage, d'insécurité alimentaire, de malnutrition et d'analphabétisme⁶². Ces niveaux d'ailleurs atteignent un degré de crise (OCHA, 2016) accentué par le phénomène du changement climatique. Allant dans le même ordre d'idée,

⁶² Le très faible taux d'éducation scolaire soit 3,19% est un indice alarmant (Source CEDPE : Ahmat Yacoub Dabio, la bombe à retardement, 7000 désengagés de Boko Haram à réinsérer, Amazon, 2020).

94,49% des désassociés ne possèdent pas de pièce d'identité⁶³ ; 85,06% ont des difficultés en nourriture, 72,87% éprouvent des difficultés en logement⁶⁴, 97% n'ont aucun niveau d'études et 10% des jeunes prêtent allégeance aux groupes extrémistes⁶⁵

Depuis le début de la crise au Nigeria, le Tchad a été confronté à un afflux croissant de réfugiés, rapatriés et personnes déplacées à cause de multiples attaques de Boko Haram.

II-JUSTIFICATION

L'extrémisme violent et ses effets dévastateurs suite aux attaques des groupes extrémistes réduisent à néant beaucoup de projets en matière de développement qui sont conçus par les gouvernements ou les organisations non-gouvernementales et cela dans le monde. L'Afrique n'en est pas du reste. C'est le cas de la zone du Lac Tchad fertile aux recrutements, où les mouvements avec des idéologies violentes profitent de la pauvreté et les manques de politiques de développement pour radicaliser et convaincre des personnes à se rallier à leur cause avec des conséquences désastreuses.

De ce qui précède, l'insécurité et la précarité permanentes au sein des groupes extrémistes (Boko Haram et ISWAP), les sensibilisations, les promesses d'amnistie faites par les États et les interventions militaires sont pour la plupart les raisons du retour massif des personnes associées aux groupes

⁶³ Ahmat Yacoub Dabio, la bombe à retardement, 7000 désengagés de Boko Haram à réinsérer, Amazon, 2020, P.55

⁶⁴ Ibid., P.67

⁶⁵ Ibid., P.77

extrémistes, qui par peur de mourir, certaines se rendent volontairement et d'autres sont capturées par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) lors des opérations.

Quitter les maquis des groupes extrémistes est souvent le point de départ d'un parcours incertain et imprévisible allant du désengagement à la réintégration dans la société⁶⁶.

Les résultats d'une étude menée par le CEDPE en 2019 révèlent qu'il existe environ 4142 désengagés de Boko Haram dans la province du Lac Tchad⁶⁷

L'ampleur de la crise du lac Tchad est telle qu'une aide humanitaire sera nécessaire pendant encore de nombreuses années. Le processus de stabilisation doit garantir l'accès à ces services et leur sécurité sur la base des seuls besoins, conformément aux principes internationaux inviolables d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Dans de nombreux endroits autour du Lac, la présence de l'État est faible voire inexistante dans la vie des habitants. Les capacités et les normes de gouvernance doivent être améliorées si l'on veut rétablir le contrat social, relancer le processus de développement et gérer la crise environnementale. Il faut faire en sorte que des moyens de subsistance durables remplacent la fourniture de l'aide humanitaire le plus tôt possible. Les projets d'infrastructure et autres travaux publics peuvent créer des emplois immédiats à court terme et dynamiser les économies locales. Dans un avenir prévisible, la reprise socioéconomique de la

⁶⁶Fonteh Akum, Remadji Hoinaty et Malik Samuel, Institut d'Études de Sécurité, sortir des groupes extrémistes violents dans le bassin du Lac Tchad, mars 2021, P.3

⁶⁷ CEDPE, rapport statistique de la mission de profilage des désengagés de Boko Haram dans la province du Lac, novembre 2019

région restera dépendante de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. Le relèvement rapide et l'expansion de ces secteurs sont d'une importance vitale et ne peuvent se faire que par le biais d'une stratégie de développement appuyée par de programmes de subventions et de crédits.

Tous les futurs investissements dans le développement socio-économique doivent être résistants au changement climatique : les évaluations de la fragilité à l'égard du changement climatique devraient sous-tendre le processus de planification afin de renforcer la résilience aux chocs, de soutenir l'adaptation et l'atténuation et d'assurer la durabilité à long terme. L'éducation est au cœur du problème et sera la clé de sa solution. Les écoles doivent être reconstruites, les enseignants recrutés et formés, les taux de scolarisation améliorés et les taux d'achèvement en ce qui concerne l'alphabétisation et d'autres compétences de base accrues.

Le rattrapage éducatif doit être accessible à ceux qui ont manqué l'école et la scolarisation dans des écoles non étatiques soumise aux processus appropriés d'enregistrement, d'approbation des programmes, de certification des enseignants et de contrôle de la qualité. L'éducation de base doit être complétée par des initiatives de formation professionnelle et de création d'entreprise ciblées pour inculquer aux jeunes les compétences dont ils ont besoin pour intégrer le marché du travail et gagner leur vie.

Des initiatives spécifiques seront nécessaires pour renforcer les capacités des autorités et des communautés en matière de prévention de l'extrémisme violent. Il apparaît indispensable de mobiliser les communautés afin de les engager à contester les discours extrémistes et d'orienter le débat public de sorte

à encourager le rejet et la dénonciation de l'idéologie de l'extrémisme violent.

Il conviendrait également de renforcer la coopération transfrontalière entre toutes les parties prenantes de même qu'il faudrait instaurer l'architecture de la paix au niveau local, national et régional et la rendre opérationnelle afin d'assurer l'efficacité des systèmes d'alerte rapide dans tous les cas de conflits et de renforcer les capacités des parties prenantes concernées à réagir en temps et en heure. La crise du lac Tchad a touché de manière disproportionnée les femmes et les filles. De ce fait, il convient d'intégrer une approche tenant compte de la problématique hommes-femmes dans la réponse.

Il est question de concevoir et de mettre en œuvre des initiatives qui autonomisent les femmes et les jeunes, encouragent leur participation à tous les processus de stabilisation, de relèvement rapide et de développement⁶⁸.

« Certes, contrairement aux années 2010, le risque inhérent de récurrence reste minime pour plusieurs raisons parmi lesquelles la défaite progressive sur le terrain des groupes extrémistes, les luttes internes sources des divisions, la mort des deux leaders charismatiques (AbubakrShékawu⁶⁹ de Boko Haram, Alburnawi de l'ISwap), la découverte par la population de la vraie nature des groupes extrémistes, le

⁶⁸ Union Africaine, stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram, août 2018.

⁶⁹ Le chef de Boko Haram Abubakr Shékawu s'est fait exploser en mai 2021, lors d'un combat avec le groupe de l'ISwap de Alburnawi qui aurait lui-même trouvé la mort quelques mois après.

renforcement des forces de défense et de sécurité, le déploiement de l'administration dans la région, les mensonges des groupes extrémistes quant aux promesses sur terre et au-delà »⁷⁰. C'est pourquoi, même si le statut juridique des anciens « bokoharamistes » est un problème crucial, il ne doit en aucun moment être un handicap à ce projet de stabilisation et renforcement de la résilience des populations, car 54% des désengagés sont des femmes qu'on appelle « désassociées » puisqu'elles se sont retrouvées contre leur gré dans des zones occupées par des groupes extrémistes et par conséquent, elles n'ont pas toutes adhéré volontairement à ces groupes.

Compte tenu du nombre croissant de personnes ayant fait défection des rangs du groupe Boko Haram pour trouver refuge dans les zones hors contrôles de ce groupe et compte tenu du niveau de pauvreté de la population du Lac Tchad, et vu surtout que la situation sécuritaire de la Province du Lac se normalise progressivement et pour éviter un revirement de la situation, il est important de se pencher sur la stabilisation, le redressement et le renforcement de la résilience de cette zone affectée par la crise BH en coordonnant le retour et la réintégration des personnes déplacées, des réfugiés, des désengagés, des victimes et les autochtones, raison pour laquelle plusieurs structures de la société civile parmi lesquelles « le Cadre de concertation et d'Actions des forces vives de la Province du Lac contre le Terrorisme (CCAF T/LAC) en partenariat avec le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) et

⁷⁰ Ahmat Yacoub DABIO, président du CEDPE, expert en gestion des conflits, auteur de plusieurs études dont « 7000 désengagés de Boko Haram à réinsérer, la bombe à retardement », Amazon 2020

le Réseau des organisations de la société civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC/BLT) » peuvent porter et défendre ce projet intitulé « **stabilisation et renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac** » SRRP-PL.

« **Stabilisation et renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac** » SRRP-PL.

(...) il est important de se pencher sur la stabilisation, le redressement et le renforcement de la résilience de cette zone affectée par la crise BH en coordonnant le retour et la réintégration des personnes déplacées, des réfugiés, des désengagés, des victimes et les autochtones, raison pour laquelle plusieurs structures de la société civile parmi lesquelles « le Cadre de concertation et d'Actions des forces vives de la Province du Lac contre le Terrorisme (CCAF T/LAC) en partenariat avec le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) et le Réseau des organisations de la société civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC/BLT) » peuvent porter et défendre ce projet intitulé « **stabilisation et renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac** » SRRP-PL.

Car, la stabilisation et le renforcement de la résilience fait partie de la stratégie préventive qui consiste à dissuader la jeunesse à rejoindre le camp ennemi.

Il faut rappeler qu'en l'absence d'un cadre infrastructurel ou d'un programme de déradicalisation, les désassociés des maquis des groupes extrémistes dans la province du Lac ont pour la plupart réintégré leurs communautés en abandonnant

les idées extrémistes qui étaient à l'origine de leur engagement dans les groupes. Après la mise à jour de l'étude menée sur le profilage, on estime à environ 7000 « désassociés » dont 54 % de femmes qui ont regagné la province du Lac au Tchad sans avoir reçu un programme de déradicalisation ou un accompagnement socioprofessionnel. Un grand nombre des désassociés ont reçu peu ou pas d'assistance humanitaire, et sont généralement rentrés et même réinstallés grâce à la solidarité familiale/communautaire, mais sans avoir bénéficié d'une évaluation sur les antécédents, le risque de traumatisme ou d'autres formes de victimisation.

D'ailleurs, force est de constater que le pardon est une particularité, *sui generis*, récoltée par les tchadiens à travers une expérience de six décennies d'un conflit fratricide. Cette mentalité inédite de tolérance et de pardon a permis aux désassociés et désengagés de se réintégrer dans leurs différentes communautés sans souffrir d'une quelconque stigmatisation ou marginalisation. Et par conséquent, il faut reconnaître qu'aujourd'hui, il n'est plus question d'évoquer la réintégration de ces personnes mais d'assurer une stratégie de prévention afin d'empêcher d'une part, les groupes extrémistes de puiser dans cette importante ressource humaine et d'autre part, de dissuader les désassociés de reprendre pour des raisons économiques la route de l'immigration.

De ce qui précède, ce projet contribuera à réduire ce gap, prévenir et lutter contre l'extrémisme violent par une approche basée sur le développement et l'autonomisation économique des communautés. Car aujourd'hui, aucune avancée sérieuse n'a été constatée sur le volet de la réinsertion

des désengagés/désassociés et des victimes des groupes extrémistes violents. Autant nous sommes fortement préoccupés par cette situation et la question qui nous taraude l'esprit est de savoir jusqu'à quand allons-nous accepter de tourner en rond ? Autant nous estimons que le moment est venu pour s'attaquer sérieusement à ce volet qui s'inscrit dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent et la stabilisation de la province du Lac. L'élaboration de ce projet est établie sur la base d'importantes données d'études.

III- OBJECTIFS DU PROJET

1- Objectifs principaux

L'objectif principal de ce projet est de stabiliser et renforcer la résilience de la population de la Province du Lac, en grande partie victime des dégâts, en leur sensibilisant, déradicalisant, formant, dotant en matériels, cash et logements afin de leur permettre d'augmenter la production au sein de leurs communautés en vue d'une résilience et d'un soutien efficace à la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation.

2- Objectifs secondaires

Les objectifs secondaires de ce projet sont entre autres :

- 1- Sensibiliser les populations cibles sur l'extrémisme violent, le changement climatique, l'importance de la paix et de la cohabitation pacifique ;
- 2- Former les populations cibles en AGR, prise en charge psychosociale et alphabétisation ;
- 3- Déradicaliser les désengagés/désassociés de Boko Haram ;
- 4- Doter les populations des kits/équipements et leur octroyer des cash pour leur installation ;

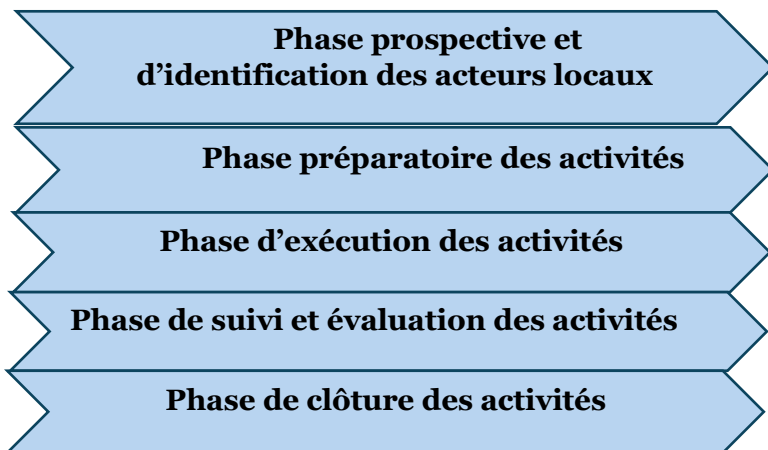
- 5- Construire huit mille logements afin de reloger les plus démunis.

IV- RÉSULTATS

- 1- La connaissance des bénéficiaires en extrémisme violent, cohabitation pacifique et changement climatique est améliorée ;
- 2- La capacité des bénéficiaires en AGR, prise en charge psychosociale et alphabétisation est renforcée ;
- 3- Plusieurs emplois grâce à la formation et à l'accompagnement sont créés ;
- 4- Les plus démunis sont dotés des kits et des cash pour la mise en œuvre de leurs activités ;
- 5- Les plus démunis sont désormais logés grâce au projet.

V- MÉTHODOLOGIE

La méthodologie pour le projet de stabilisation et de renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac sera la suivante :



le Cadre de concertation et d'Actions des forces vives de la Province du Lac contre le Terrorisme (CCAF T/LAC) en

partenariat avec le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) et le Réseau des organisations de la société civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC/BLT) sont en mesure de porter ce projet par le biais d'une synergie avec les acteurs concernés notamment par des micro-contrats de prestations de services de sous-traitance pour les consultations.

Cette mise en œuvre privilégiera l'approche communautaire qui consiste à mettre à contribution les membres du Cadre de concertation et d'Actions des forces vives de la Province du Lac contre le Terrorisme (CCAF T/LAC), du Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), les institutions représentatives des structures membres du Réseau des organisations de la société civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC/BLT) et autres acteurs et services publics des localités concernées dont la contribution a été remarquablement appréciée dans les expériences similaires précédentes. La mise à contribution des communautés et particulièrement de la jeunesse dans le processus d'élaboration et diffusion des messages de tolérance, de la cohabitation pacifique et de paix en tant que relais communautaires, représente un atout de taille qui permet d'assurer la durabilité et la pérennité de l'action.

L'approche résilience interviendra pour offrir aux hommes, jeunes et aux femmes des opportunités d'auto-emploi et de réinsertion sociale notamment du point de vue économique, de la dignité et de la sécurité humaines.

La bonne connaissance de la zone du projet par les membres du Cadre de concertation et d'Actions des forces vives de la Province du Lac contre le Terrorisme (CCAF T/LAC), du Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), et du Réseau des organisations de la

société civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC-BLT) grâce à leur présence effective sur le terrain et les nombreuses expériences antérieures sur la même thématique, leur confère une assurance certaine pour la réussite de l'action.

La sensibilisation, les sessions de formation, les séances de déradicalisation, les dotations en kits et cash et la construction des logements font parties des activités principales dudit projet. Elles seront respectivement mises en œuvre dans les cinq localités concernées par le projet à savoir :

Mamdi, Kaya, Liwa, Koulikimé/Doum doum, Wayi. La mise en œuvre de ce projet s'étale sur 03 ans avec un effectif estimé à **120 000**⁷¹ personnes qui seront d'une manière ou d'une autre concernées par cet important projet producteur d'une multitude d'activités dans les cinq localités de la province conformément au chronogramme établi des activités.

L'approche méthodologique souhaitée est interactive, participative et pratique. Des ateliers seront constitués pour l'apprentissage pratique desdites techniques par les bénéficiaires. L'équipe de formation à recruter par le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), le Réseau des Organisations de la Société Civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC/BLT) devra élaborer les supports d'animation desdites sessions dans les matières/thématiques ciblées et qui soient adaptés aux cinq types de cibles. Lesdits supports devront être soumis pour validation préalable au Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) et

⁷¹ 73 678 personnes dont 65 000 auditeurs

aux membres du Réseau des organisations de la société civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC/BLT). Un rapport global de la mission sera dressé pour chaque type d'activité et rendu disponible pour les besoins de documentation et capitalisation.

La prestation des services se fera en différentes phases :

1– Phase prospectives et d'identification des acteurs locaux :

Cette phase consiste à réaliser des missions de prospection sur le terrain en vue de :

- Identifier les principaux bénéficiaires et acteurs nouvellement en place (les victimes de Boko Haram, les réfugiés, les déplacés, la population autochtone, les autorités administratives, les leaders religieux, traditionnels, les différentes associations, les sites de formation, des campagnes de sensibilisation et de construction des logements...) ;
- Identifier et recenser les bénéficiaires directs et indirects de l'appui aux moyens d'existence durable ainsi que leurs besoins spécifiques.

2 - Phase préparatoire des activités :

La coordination du projet élaborera une planification hebdomadaire des activités (sur la base du chronogramme). Pour chaque activité des TDR seront élaborés afin de :

- Connaître les acteurs impliqués, les lieux/dates retenus, les cibles et objectifs visés ;
- Identifier les consultants puis contractualiser avec eux, et
- Estimer le niveau d'atteinte des résultats escomptés.

3- Phase d'exécution des activités :

Le staff du projet en collaboration avec les acteurs concernés par activité, procéderont au moment venu à sa mise en œuvre sous la supervision de l'officier du projet et la responsabilité du coordinateur. Cette phase sera sanctionnée par la rédaction d'un rapport narratif et financier pour chaque activité réalisée pour rendre compte de la performance qualitative et quantitative. L'ensemble desdits rapports sera compilé en un seul pour en faire des rapports mensuels et final conformément à la planification et la procédure convenue avec les partenaires.

4 - Phase de suivi et évaluation des activités :

Le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de chaque activité permettent d'apprécier la qualité des réalisations, ainsi que leur cohérence avec le projet et la planification. La réunion ordinaire de l'équipe d'appui, qui fait office de comité de pilotage, permettra de déceler les contraintes et de proposer des solutions alternatives pour recadrer la planification. Les rapports seront communiqués aux différents acteurs impliqués et, en priorité, aux partenaires financiers par mois, en vertu du principe de la redevabilité, pour examen et suite à donner. Une évaluation à mi-parcours réalisée dans ce cadre permettra de réajuster le cas échéant la méthodologie ou l'intervention en vue de maximiser les chances d'atteindre des résultats escomptés. Le rapport de l'autoévaluation sera partagé pour toute fin utile. Un rapport final du projet sera élaboré afin de montrer les effets et capitaliser les acquis.

Un comité de pilotage du projet sera mis en place, regroupant les structures de la société civile impliquées dans le projet ainsi que les membres des partenaires financiers du projet. Il tiendra des réunions bimensuelles afin de suivre et d'assurer une exécution efficace du projet.

5 - Phase de clôture des activités :

Au terme de la mise en œuvre des activités, une évaluation externe et un audit de vérification des comptes du projet seront organisés afin de mesurer la performance technique et financière de sa mise en œuvre. Ces missions seront conduites par des prestataires indépendants et neutres sous forme de contrat de prestations de service.

Objectifs et activités du programme DDRR

Le programme vise à garantir une **prise en charge psychosociale** efficace des désengagés à travers diverses **activités socioprofessionnelles**, leur offrant ainsi des opportunités d'intégration durable :

- Menuiserie, mécanique, électricité
- Cultures maraîchères et techniques de pêche
- Teinture, couture et confection textile

1. Accompagnement psychosocial et déradicalisation

- Séance de déradicalisation pour les désassociés de Boko Haram
- Formation à la prévention et gestion des conflits
- Sensibilisation à la cohabitation pacifique et aux vertus de la paix

2. Formation professionnelle et insertion économique

- Techniques de cultures maraîchères
- Couture et fabrication artisanale (poterie, tapisserie, tannerie...)
- Élevage de volailles et de petits ruminants
- Menuiserie et bâtiment (électricité, maçonnerie)
- Hôtellerie (restauration, pâtisserie)

- Fabrication de charbon bio à partir de résidus végétaux
- Production et transformation des produits locaux
- Atelier de formation sur les Activités Génératrices de Revenus (AGR) et coaching

3. Accès aux outils technologiques et encadrement

- Formation en bureautique et initiation aux réseaux sociaux
- Dotation en kits et équipements pour les bénéficiaires
- Mise en place d'une équipe de coordination du projet

4. Hébergement, sécurité et accompagnement social

- Hébergement sécurisé des bénéficiaires avec restauration et assistance
- Construction de logements adaptés à leur réinsertion

5. Suivi et pérennisation du projet

- Mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation des impacts du programme.

DURÉE DU PROJET

La durée dudit projet est de 36 mois conformément au programme d'activités prévu pour sa mise en œuvre.

VI-LES BÉNÉFICIAIRES

Ce projet touchera au total environ **120 000 personnes dont 12 000** bénéficiaires directes :

- Désengagés de Boko Haram : 3220 ;
- Désassociées de Boko Haram : 3780
- Autochtones : 1100
- Déplacés/retournés : 1500
- Victimes des atrocités : 1000
- Rapatriés : 800
- Réfugiés : 700
- **Lieux : les 05 localités de la province du Lac** (en dehors des désengagés et désassociés) :
 - Département de Mamdi : 2000 personnes ;
 - Fouli : 1500 ;
 - Kaya : 1500 ;
 - Wayi 1500 ;
 - Koulikimé/Doum-doum : 1500

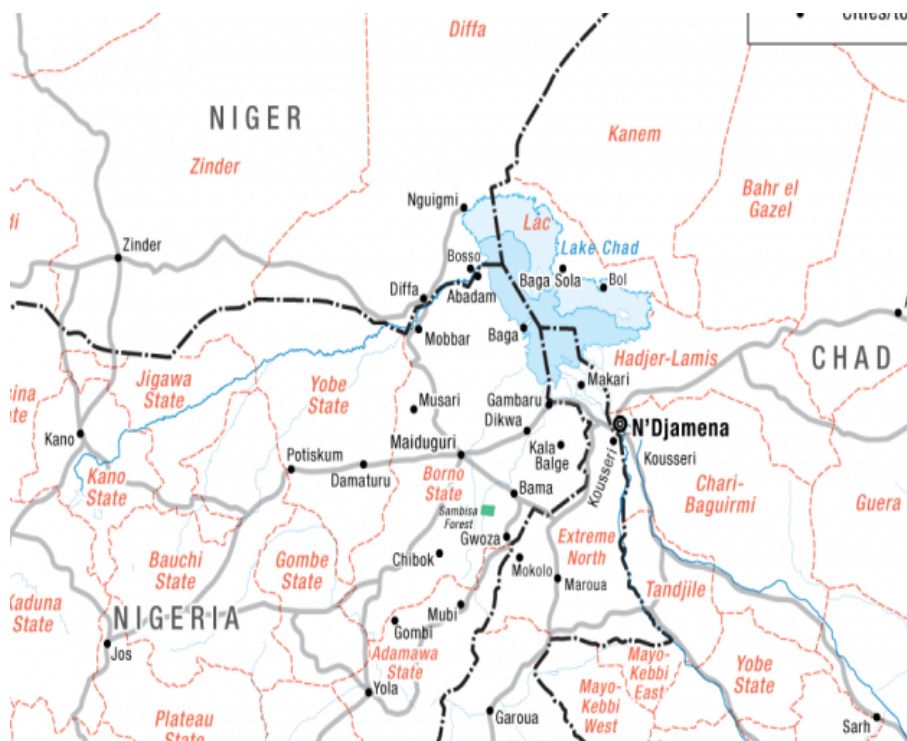
L'équipe du projet veillera à ce que les femmes et les jeunes soient valablement représentés.

VII- ZONE COUVERTE PAR LE PROJET

La Province du lac est le lieu d'implantation de ce projet. Le choix porté sur cette zone se justifie par le fait qu'elle regorge un grand nombre de personnes victimes de l'extrémisme violent, des déplacés, des retournés, des réfugiés et autres qui ont besoin de ce projet de stabilisation après des années de trouble et d'incertitude.

La province du Lac est divisée en 5 départements qui sont entre autres : Doum-Doum/Koulkimé, Liwa, Kaya,Mamdi, Wayi.

PROVINCE	Chef-lieu de la Province	Département	Chef-lieu de Département	Communes
LAC	BOL	DOUM-DOUM	Doum-Doum	Doum-Doum, Kouloudia , Balladja, Isseïrom, Yourtou, Makarrati, Amerom
		LIWA	Liwa	Liwa, Kaiga-Kindjiria, Daboua
		KAYA	Bagassola	Bagassola, Ngouboua
		MAMDI	Bol	Bol, Kangalam, Ngarangou, Kinesserom
		WAYI	Ngouri	Ngouri, Ndjigdada, Galla-Bira, et Didinentchi



Source: Chika Charles Aniekwe PhD
Senior Advisor & Head of Secretariat

VIII- GESTION ET COORDINATION DU PROJET/ PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA STRUCTURE ET L'ÉQUIPE DU PROJET

1- Présentation du Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE)

Le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), est une structure associative, une sorte de Think Tank, un laboratoire d'idées. C'est un pôle d'expertise dans le cadre d'études et de recherche sur les causes et conséquences des maux qui minent la stabilité sociale. Il est devenu une référence au Tchad et ailleurs dans le domaine de la prévention de la radicalisation, de l'extrémisme violent, de la gestion des conflits inter et intracommunautaires, la stabilisation et le renforcement de la paix. Le centre mène des activités qui sont entre autres : les descentes sur le terrain pour mener des enquêtes, la publication des ouvrages, la publication de la revue scientifique, l'organisation des ateliers, des conférences débats et participent aux travaux d'études avec les partenaires techniques dans son domaine d'expertise. Le centre participe également à des rencontres au niveau national et international. Il dispose des chercheurs et chercheurs-associés qui ont des profils divers et apportent leurs expertises dans le domaine de la recherche. La rencontre avec les jeunes pour la sensibilisation contre la radicalisation, l'extrémisme violent, la prévention des conflits et la question de la paix font partie des activités du centre. Les différentes provinces du Tchad sont des zones de prédilection du CEDPE dès le début du lancement de ses activités, ce qui a permis au CEDPE de nouer des contacts accrus tant au niveau administratif et traditionnel. Les profils du personnel en

général et ceux désignés dans le cadre de ce projet en particulier répondent aux exigences vis-à-vis de l'expérience et de la connaissance des zones d'interventions du projet.

2- Parmi les partenaires qui ont conclu un accord avec le CEDPE ou qui ont bénéficié de ses services :

- L'Union africaine (signature de partenariat en mars 2025)
- Le ministère de l'éducation nationale et de la promotion civique (accord⁷² fin 2019)
- Le comité interministériel⁷³ chargé du processus de DDRR (partenariat dans une enquête de profilage)
- Le comité de pilotage (enquête de profilage)
- Le ministère de la Femme qui a sollicité l'expertise du CEDPE dans le cadre du profilage de 2544 désengagés de Boko Haram dans la province du Lac.
- L'Union Européenne⁷⁴ quant à elle a demandé une mise à sa disposition de la base de données de l'enquête d'identification de 285 repentis de Boko Haram dans la province du Lac Tchad, ce qui a conduit à l'organisation d'un atelier et à la production d'un rapport sur le parcours social des 285 repentis de Boko Haram identifiés en avril 2018 sous le compte du CEDPE. L'organisation dudit atelier qui a eu lieu le 25 octobre 2018 et a réunis les différents profils qui œuvrent dans le domaine de la prévention de la radicalisation, d'extrémisme violent, du terrorisme, des

⁷² En 2019, le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) et le ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique du Tchad ont signé une convention de partenariat visant à renforcer la prévention de l'extrémisme à travers l'éducation

⁷³ Le comité interministériel chargé du processus de DDRR (Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Réconciliation) au Tchad a été mis en place en 2019 pour coordonner les efforts visant à stabiliser le pays et réintégrer les anciens combattants.

⁷⁴ [Le CEDPE et l'UE se penchent sur le programme DDRR](#) (autre service)

conflits et autres.... Cet atelier a permis de dérouler les profils des différentes personnes qui se sont engagées dans le groupe Boko Haram et de mettre en relief les motifs de leur engagement et désengagement au groupe BH ainsi que leur situation sociale actuelle.

- L'Ambassade de France a financé l'organisation de la conférence portant sur « les élections apaisées » qui a eu lieu le 09 février 2021. Cette conférence avait aussi pour but de présenter les résultats d'un sondage sur les attentes de la population par rapport aux élections. Cette enquête a été réalisée par le CEDPE en février 2021.
- Le PNUD qui demeure aussi un partenaire important qui intervient de temps en temps pour soutenir les activités de sensibilisation dans le domaine de la prévention de l'extrémisme.
 - L'USAID qui a financé un projet de huit mois d'activités et grâce auquel le CEDPE est doté de dix ordinateurs, d'une bibliothèque scientifique, de l'équipement des bureaux, de la production de la revue scientifique.
 - L'OIF a financé un projet d'activités de deux mois (octobre-décembre 2021), puis deux projets (2023-2024) relatifs au Nexus, climat, sécurité, Environnement.
 - Le Ned a financé un projet d'activités de trois années consécutifs (2021 -2024) dans le cadre de la promotion des valeurs démocratiques et grâce auquel le personnel est rémunéré, des études et la revue sont reproduites et publiées.
 - Grâce à ces différentes subventions, le CEDPE a aussi produit 76 études dont 40 ont été éditées, en vente en

ligne sur Amazon et disponibles dans la bibliothèque scientifique du CEDPE.

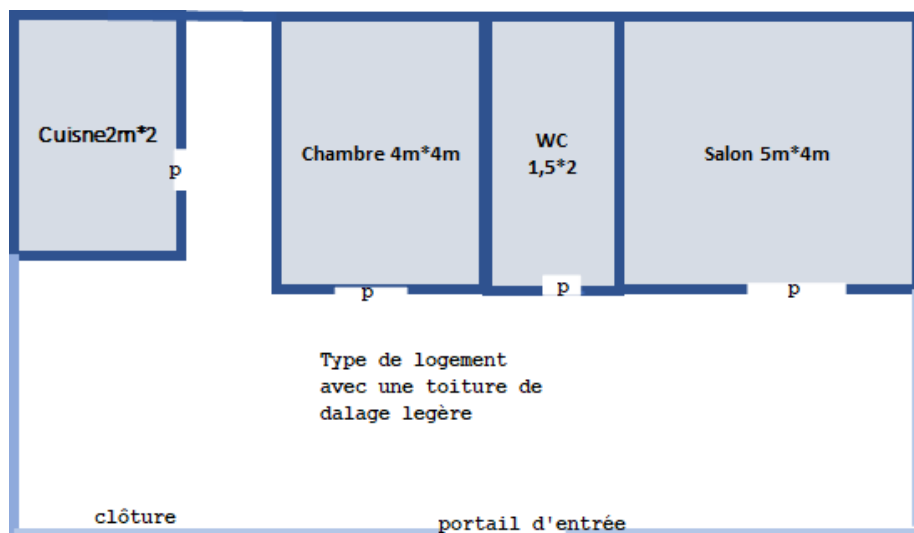
IX-PLAN DE TRAVAIL ANNUEL (PTA)

Le plan de travail aura lieu après débat, amendements et validation. La construction de ces logements nécessitera le montage d'un plan de construction et les travaux engageront une main d'oeuvre locale en priorité les bénéficiaires qui seront formés ce qui profitera à la région. Les logements seront éclairés en solaire.



Idée sur le type de logement

Un logement avec une clôture qui se compose d'une chambre, d'un salon, d'une cuisine et des toilettes.



100 logements par village



Budget prévisionnel du processus DDRR

Projet de stabilisation et de renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac								
Activités	Désignation des dépenses	Quantité	Unité	Fréquence	Coût Unitaire en FCFA	Montant en FCFA	Plan de décaissement	
							Tranche 1 oct-22	Total décaissement
Activités de la première année de la mise en œuvre du projet								
Activité 1: Rencontre d'échange et d'information avec les autorités locales et les bénéficiaires	Raffraîchissement	30	Personne	5	250	37 500	37 500	37 500
	Frais de mission ROSC-BLT	4	personne/jour	10	30 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
	Frais de facilitation	2	personne/jour	5	30 000	300 000	300 000	300 000
	Location véhicule	1	Véhicule/jour	10	60 000	600 000	600 000	600 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	80	Litre	10	650	520 000	520 000	520 000
	Total A.1					2 657 500	2 657 500	2 657 500
Activité 2: Sensibilisation sur le changement climatique, l'extrémisme et la cohabitation pacifique	Achat temps d'antenne/sensitisation	3	Temps	3	200 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
		65000	0	-	-	-	-	-
	Achat kit sonorisation	1	Sono	1	500 000	500 000	500 000	500 000
	Achat groupe electrogene	0	Groupe	-	-	-	-	-
	Honoraire panelistes	3	personne	3	30 000	270 000	270 000	270 000
	Forfait comedien	5	Personne	3	30 000	450 000	450 000	450 000
	Forfait animateur/traducteur	3	Personne	3	20 000	180 000	180 000	180 000
	Achat carburant groupe	0	Litres	-	-	-	-	-
	Location vehicule	1	Véhicule/jour	2	60 000	120 000	120 000	120 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litres	3	650	624 000	624 000	624 000
	barre à mines	0	forfait	1	24 500	-	-	-
	Transport kits et matériels	0	FF	1	100 000	-	-	-
	Agent de sécurité	0	Personne	10	5 000	-	-	-
	Coordination projet	1	Frais de mission	10	30 000	300 000	300 000	300 000
Total A.2					4 244 000	4 244 000	4 244 000	
Activité 3: Seances d'alphabetisation avec les benefciaires	Achat des cahiers	8000	Cahier	1	300	2 400 000	2 400 000	2 400 000
	Achat stylo	8000	stylo	1	50	400 000	400 000	400 000
	Tableau formation	20	Tableau	1	150 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
	Marqueur	100	Marqueur	1	500	50 000	50 000	50 000
	Achat Craie		Boite	4	2 000	-	-	-
	Achat materiel didactique	20	FF	1	200 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
	Location de formation	20	Salle/jour	60	20 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000
	Restauration	8000	Personne	60	2 000	960 000 000	960 000 000	960 000 000
	Forfait traducteur	20	Personne	60	6 000	7 200 000	7 200 000	7 200 000
	Honoraire formateur	20	Personne	60	20 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000
	Agent de securité	10	Personne	60	5 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
	Location vehicule	2	Véhicule/jour	4	60 000	480 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	Transport kits et matériels	2	FF	2	100 000	400 000	400 000	400 000
	Forfait participant	8000	personne/mois	2	60 000	960 000 000	960 000 000	960 000 000
Coordination projet	2	Frais de mission	60	30 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	
Total A.3					1 993 362 000	1 993 362 000	1 993 362 000	
Activité 4: Formation des bénéficiaires sur la prévention et gestion des conflits et les vertus de la paix	Kits formation	8000	Kit	1	2 000	16 000 000	16 000 000	16 000 000
	Achat marqueur	100	Marqueur	1	500	50 000	50 000	50 000
	Location locaux formation	20	Salle/jour	16	20 000	6 400 000	6 400 000	6 400 000
	Restauration	8000	personne/jour	16	2 500	320 000 000	320 000 000	320 000 000
	Location vehicule	4	Véhicule/jour	16	60 000	3 840 000	3 840 000	3 840 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	Forfait participant	8000	Personne	16	2 000	256 000 000	256 000 000	256 000 000
	Forfait traducteur	20	Personne	16	10 000	3 200 000	3 200 000	3 200 000
	Honoraire formateur	20	Personne	16	30 000	9 600 000	9 600 000	9 600 000
	Forfait participant		personne/jour	16	3 000	-	-	-
	Agent de securité	10	Personne	16	5 000	800 000	800 000	800 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	16	30 000	960 000	960 000	960 000
	Total A.4					617 682 000	617 682 000	617 682 000

Activité 5: formation des désengagés en techniques de prise en charge psychosociale	Matériels didactiques	20	Kit	1	100 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
	Kits formation	4000	Kit	1	2 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
	Location locaux formation	20	Salle/jour	30	20 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000
	Location véhicule	4	Véhicule/jour	4	60 000	960 000	960 000	960 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	restauration	4000	personne	30	2 500	300 000 000	300 000 000	300 000 000
	Forfait participant	4000	personne/jour	30	2 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000
	Forfait traducteur	20	Personne	30	5 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
	Forfait formateur	20	Personne	30	30 000	18 000 000	18 000 000	18 000 000
	Agent de sécurité	10	Personne	30	5 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
Activité 6: Seance de deradicalisation des desengagés/dessociés de Boko Haram	Coordination projet	2	Frais de mission	30	30 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
	Total A.5					588 092 000	588 092 000	588 092 000
	Matériels didactique	20	Kit	1	200 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
	Kits formation	4000	Kit	1	2 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
	Location locaux formation	20	Salle/jour	30	20 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000
	Location véhicule	4	Véhicule/jour	4	60 000	960 000	960 000	960 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	Restauration	4000	Personne	30	2 500	300 000 000	300 000 000	300 000 000
	Forfait participant	4000	personne/Mois	30	2 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000
	Forfait traducteur	20	Personne	30	5 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Activité 7: Formation des bénéficiaires en techniques de cultures maraîchères	Forfait expert	20	Personne	30	30 000	18 000 000	18 000 000	18 000 000
	Forfait agent de sécurité	10	Personne	30	5 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	30	30 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
	Total A.6					590 092 000	590 092 000	590 092 000
	Matériels didactiques	10	Kit	1	200 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
	Kits de formation	520	Kit	1	2 000	1 040 000	1 040 000	1 040 000
	Location locaux formation	10	Salle/jour	30	20 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000
	Location véhicule	4	Véhicule/jour	4	60 000	960 000	960 000	960 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	520	Litre	4	650	1 352 000	1 352 000	1 352 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000	200 000
Activité 8: Formation des bénéficiaires en couture et fabrication des produits artisanaux	Restauration	520	Personne	30	2 500	39 000 000	39 000 000	39 000 000
	Forfait participant	520	personne/jour	30	2 000	31 200 000	31 200 000	31 200 000
	Forfait traducteur	10	Personne	30	5 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
	Honoraire formateur	10	Personne	30	30 000	9 000 000	9 000 000	9 000 000
	Forfait agent de sécurité	10	Personne	30	5 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	30	30 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
	Total A.7					95 552 000	95 552 000	95 552 000
	Matériels didactiques/machines	10	Kits	1	200 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
	Kits de formation	200	Kits	1	2 000	400 000	400 000	400 000
	Location locaux formation	7	Salle/jour	30	20 000	4 200 000	4 200 000	4 200 000
Activité 8: Formation des bénéficiaires en couture et fabrication des produits artisanaux	Location véhicule	2	Véhicule/jour	4	60 000	480 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000	200 000
	Restauration	200	Personne	30	2 500	15 000 000	15 000 000	15 000 000
	Forfait participant	200	personne/jour	30	2 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000
	Forfait traducteur	7	Personne	30	5 000	1 050 000	1 050 000	1 050 000
	Honoraire formateur	7	Personne	30	30 000	6 300 000	6 300 000	6 300 000
	Forfait agent de sécurité	7	Personne	30	5 000	1 050 000	1 050 000	1 050 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	30	30 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
	Total A.8					45 312 000	45 312 000	45 312 000

Activité 9: Formation en techniques d'élevage des volailles et des petits ruminants	Matériels didactiques	5	Kits	1	200 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
	Kits formation	300	Kits	1	2 000	600 000	600 000	600 000
	Location locaux formation	5	Salle/jour	21	20 000	2 100 000	2 100 000	2 100 000
	Location vehicule	1	Vehicule/jour	4	60 000	240 000	240 000	240 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000	200 000
	Restauration	300	Personne	21	2 500	15 750 000	15 750 000	15 750 000
	Forfait participant	300	personne/jour	21	2 000	12 600 000	12 600 000	12 600 000
	Forfait traducteur	5	Personne	21	5 000	525 000	525 000	525 000
	Honoraire formateur	5	Personne	21	30 000	3 150 000	3 150 000	3 150 000
	Forfait agent de sécurité	5	Personne	21	5 000	525 000	525 000	525 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	21	5 000	210 000	210 000	210 000
Total A.9						37 732 000	37 732 000	37 732 000
Activité 10: Formation en menuiserie	Matériels didactiques	5	Kits	1	100 000	500 000	500 000	500 000
	Kits de formation	250	Kits	1	2 000	500 000	500 000	500 000
	Location locaux formation	5	Salle	2	200 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
	Location vehicule	2	Vehicule	4	60 000	480 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000	200 000
	Restauration	250	Personne	30	2 500	18 750 000	18 750 000	18 750 000
	Forfait participant	250	personne/jour	30	2 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000
	Forfait traducteur	5	Personne	30	5 000	750 000	750 000	750 000
	Honoraire formateur	5	Personne	30	30 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000
	Forfait agent de sécurité	5	Personne	30	5 000	750 000	750 000	750 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	30	30 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
Total A.10						46 062 000	46 062 000	46 062 000
Activité 11: Formation en bâtiment – électricité/Maçonnerie	Matériels didactiques	6	Kits	1	200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
	Kits formation	150	Kits	1	2 000	300 000	300 000	300 000
	Location locaux formation	6	Salle/jour	21	20 000	2 520 000	2 520 000	2 520 000
	Location vehicule	2	Vehicule/jour	4	60 000	480 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000	832 000
	Matière première pour la phase pratique	2	FF	1	200 000	400 000	400 000	400 000
	Restauration	150	Personne	21	2 500	7 875 000	7 875 000	7 875 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000	200 000
	Forfait participant	150	personne/jour	21	3 000	9 450 000	9 450 000	9 450 000
	Forfait traducteur	6	Personne	21	5 000	630 000	630 000	630 000
	Honoraire formateur	6	personne/jour	21	30 000	3 780 000	3 780 000	3 780 000
	Forfait agent de sécurité	6	Personne	21	5 000	630 000	630 000	630 000
	Coordination projet	2	Frais de mission/M	21	30 000	1 260 000	1 260 000	1 260 000
Total A.11						29 557 000	29 557 000	29 557 000

Activités de la deuxième année de mise en œuvre du projet							
Activité 12: Formation en hôtellerie (restauration, pâtisserie)	Matériels didactiques	4	Kits	1	150 000	600 000	600 000
	Kits formation	120	Kits	1	2 000	240 000	240 000
	Location locaux formation	4	Salle	30	20 000	2 400 000	2 400 000
	Location véhicule	1	Véhicule	4	180 000	720 000	720 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000
	Matière première pour la phase pratique	4	FF	1	150 000	600 000	600 000
	Restauration	120	Personne	30	2 500	9 000 000	9 000 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000
	Forfait participant	120	personne	30	2 000	7 200 000	7 200 000
	Forfait traducteur	4	Personne	30	5 000	600 000	600 000
	Honoraire formateur	4	Personne/MIS	30	30 000	3 600 000	3 600 000
	Forfait agent de sécurité	4	Personne	30	5 000	600 000	600 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	30	30 000	1 800 000	1 800 000
Total A.12					28 392 000	28 392 000	28 392 000
Activité 13: Formation en fabrication du charbon bio (à base des tiges des céréales...)	Matériels didactiques	10	Kits	1	150 000	1 500 000	1 500 000
	Kits formation	500	Kits	1	2 000	1 000 000	1 000 000
	Location locaux formation	10	Salle	15	20 000	3 000 000	3 000 000
	Location véhicule	2	Véhicule	4	60 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000
	Matière première pour la phase pratique	10	FF	1	150 000	1 500 000	1 500 000
	Restauration	500	Personne	15	2 500	18 750 000	18 750 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000
	Forfait participant	500	Personne	15	2 000	15 000 000	15 000 000
	Forfait traducteur	10	Personne	15	5 000	750 000	750 000
	Honoraire formateur	10	Personne	15	30 000	4 500 000	4 500 000
	Forfait agent de sécurité	10	Personne	15	5 000	750 000	750 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	30	30 000	1 800 000	1 800 000
Total A.13					50 062 000	50 062 000	50 062 000
Activité 14: Formation en techniques de production et transformation des produits	Matériels didactiques	10	Kits	1	200 000	2 000 000	2 000 000
	Kits formation	350	Kits	1	2 000	700 000	700 000
	Matière première pour la phase pratique	10	FF	1	200 000	2 000 000	2 000 000
	Location locaux formation	10	Salle-jour	20	20 000	4 000 000	4 000 000
	Location véhicule	2	Véhicule-jour	4	60 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	650	832 000	832 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000
	Restauration	350	Personne	20	2 500	17 500 000	17 500 000
	Forfait participant	350	personne	20	2 000	14 000 000	14 000 000
	Forfait traducteur	10	Personne	20	5 000	1 000 000	1 000 000
	Honoraire formateur	10	Personne	20	30 000	6 000 000	6 000 000
	Forfait agent de sécurité	10	Personne	20	5 000	1 000 000	1 000 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	20	30 000	1 200 000	1 200 000
Total A.14					50 912 000	50 912 000	50 912 000
Activité 15: Atelier de formation et de sensibilisation des bénéficiaires sur les AGR porteuses et le coaching	Matériels didactiques	10	Kits	1	200 000	2 000 000	2 000 000
	Kits formation	370	Kits	1	2 000	740 000	740 000
	Matière première pour la phase pratique	10	FF	1	200 000	2 000 000	2 000 000
	Location locaux formation	10	Salle-jour	30	20 000	6 000 000	6 000 000
	Location véhicule	2	Véhicule-jour	4	60 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	30	650	6 240 000	6 240 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000
	Restauration	370	Personne	30	2 500	27 750 000	27 750 000
	Forfait participant	370	Personne	30	2 000	22 200 000	22 200 000
	Forfait traducteur	10	Personne	30	5 000	1 500 000	1 500 000
	Honoraire formateur	10	Personne	30	30 000	9 000 000	9 000 000
	Forfait agent de sécurité	10	Personne	30	5 000	1 500 000	1 500 000
	Coordination projet	2	Personne	30	30 000	1 800 000	1 800 000
Total A.15					81 410 000	81 410 000	81 410 000
Activité 16: Formation en informatique (bureautique...)	Matériels didactiques	10	Kits	1	350 000	3 500 000	3 500 000
	Kits formation	100	Kits	1	2 000	200 000	200 000
	ORDINATEURS	12	FF	1	350 000	4 200 000	4 200 000
	Location locaux formation	5	Salle-jour		20 000	-	-
	Location véhicule	2	Véhicule-jour	4	60 000	480 000	480 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	4	550	704 000	704 000
	Transport kits et matériels	2	FF	1	100 000	200 000	200 000
	Restauration	100	Personne	30	2 500	7 500 000	7 500 000
	Forfait participant	100	Personne	30	2 000	6 000 000	6 000 000
	Forfait traducteur	5	Personne	30	5 000	750 000	750 000
	Honoraire formateur	5	Personne	30	30 000	4 500 000	4 500 000
	Forfait agent de sécurité	5	Personne	30	5 000	750 000	750 000
	Coordination projet	2	Personne	30	30 000	1 800 000	1 800 000
Total A.16					30 584 000	30 584 000	30 584 000

Activité 17: Achat des Kits...	Achat des arbres pour le reboisement	8000	Plant/Arbre	1	200	1 600 000	1 600 000	1 600 000
	Achat matériel de pêche	620	Pirogue-filet...	1	30 000	18 600 000	18 600 000	18 600 000
	Achat kit pour la culture maraîchère	520	Personne	1	17 000	8 840 000	8 840 000	8 840 000
	Achat kit pour la couture et la fabrication des produits artisanaux		Personne			-	-	-
	Achat kit pour élevage volaille et petits ruminants	300	Personne	1	75 000	22 500 000	22 500 000	22 500 000
	Achat kit pour la menuiserie	250	Personne	1	50 000	12 500 000	12 500 000	12 500 000
	Achat kit pour bâtiment-électricité	150	Personne	1	50 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000
	Achat kit pour hôtellerie	120	Personne	1	100 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000
	Achat kit pour fabrication charbon bio	500	Personne	1	50 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
	Achat kit pour techniques de production et transformation des produits locaux	350	Personne	1	100 000	35 000 000	35 000 000	35 000 000
	Achat kit pour informatique	cybercafé	voir activité 16					
	Dotation en cash pour le lancement d'une AGR	370	Personne	1	76 000	28 120 000	28 120 000	28 120 000
	Transport kits et matériels	10	FF	5	100 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
	Location salle	5	Salle/jour	5	20 000	500 000	500 000	500 000
	Traducteur	5	personne/jour	5	5 000	125 000	125 000	125 000
Activité 18: coordination du projet	Forfait agent de sécurité	10	personne/jour	15	5 000	750 000	750 000	750 000
	Coordination projet	2	Frais de mission	15	30 000	900 000	900 000	900 000
	Total A. 17					178 935 000	178 935 000	178 935 000
	Chef de projet/Ndj	1	Salaire	36	750 000	27 000 000	27 000 000	27 000 000
	Chargé d'exécution du projet/Bol	1	Salaire	36	700 000	25 200 000	25 200 000	25 200 000
	Coordination projet/Bol/Ndj	2	Salaire	36	650 000	46 800 000	46 800 000	46 800 000
	Chargé de finance /Bol/Ndj	2	Salaire	36	600 000	43 200 000	43 200 000	43 200 000
	Chargé de logistique	1	Salaire	36	600 000	21 600 000	21 600 000	21 600 000
	Chargé de formation/Bol superviseur	3	Salaire	36	600 000	64 800 000	64 800 000	64 800 000
		0	Salaire	36	-	-	-	-
	Chargé de communication/Bol	1	Salaire	36	400 000	14 400 000	14 400 000	14 400 000
	Chargé de suivi-évaluation/Superviseur/Bol	1	Salaire	36	650 000	23 400 000	23 400 000	23 400 000
	Chargé de mobilisation	0	Salaire	-	-	-	-	-
	Total A.18					266 400 000	266 400 000	266 400 000
Activité 19: Hébergement des bénéficiaires, sécurité, restauration et								
	Logement	1	FF	5	15 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000
	Total A. 19					75 000 000	75 000 000	75 000 000

Activités de la deuxième année de mise en œuvre du projet								
Activité 20: Construction des logements pour les bénéficiaire	Briques cuites et transport	11000	Brique	8 000	100	8 800 000 000	8 800 000 000	8 800 000 000
	Sac de ciment	43	Ciment	8 000	9 000	3 096 000 000	3 096 000 000	3 096 000 000
	Benne de gravier	3	Gravier	8 000	150 000	3 600 000 000	3 600 000 000	3 600 000 000
	Feuilles de tôle	0			-	-	-	-
	Benne de ramblais	2	Ramblais	8 000	40 000	640 000 000	640 000 000	640 000 000
	Benne sable	3	Sable	8 000	30 000	720 000 000	720 000 000	720 000 000
	Planche	4	Planche	8 000	7 000	224 000 000	224 000 000	224 000 000
	Lambourde	10	Lambourde	8 000	2 500	200 000 000	200 000 000	200 000 000
	Chevron	5	Chevron	8 000	8 000	320 000 000	320 000 000	320 000 000
	Rouleau de fil d'attache	1	Fil d'attache	8 000	3 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000
	Kilo de pointe de 15	1	Pointe	8 000	1 500	12 000 000	12 000 000	12 000 000
	Kilot de pointe de 8	2	Pointe	8 000	1 500	24 000 000	24 000 000	24 000 000
	Kilo de pointe à tôle	0	Pointe à tôle	8 000	2 000	-	-	-
	grillage pour dalage	1	grillage	4 000	40 000	160 000 000	160 000 000	160 000 000
	Fer de 8	20	Fer	8 000	3 000	480 000 000	480 000 000	480 000 000
	Fer de 6	20	Fer	8 000	1 750	280 000 000	280 000 000	280 000 000
	Fer de 6 lisse	0	Fer	8 000	2 000	-	-	-
	Balon		Balon	8 000	250	-	-	-
	Kilo de Sikra	3	Sikra	8 000	2 500	60 000 000	60 000 000	60 000 000
	Fausse et main d'œuvre							
	Latrine	1	Latrine	350	250 000	87 500 000	87 500 000	87 500 000
	Porte metalique	2	Porte	8 000	40 000	640 000 000	640 000 000	640 000 000
	Fenêtre	3	Fenetre	8 000	20 000	480 000 000	480 000 000	480 000 000
	Porte pour latrine	1	Porte	8 000	25 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000
	PVC pour latrine	1	PVC	8 000	6 000	48 000 000	48 000 000	48 000 000
	Porte battant pour sortie	1	PVC	8 000	200 000	1 600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
	Pots et Canaux pour douche	1	Pot/Canaux	8 000	112 000	896 000 000	896 000 000	896 000 000
	Seau de la chaux	5	La chaux	8 000	10 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000
	Seau de peinture à eau	7	Peinture eau	8 000	25 000	1 400 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
	Seau de peinture à huile	1	Peinture huile	8 000	50 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000
	Transport matériels	1	FF	3	10 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000
	Main d'œuvre construction	1	FF	8 000	600 000	4 800 000 000	4 800 000 000	4 800 000 000
	Panneau solaire monocristallin 250 Vc	1	Wait	8 000	85 000	680 000 000	680 000 000	680 000 000
	Onduleur- 1000W DC12/AC230	1	Pièce	8 000	35 000	280 000 000	280 000 000	280 000 000
	Regulateur 20A	1	Pièce	8 000	30 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000
	Batterie Gel Maxima 150 AH	1	Pièce	8 000	160 000	1 280 000 000	1 280 000 000	1 280 000 000
	Cosses-batterie et câble 1*10mm²	20	Pièce	8 000	2 000	320 000 000	320 000 000	320 000 000
	Lampe de 9W-12V	6	Pièce	8 000	3 000	144 000 000	144 000 000	144 000 000
	Douille	6	Pièce	8 000	1 000	48 000 000	48 000 000	48 000 000
	Interrupteur SA	4	Pièce	8 000	750	24 000 000	24 000 000	24 000 000
	Interrupteur DA	1	Pièce	8 000	1 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
	Boite de derivation 130*130	4	Pièce	8 000	1 500	48 000 000	48 000 000	48 000 000
	Boitier	4	Pièce	8 000	300	9 600 000	9 600 000	9 600 000
	Câble d'installation 2*1.5mm²	1	Metre	8 000	30 500	244 000 000	244 000 000	244 000 000
	Gaine 160	1	Metre	8 000	30 000	240 000 000	240 000 000	240 000 000
	Comsire de 40mm en double lourd	2	Pièce	8 000	9 000	144 000 000	144 000 000	144 000 000
	Main d'Œuvre de soudure	1	FF	1	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000
	Main d'Œuvre de l'installation solaire	1	FF	1	480 000 000	480 000 000	480 000 000	480 000 000
Activité 21: Suivi-Evaluation	Total A.20					33 891 100 000	33 891 100 000	33 891 100 000
	Frais de mission de suivi-Evaluation/chef projet/finances	2	personne/jour	12	30 000	720 000	720 000	720 000
	Location vehicule	1	Vehicule/jour	15	60 000	900 000	900 000	900 000
	Carburant-Lubrifiants-Péage	320	Litre	15	650	3 120 000	3 120 000	3 120 000
Activité 22 : Frais de gestion	Total A.21					4 740 000	4 740 000	4 740 000
	Fournitures et Consommables divers	1	mois	36	8 000	288 000	288 000	288 000
	Communication	1	mois	12	100 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
	Contribution aux charges locatives	1	mois	36	250 000	9 000 000	9 000 000	9 000 000
	Carburant véhicule de liaison	1	mois	36	100 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000
	Frais bancaires et transfert	1	mois	36	50 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
	Frais d'administration	1	mois	36	650 000	23 400 000	23 400 000	23 400 000
	Total A.22							44 028 000
TOTAL GENERAL								38 751 907 500
Coût total du Projet en FCFA :								
TOTAL EN \$ US								
au taux de 1 \$ =								

Plus de 120 000 personnes bénéficient directement et indirectement du programme DDRR

Victimes (réfugiés, déplacés, retournés), autochtones, désengagés

Sensibilisation au changement climatique	65000
Formation en hôtellerie (restauration, pâtisserie)	350
Formation en fabrication du charbon bio (à base des tiges des céréales...)	500
Formation en techniques de production et transformation des produits	500
Atelier de formation et de sensibilisation des bénéficiaires sur les AGR porteuses et le coaching	500
Formation en informatique (bureautique...)	100
Séances d'alphabétisation avec les bénéficiaires	8000
Formation des bénéficiaires sur la prévention et gestion des conflits et les vertus de la paix	8000
Formation des désengagés en techniques de prise en charge psychosociale	7000
Séances de déradicalisation des désengagés/désassociés de Boko Haram	7000
Formation des bénéficiaires en techniques de cultures maraîchères	4000
Formation des bénéficiaires en couture et fabrication des produits artisanaux	400
Formation en techniques d'élevage des volailles et des petits ruminants	500
Matériel de pêche	3500
Kit pour la culture maraîchère	4000
Kit pour la couture et la fabrication des produits artisanaux	400
Kit pour élevage volaille et petits ruminants	500
Kit pour la menuiserie	300

Kit pour bâtiment-électricité	450
Kit pour hôtellerie	350
Kit pour fabrication charbon bio	500
Kit pour techniques de production et transformation des produits locaux	500
Dotation en cash pour le lancement d'une AGR	7500
Personnel engagé	47
Agents de sécurité	80
Formateurs	58
Total:	120035

Conclusion générale

Par cette démonstration, les chercheurs du CEDPE et ceux du Réseau des organisations de la société civile du bassin du Lac Tchad (ROSC/BLT) ont eu l'honneur de produire ce document de haut niveau après une grande expérience basée sur des enquêtes de terrain et des études. Grâce à ces spécialistes, une forme de communication et de sensibilisation est déjà établie. Cela vise également à encourager les entités impliquées dans le processus de DDRR à cesser de tourner en rond. Depuis 2009, année marquant la naissance des groupes extrémistes de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad, il a été observé que les partenaires ont investi des milliards dans des conférences, forums, sommets, ateliers, études et enquêtes, tout en évitant d'aborder le véritable enjeu : s'attaquer intégralement au processus de DDRR. Par cette étude qui sert de guide, il s'agit d'attirer l'attention de toutes les parties concernées (autorités tchadiennes, partenaires, experts, organisations de la société civile et autres) sur ce qu'il faut faire sans tarder. Il est vrai que chacun apporte ses observations et ses amendements pour améliorer ce projet. Cela signifie que la révision de ce document peut être effectuée en utilisant les retours de filback. Et pour faciliter, éclairer et enrichir le projet, la direction du Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) et le Réseau des organisations de la société civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC/BLT) continueront d'organiser les débats en présentiel et en distanciel.

ANNEXES

1. Annexe. Fiche d'identification des désengagés de Boko Haram




**Le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale
en partenariat avec
le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'extrémisme (CEDPE)**

FICHE D'IDENTIFICATION DES DESENGAGES ET VICTIMES DE BOKO HARAM



001330

N° :/2019	Enregistré par :	AGATSE BAROUCI
Date :	28/09/2019	Lieu d'enregistrement :	Nidi Kour

* Bonjour, merci beaucoup d'avoir réservé du temps pour nous aujourd'hui. Je m'appelle AGATSE BAROUCI.... Je vous serais reconnaissant si vous pouviez passer un peu de temps à répondre à mes questions. Cette recherche a été commandée par le Ministère de la femme, de la petite enfance et de la solidarité nationale en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations afin de mieux les aider à comprendre vos profils des compétences et l'accès aux emplois de la population dans cette communauté. Notre travail en tant que chercheurs n'est pas de fournir de l'aide, mais de s'assurer que vos préoccupations sont exprimées à ceux qui peuvent vous aider.

Avant de commencer, je tiens à vous faire savoir que cette entrevue est anonyme et que votre nom ne sera mentionné dans aucun rapport ou document. Vous n'êtes pas obligé de répondre à une question, et vous pouvez vous arrêter à tout moment que vous voulez. Cette entrevue prendra environ 30 minutes et si cela ne vous dérange pas, je voudrais enregistrer vos réponses sur ce téléphone ou sur cette fiche.

Avant de commencer, avez-vous des questions au sujet de l'entrevue ? » Oui / Non

Veuillez saisir la question :

* Dans le cadre de la prestation d'évaluations socio-économiques et de profilage de la réintégration, cette enquête devra recueillir auprès de vous des renseignements personnels pertinents à votre situation actuelle. Cette information fera partie intégrante du programme de réinsertion. Vous n'avez pas à donner tous vos renseignements personnels, mais si vous ne le faites pas, cela pourrait signifier que l'enquête pourrait ne pas être en mesure de vous aider pleinement.

Objectif de la collecte d'informations
L'information est recueillie afin de fournir des références et des évaluations socio-économiques et de réintégration personnalisées, le cas échéant. L'information est conservée afin de documenter ce qui se passe pendant les séances, et elle permet à l'enquête de fournir des évaluations pertinentes et éclairées et/ou des références. »

Les données recueillies dans ce formulaire seront codifiées et restent confidentielles pour la protection des données personnelles. L'enquête est d'accord d'être photographiée et que ses données soient utilisées à des fins d'études et ne peuvent être distribuées sans l'autorisation requise.

1



Le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale
en partenariat avec
le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'extrémisme (CEDPE)

Avez-vous une pièce d'identité? OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>		Pays d'obtention :
		Localité :
		Date d'obtention :
		Date d'expiration :
		Entité :
Passeport :		Identifiant :
Carte d'identité nationale		Identifiant :
Acte de naissance :		Identifiant :
Carte professionnelle :		Identifiant :
Autre :		Identifiant :

1- Nom et prénom : ADAM...DJIBRI...A...
2- Age : -18 ans ☐ 18 ☐ 30 ans / 40 ☐ 60 ans ☒ plus de 60 ans ☐
3- Sexe : Masculin ☒ Féminin ☐ 4- Lieu de naissance : ville : Bah... Village : Mied...Kouta
Province : L... Département : Nam... Sous-préfecture : B...
5- Niveau d'études : Primaire ☐ Secondaire ☐ Supérieur ☐ Autre : Non...Eschakite
précisez :
6- Statut matrimonial : Marié(e) ☒ Divorcé(e) ☐ Célibataire ☐ Veuf(ve) ☐
Monogame ☐ Polygame ☒ si oui combien d'épouse? 2 ☐

7- Avez-vous d'enfants?	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>					
Nombre d'enfants	(0-1) <input type="checkbox"/>	1 2 3				
	(1-5) <input checked="" type="checkbox"/>					
	(5-10) <input checked="" type="checkbox"/>					
	(10-18) <input checked="" type="checkbox"/>					
	(18-25) <input type="checkbox"/>					
	(25-30) <input type="checkbox"/>					
+ de 30 ans <input type="checkbox"/>						
Noms et prénoms			Âge	Sexe	Lieu de naissance	Lieu de résidence

2



Le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale
en partenariat avec
le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'extrémisme (CEDPE)

1.	Fanta Adam	18	F	Nidikoua	Nidikoua
2.	Mariam Adam	12	F	Nidikoua	Nidikoua
3.	Abakar Adam	11	M	Nidikoua	Nidikoua
4.	Haoua Adam	10	F	Nidikoua	Nidikoua
5.	Adam Adam	07	M	Nidikoua	Nidikoua
6.	Kalkouma Adam	05	F	Nidikoua	Nidikoua
7.					
8.					
9.					
10.					

8- Êtes-vous orphelin ? NON ☐ OUI de Mère ☒ de Père ☒

Mari(e) /Epouse.. ☐

9- Profession : pêcheur Nationalité : a) Tchadienne b)

10- Religion : 1. Chrétienne ☐ 2. Musulmane ☒ 3. Animiste ☐ 4. Autres (à préciser)



Le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale
en partenariat avec
le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'extrémisme (CEDPE)

11- Province... Bah Département Namadi Préfecture Bah Sous-préfecture Bah Canton Bah Village Udibonon Quartier Udibonon
12- Ethnie Buduma 13- Langues Buduma 1. Kanembu 2. 3. 4.
14- Milieu de résidence : 1. Urbain ☐ 2. Rural ☒
15- Adresse de résidence : Udibonon Tél : 90930625 / 16.
Les données recueillies dans ce formulaire seront codifiées et restent confidentielles pour la protection des données personnelles. L'enquête est d'accord d'être photographiée et que ses données soient utilisées à des fins d'études et ne peuvent être distribuées sans autorisation requise.

I- Conditions avant et après enrôlement dans l'organisation BH

16) Date d'adhésion :
Année : 2014 Mois : Jours : Lieu : Udibonon
Date de désengagement : Année : Mois : Jours : Lieu : Baka

Comment avez-vous rejoint le groupe :

Volontaire (quand avez-vous moins de 18 ans)

Si volontaire (moins ou au-dessus de 18), la motivation de l'État, Etat de motivation :

- ☐ Raisons politiques (Agitation, marginalisation, contrôle des ressources)
☐ Economique
☐ Religieuse
☐ Opportunités d'emploi

- ☐ Répartition familiale
☐ Rejet familial/communautaire
☐ Influence des siens
☐ Facile de se livrer au sexe, aux drogues, etc.
☐ L'accomplissement de la violence
☐ Autres, spécifier

☐ Forcé (quand j'avais moins de 18 ans)

☒ Forcé (quand j'avais 18 ans ou plus)

Si vous êtes forcé, comment :

- ☐ A base d'arme à feu ☐ Menace de mort vie. ☐ Menace de vie à la famille
enlèvement ☐ Remboursement de dette
☐ Agression sexuelle ou physique ☐ Autres, spécifier

si une agression sexuelle ou physique est marquée, une assistance médicale est-elle nécessaire ☐ Oui
☒ Non

17) De quel village ou localité êtes-vous parti pour rejoindre BH ?



Le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale
en partenariat avec
le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'extrémisme (CEDPE)

- Mali*...pays... *F.B.H.A.D.*.....
- 18) Combien êtes-vous dans votre camp ? *350*... combien de femmes ? *100*... d'enfants ?.....
- 19) Qu'est-ce qui vous a le plus marqué pendant le temps passé dans l'organisation ? *Religion* ; Répression ; Pillage ; Viol ; Vol de bétail ; autres (s).....
- 20) Quels sont les moyens de financement de BH ? Pillage ; Vol de bétail ; rançon ; prélèvement de taxes ; commerce ; trafic de drogue ; trafic d'armes ; *agriculture* ; *pêche* ; élevage ; étranger ?
- 21) Êtes-vous rendu à l'armée ? ☒ aux habitants ☒ au chef de canton ☒ Capturé par l'armée ☐ les habitants ☐ Motif de reddition : peur de la mort ☐ d'être capturé ☐ perte de confiance en B. ☐ division au sein de BH ☐ famine ☒ blessure ☐ regret ☒ déception ☒ avez-vous remis une arme à l'état ? ☐
- 22) Capacité de manier une arme ? Oui/Non ☒ savez-vous développer un engin explosif ? Oui/Non ☒
- 23) Aviez-vous utilisé ou utilisez-vous des stupéfiants comme la drogue pendant et après votre association à Boko Haram ?
- Oui ☐ Non ☒
- 24) Avez-vous fait la prison ? *Non* Oui si oui dites où et pourquoi ?.....
- 25) Quand vous avez rejoint Boko Haram, votre famille était d'accord ? Oui/Non ☒ Avez-vous maintenu de contact ? Oui/Non ☒
- 26) Vos relations actuelles avec la famille et le voisinage ? *Bonne* mauvaise/ moyenne
- 27) Quel est le regard de la population après avoir quitté le rang du mouvement ? Haine/ refus/ agression/ *respect/ compréhension/ solidarité* stigmatisation/ autre(s).....
- 28) Quelles difficultés rencontrez-vous au quotidien ?
- Nourriture : ☒
- Logement : ☐
- travail/ (autre(s))... *Argent*
- 29) Avez-vous l'intention de rejoindre le mouvement un jour ? *Non* Oui
- 30) Avez-vous déjà été victime des abus/ violences/ prison dans le mouvement ? *Non* Oui
- 31) (Femme) Êtes-vous victime de viol, enlèvement, mariage forcé.
- 32) Quel type de soutien aurez-vous besoin ?
- Logement : ☐
- Nourriture : ☒
- Matériels de travail : ☐
- Cash pour faire le commerce : ☒
- Autres : ☐ *Notre pour faire le clando*
- 33) Quel métier savez-vous faire ?
- Pêche : ☒
- Agriculture : ☒
- Elevage : ☐
- Chauffeur : ☐



Le Ministère de la femme, de la protection de la petite enfance et de la solidarité nationale
en partenariat avec
le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'extrémisme (CEDPE)

Soudeur : ☐
Menuiserie : ☐
Autres : ☒ commerce

34) Etes-vous disponible pour une insertion socioprofessionnelle ? Non ☐ Oui ☒

Localité : ☒ Midikoura
Activités : ☒ agriculture, pêche, commerce

Autres : ☐
35) Savez-vous conduire un véhicule ☐ un tracteur ☐ une moto ☒ autre à préciser

36) Quels biens avez-vous ? terre agricole ☐ maison ☐ bétail ☐ chameaux... bœufs... agneaux.... ,
dettes en FCFA, ☐ autre : ☐

37) Souffrez-vous d'une maladie ? Oui/Non ☒ Quel type de maladie ? / depuis
quand ? Blessure ? Oui/Non préciser le type et depuis quand ?

38) Etes-vous satisfait de l'accueil après votre retour ? Oui/Non sinon pourquoi ?

39) Avez-vous toujours des liens avec vos anciens camarades du mouvement ? oui/Non ☒

40) Combien de désengagés ayant pris la route de l'immigration/de l'émigration ? quelle
destination ? ..Europe ? ☐ ..Asie ? ☐ ..Amérique ? ☐ ..Afrique ? ☐ Si quel pays ?

Êtes-vous en contact ? ☒ Non

Observations / Informations complémentaires sur l'enquête ? si oui dites nous

.....
.....
.....

Emprunte de l'enquêté¹

Signature de l'enquêteur et serment de confidentialité

¹ Moi Adam... Diaboula j'atteste avoir répondu honnêtement à ce questionnaire dont le but est de servir le projet
de « l'ISPDH ». Je reconnais s'être désengagé définitivement de BH, de son idéologie et de tout type d'activité criminelle. J'adhère
volontairement au futur programme de réinsertion socioprofessionnelle.

يعترف الطالب بأنه أجاب بصدق على هذا الاستبيان الذي يهدف إلى خدمة مشروع إعادة الإدماج، وهو يعترف بأنه أنهى صل نهائياً عن بوكو
حرام وأيديولوجيتها وأي
نوع من النشاط الإجرامي، وهو ينضم طوعاً إلى برنامج إعادة الإدماج الاجتماعي - المعنى في المستقبل.

2. Annexe. Restitution du rapport de la mission d'identification, d'enregistrement et de profilage des 2544/4142 désengagés dans la province du Lac

Le 18 février 2020, il a été organisé au siège du CEDPE une cérémonie de restitution de la mission d'identification, d'enregistrement et de profilage de 2544 désengagés de Boko-Haram dans la province du Lac-Tchad. Il convient de rappeler qu'une première restitution a été organisée le 04 novembre 2019 au Ministère de la Femme en présence du comité de pilotage qui a fait des observations de fonds intégrées dans le rapport actuel.

Etaient présents, le représentant du Chef de l'Etat, le ministre de la Justice, chargé des Droits Humains, les corps diplomatiques, autorités traditionnelles et politiques, représentants des différentes institutions nationales et internationales et responsables des partis politiques.



Le chef de canton de Bol a estimé que « *Le projet a été un véritable succès* » (...) il a tenu à « *remercier le CEDPE pour ce travail qu'il espère, aura de retombé bénéfique pour les désengagés de Boko-Hara dans le Lac* ». Il indique par ailleurs que « *pour avoir été témoin de la mission, le CEPDE a ressorti avec fidélité les recommandations de ces personnes qui vivent le calvaire* » (...) « *la particularité de ce projet, en dehors de ceux précédemment réalisés, nous retrouvons l'empreinte digitale et la photo des désengagés profilés, une première dans la sous-région* ». L'assistant du président M. Agassiz Baroum a salué « *les efforts fournis par le gouvernement en accompagnant l'institution dans sa noble mission, de mener des études scientifiques pour le pouvoir public et les partenaires au développement, afin de permettre une orientation objective de la politique de développement* ». Pour sa part, le conseiller de sécurité du gouverneur de la province du Lac a tenu à « *saluer le travail historique du CEDPE mené dans la province du Lac-Tchad* » et appelle les autorités politiques et les partenaires du Tchad à « *soutenir le CEDPE dans ses activités* ».

Prenant la parole, le professeur Ibrahim Moussa a martelé sur « *les difficultés sociales des désengagés de Boko-Haram* ». Pour lui, la mission de supervision du projet au Lac-Tchad dont il a participé lui a permis de toucher du doigt la souffrance de ces personnes qui se sentent complètement abandonnées par le pouvoir public. Il appelle à cet effet le gouvernement et ses partenaires de venir en aide promptement à ces personnes qui ont besoin des soins et d'éducation principalement.

M. Kebir Abdoulaye Mahamat, chercheur associé au CEDPE a indiqué que la prévention de l'extrémisme est

fondamentale. Les partenaires impliqués ne doivent pas attendre que le problème soit réel avant de réagir. Il a appelé pendant sa présentation *« les partenaires du Tchad et le gouvernement à investir aussi dans la prévention afin de construire une société débarrassée du mal de ce siècle qu'est l'extrémisme violent »*.

Le CEDPE reconnaît que n'eût été le soutien actif du chef de canton et ses chefs de villages, la mission n'aurait pas réussi, car c'est aussi grâce à lui et ses collaborateurs qu'il a été possible aux chercheurs d'identifier les désengagés et faciliter leur profilage.

Présentant les difficultés rencontrées au terrain, les deux chercheurs, les sieurs Agaziz Baroum et OUBADJIMDEHBA Désiré ont évoqué le caractère périlleux de la mission. Selon eux, pendant leur séjour, ils ont été exposés avec leurs collègues à diverses sortes de danger, notamment des menaces de mort de la part des inconnus d'une part et des risques d'enlèvement d'autres parts.

BAROUM et OUBADJIMDEHBA ont souligné qu'il était difficile de circuler surtout la nuit où ils vivaient une sorte de couvre-feu imposé.

Enfin, le président du CEDPE a estimé *« dans une déclaration à la presse que les désengagés non réinsérés constituent une bombe à retardement et qu'il est temps de procéder à la réinsertion socioprofessionnelle des personnes désassociées de Boko Haram. Il appelle par ailleurs le Ministère de la Femme à intervenir le plus rapidement possible pour se pencher sur le cas des jeunes mineurs. Il convient de rappeler*

que les enfants des désengagés sont au nombre de 11800 », rappelé Ahmat Yacoub.

Interviewé par la presse nationale et internationale, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, chargé des Droits Humains a tenu à « *saluer le travail du CEDPE et appeler les partenaires à l'appuyer pour l'atteinte de ses objectifs* ». Il a par ailleurs indiqué que « *le gouvernement prend à bras le corps la situation des désengagés de Boko-Haram et travaille à définir leur statut.* » Il invite « *les partenaires à soutenir le processus de leur insertion socioprofessionnelle aussi.* »

En conclusion, la présentation du rapport a permis au gouvernement et ses partenaires de toucher du doigt la réalité de la vie des désengagés de Boko-Haram dans la province du Lac-Tchad. C'était une occasion pour le CEDPE de lancer un appel pressant à l'insertion socio-professionnelle de ces personnes (désassociées de Boko-Haram) qui vivent une précarité extrême.

3. *Annexe. Flash sur le CEDPE*

Le CEDPE est une structure associative créée grâce à l'initiative d'un groupe de cadres ayant une expérience dans la gestion des conflits et dont l'objectif principal est d'apporter une contribution dans le domaine de la prévention des conflits inter et intracommunautaires, et de l'extrémisme.

En raison du vide constaté en matière de prévention des conflits, le centre est devenu incontournable. Le CEDPE s'aligne parfaitement avec la stratégie des Nations Unies pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent et la radicalisation.

Afin de mener à bien ces activités, le centre dispose d'une base de données qui répertorie les chercheurs/universitaires disponibles pour l'assister dans la réalisation de ses projets. Le CEDPE a une vision large et intellectuelle de la prévention des conflits. Sa stratégie se base sur le court, le moyen et le long terme en axant ses activités sur la jeunesse et le genre, car il est aussi convaincu que la prévention des conflits doit passer par une approche éducative à partir des bas âges. C'est pourquoi, il a demandé, depuis 2019, au ministre tchadien de l'Éducation d'insérer dans les établissements scolaires une matière pédagogique qui apprend aux enfants, à partir de la crèche, des écoles primaires et secondaires, que le fait d'être différents dans les domaines politiques, religieux, sociaux, économiques et géographiques est une richesse en soi. Le CEDPE a édité, à titre d'exemple, La Journée annuelle des Lycéens dont la première édition a eu lieu le 14 octobre 2019 et qui a réuni plus de 400 lycéens de la Capitale N'Djamena, en présence de diplomates, et du Représentant du ministre de l'Éducation qui a appuyé cette initiative. De plus, en améliorant la capacité des terminalistes en Prépa-Bac, le CEDPE utilise ce canal pour transmettre des messages sur la prévention de l'extrémisme. Les valeurs du CEDPE sont la stabilité et la paix, au profit de l'être humain, sans frontière géographique, religieuse, politique ou sociale.

Quel avenir sans éducation? image CEDPE- Lac



Depuis sa création en 2018, plusieurs activités dans le domaine de la prévention des conflits ont été menées à commencer par la publication d'une quarantaine d'ouvrages de recherche. Le projet d'identification, d'enregistrement et de profilage de 2544/4142 désengagés de Boko Haram dans la province du Lac-Tchad a été réalisé en parfait accord avec les autorités compétentes tchadiennes.

Le Centre a signé plusieurs accords de partenariat, notamment avec l'Union Africaine (UA), en mars 2025, et avec le ministre tchadien de l'Éducation nationale et de la Promotion civique en 2019.

4. Annexe. L'URGENCE D'AGIR

Plusieurs aspects ont joué un rôle dans le traitement de l'extrémisme violent au Tchad : judiciaire, sécuritaire et militaire, religieux. Le Tchad s'est lancé dans une intervention militaire précoce, convaincu que le terrorisme n'a pas de frontière et que ses victoires ailleurs pouvaient être une menace sérieuse dans tous les pays voisins, y compris le Tchad. Si cette initiative militaire n'a pas suffi d'éradiquer la menace extrémiste, elle l'a néanmoins réduite et permis la mise en place de la Force Multinationale Mixte. Grâce à l'intervention militaire tchadienne des villes importantes comme Gamborou ou Banki au Nigeria ont été reprises à Boko Haram. Force est de constater que « la lutte contre ces causes principales qui constituent l'action préventive contre l'extrémisme aurait été négligée ou minimisée. Car les politiques, en général, n'ont cherché jusqu'à présent qu'à privilégier l'option de la force en réponse à l'extrémisme sans prévoir d'autres solutions que celle-ci dont les conséquences - à long terme - ne sont pas toujours fructueuses. Car l'option de la force, à elle seule, ne suffit pas à éradiquer définitivement l'extrémisme. L'accompagner par d'autres options de dialogue et de paix – plus inventives – pourrait apporter à long terme des résultats fructueux. Depuis un siècle, les politiques poursuivent dans cette voie d'ordre stratégique bellico obscurantiste qui ne répond à la violence que par la même option. Ainsi, durant ces quinze dernières années, des solutions obsolètes ont été proposées par des hommes politiques en Irak (logique du pire, logique d'empire

ou la guerre sans fin des États-Unis)⁷⁵, en Libye, au Yémen, en Syrie, en Somalie... Cette logique guerrière de gestion (quelques fois humiliante) des conflits s'est avérée désastreuse pour la stabilité du monde. Selon l'historien et chercheur au CNRS Nabil Mouline : « *La voie militaire est une voie parmi d'autres. Elle a été utilisée par de nombreux régimes arabomusulmans contre les islamistes à partir des années 1950, ensuite par les Occidentaux. Cela ne fonctionne pas (...) pour cela, il faut apporter une réponse globale, c'est-à-dire politique, économique et sociale* » ⁷⁶. Il manque un aspect important, celui de la prévention pratique de l'extrémisme dont le chantier reste minimisé par les États du Lac Tchad.

⁷⁵ Melchior Jean-Philippe et Gourmel Gérard, *logique du pire, logique d'empire ou la guerre sans fin des États-Unis*, (2003), le Mans, éd. Cénomane, Bush au pays de l'or noir p.47, 223 pages

⁷⁶ Mouline Nabil, historien et chercheur au CNRS, *Le Califat histoire politique de l'Islam*, interview, France 24, le 20/01/2016.

5. Annexe. La prévention de l'extrémisme et ses outils

La lutte contre l'extrémisme doit se faire en amont et en aval. Comme il a déjà été dit, l'option militaire, bien que nécessaire à un moment ou à un autre pour faire face à une idéologie extrémiste violente, ne suffit pas. Il faut d'autres options beaucoup plus intelligentes en mesure de contribuer à la destruction de l'idéologie extrémiste. Les experts et chercheurs ont beaucoup travaillé dans ce domaine et les projets ne manquent pas ; mais ils séjournent le plus souvent dans les tiroirs des décideurs politiques, et lorsqu'ils sont débloqués leurs instigateurs ne bénéficient rarement que des miettes du budget débloqué, dont la grande partie est dépensée dans des études et événements cérémoniaux. Pourtant des institutions internationales comme l'Union européenne, l'USAID, l'ONU ou le PNUD...ne lèsent pas sur les moyens pour financer une multitude de projets au nom de la prévention de l'extrémisme. Mais les résultats sur le terrain sont invisibles. Où sont allés les financements ? Cette question mérite une réponse et une solution. Le cas des désengagés de Boko Haram est un bel exemple pour s'en rendre compte qu'on a intérêt à revoir notre manière de faire. Il faut donc une volonté puis un changement de stratégie pour venir à bout de ce fléau préoccupant. Il est clair que la lutte contre l'extrémisme doit se faire en amont et en aval et les outils essentiels de prévention doivent être axés sur les établissements scolaires pour empêcher l'injection de l'idéologie extrémiste dans l'organisme de nos enfants. Cela doit être une préoccupation mondiale. Soumettre à de stricts règlements l'ouverture des établissements scolaires privés, la construction des lieux de culte, l'installation d'associations caritatives d'obédience religieuse. Au Tchad, à titre

d'exemple, plus de 60% des établissements scolaires sont communautaires. En France des mesures ont été déjà prises avec la « *loi Gatel, qui durcit depuis avril 2018 le régime d'ouverture des établissements scolaires hors contrat* »⁷⁷. Elle est même allée plus loin dans sa politique de prévention de l'extrémisme en procédant à la fermeture de certains lieux suspects de culte. En outre, l'Afrique, et plus précisément la partie francophone, doit faire un effort sérieux dans sa lutte contre l'extrémisme en commençant par instaurer une réelle démocratie participative respectant le pluralisme et éviter la modification de constitution pour se pérenniser au pouvoir. Pour évoluer vers une politique préventive de l'extrémisme, le monde doit faire en sorte que les causes principales soient combattues – la corruption, le détournement des biens publics, la détérioration de l'environnement, les violations des droits de l'homme... Bref, tout ce qui est en rapport avec la bonne gouvernance et la paix sociale doit être respecté, amélioré et développé. Une stratégie de prévention précoce serait en mesure de jouer un rôle décisif dans la dissuasion de la jeunesse, de plus en plus isolée, voire privée des bienfaits du développement socioéconomique, et affectée par le fondamentalisme. En somme, pour prévenir la radicalisation, de nouvelles approches de réflexion sont nécessaires pour étudier les origines de l'idéologie extrémiste, en liaison avec le social.

⁷⁷ Le Parisien, Politique|Ph.L. avec AFP| « Islamisme radical : quatre écoles hors contrat fermées en un an », 11 avril 2019.

6. Annexe. La réinsertion socioprofessionnelle des désengagés

La réinsertion socioprofessionnelle des désengagés est un des outils importants de prévention de l'extrémisme. Il s'agit de l'encadrement des désengagés de Boko Haram, ceux qui sont convaincus par expérience que le terrorisme est inhumain et qu'il faut le combattre, qui ont accepté volontairement de déposer les armes et de rejoindre l'égalité. *« Si la guerre contre Boko Haram semble s'estomper, celle pour la réinsertion socio-économique des ex-combattants de Boko Haram reste un véritable challenge. La déradicalisation, puis la réinsertion et la réintégration passent par la mise sur pied des infrastructures capables d'impulser au plus haut niveau cette dynamique nouvelle »*⁷⁸. Ayant contribué par le passé aux atrocités du groupe terroriste, les désengagés méritent plus d'attention non pas comme d'aucuns le disent pour *« récompenser pour les atrocités commises »*. Aux États-Unis d'Amérique, *« la loi n'autorise pas la réinsertion des anciens terroristes »*⁷⁹. Mais pour les empêcher de récidiver, il n'existe malheureusement pas d'autre choix que de les accompagner dans un processus visant à les aider à se débarrasser *« définitivement »* de la radicalisation idéologique. Cette catégorie des anciens terroristes qu'on appelle *« désengagés, retournés, démobilisés »* doit être soumise à une étude scientifique sur la base de leurs parcours sociaux. C'est à travers leurs parcours sociaux que les acteurs seront en mesure de

⁷⁸ Abraham NDJANA MODO Journaliste, Yaoundé-Cameroun, expert associé au CEDPE.

⁷⁹ Richard Bell, Chargé d'Affaires, a.i. ambassade des Etats unis d'Amérique à N'Djamena, entretien lors d'une visite de courtoisie au CEDPE à N'Djamena, 2019.

répondre à certaines questions en rapport avec les raisons de leurs adhésions au terrorisme et celles de leurs désengagements. À partir de cette étude que nous appelons « scientifique », nous pouvons procéder à la prise en charge de ces désengagés dans le cadre de l'insertion socioprofessionnelle. Pourtant, il a été constaté chez des désengagés interrogés⁸⁰ qu'ils expriment le besoin pressant d'une prise en charge et d'un processus de réintégration et de réinsertion dans la vie active.

⁸⁰ Archives CEDPE, Etudes avril 2018 et octobre 2019, Lac Tchad, typologie et profil pour étudier des désengagés de Boko Haram.

7. **Annexe. COMMUNIQUE DE PRESSE**

DATE : 18/02/2020

REF : CEDPE/P16/2020

OBJET : **4142 désengagés, une bombe à retardement**

CÉRÉMONIE DE RESTITUTION DU RAPPORT D'IDENTIFICATION, PROFILAGE ET ENREGISTREMENT DE 2544 DÉSENGAGENT DE BOKO HARAM DANS LE LAC-TCHAD

Le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) lance un appel pressant à l'endroit des autorités et les partenaires à accélérer la procédure de réinsertion socioprofessionnelle d'environ 4200 désengagés de Boko Haram dont 54% de femmes dans la province du Lac.

Il convient de rappeler que plus de 33% de désengagés sont malades alors que 3,19% seulement ont bénéficié d'une scolarité primaire et plus de 97% ne sont pas en possession d'une pièce d'identité. 67,21% éprouvent des difficultés en matière de logement et de nourriture (1710 personnes).

Le CEDPE remercie et encourage les autorités tchadiennes dans ses efforts de lutte contre le terrorisme et appelle les partenaires à les soutenir dans sa stratégie de prévention de l'extrémisme violent.

Le CEDPE estime que les désengagés non réinsérés constituent une bombe à retardement et qu'il est temps de procéder à la réinsertion socioprofessionnelle des personnes désassociées de Boko Haram.

Le CEDPE appelle le Ministère de la Femme... à intervenir le plus rapidement possible pour se pencher sur le cas des jeunes mineurs. Il convient de rappeler que les enfants des désengagés sont au nombre de 11800.

Le CEDPE regrette que les désengagés ne bénéficient d'aucun statut juridique et appelle le Ministère de la justice de bien vouloir statuer rapidement sur ce dossier afin d'ouvrir la voie à la prise en

charge des désengagés.

Enfin, le CEDPE remercie tous ceux qui ont pris part à cette cérémonie surtout les représentants des autorités tchadiennes et les partenaires, et annonce l'organisation dans les toutes prochaines semaines d'un atelier spécial sur le cas des désengagés.

Le CEDPE

8. Annexe. Le coût des trois missions ?

Pour donner une idée aux acteurs impliqués dans la prévention de l'extrémisme et tout en remerciant ceux qui ont apporté leurs contributions pour la réussite de cette étude basée sur les trois recherches-actions dans la province du Lac (Tchad), le coût total est estimé à **77 002 926 XAF** soit 117 390,20 EURO ou 138 561,41 USD

- Études sur la typologie des désengagés :
- Participation de l'Union européenne S/c de CIVI.POL Conseil : 8 805 000 XAF
- La mission sur les droits de l'Homme : CEDPE
- La mission sur le profiling :
- L'OIM= 37 445 750 XAF
- PNUD= 1 000 000 XAF
- Fondateurs du CEDPE
- Autres(s)

9. **Annexe.** Information sur le réseau des organisations de la société civile du Bassin du Lac Tchad (ROSC/BLT)

Le projet du réseau de la société civile pour la réhabilitation et la réconciliation inclusive du bassin du lac Tchad est conjointement piloté par le centre ElmanPeace, et la Fondation NEEM, et financé par le PNUD.

Dans la poursuite de la réconciliation, la paix et la sécurité ; les organisations de la société civile (ROSC/BLT) continuent de jouer de façon significative leur rôle dans le processus de réhabilitation et la réintégration et quand elles sont bien impliquées, leur engagement contribue mieux à la réalisation de la paix et de la stabilité pour éviter la reprise de la crise et la violence (...) lire en annexe le projet de création du point Focal du réseau au Tchad.



10. Annexe. Les principales causes de l'échec au Tchad du processus de DDRR

- **La mauvaise coordination entre les différentes parties prenantes, y compris les pouvoirs publics, les ONG, les Agences internationales a contribué à l'échec du processus ;**
- **Les partenaires internationaux n'ont pas fourni l'appui financier nécessaire pour mener à bien un processus de DDRR sérieux, ce qui est un facteur entravant son efficacité.**
- **Les stratégies mises en place n'étaient pas adaptées aux réalités socio-économiques et politiques du Tchad, rendant le processus moins pertinent ;**
- **Un engagement insuffisant de la part des autorités tchadiennes a pu limiter les progrès dans le processus DDRR, notamment en ce qui concerne la prise en charge des anciens combattants ;**
- **L'absence d'un statut juridique des désengagés de Boko Haram ;**
- **La mise à l'écart de la société civile et des structures spécialisées ;**
- **La loi américaine qui interdit d'injecter de l'argent pour le processus de réinsertion des ex-terroristes ;**
- **La corruption est devenue une caractéristique du processus de DDRR⁸¹ ;**
- **Un des grands handicaps, le comité de pilotage dirigé par le secrétariat général du ministère tchadien de la justice.**

⁸¹ En 2019, le maréchal Feu Idriss Deby a instauré un comité interministériel pour superviser le processus de DDRR, qui a abouti à un comité de pilotage dirigé par le Secrétariat général du ministère de la justice. Les deux entités ont été oubliées par la présidence. La 1ère structure est paralysée en raison de changements des ministères. Le comité de pilotage navigue à vue avec des partenaires comme l'OIM, le PNUD dans des petits projets improductifs comme le CTO.

11. Annexe. Les acteurs impliqués dans la lutte et la prévention de l'extrémisme

- AFD : Agence française du développement
- APD : L'aide publique au développement
- CCAF T/LAC : Cadre de concertation et d'Actions des forces vives de la Province du Lac contre le Terrorisme
- CEDPE : Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme
- CICID : La coopération internationale et le développement
- FEP : Fonds européen pour la Paix
- Fonds européen de développement (FED)
- L'EUCAP: European Conference on Antennas and Propagation
- L'EUTM : Mission de formation de l'Union européenne au Mali
- L'OIF : Organisation internationale de la francophonie
- L'OIM : Organisation internationale de l'immigration
- L'USAID: the United States Agency for International Development
- La Fondation Konrad Adenauer
- Le centre de crise et de stabilisation du ministère de l'Europe et des affaires étrangères
- Le Système informatisé des ressources humaines (SIRH)
- PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
- SIPRI : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm
- UE : Union européenne

Le projet « stabilisation et renforcement de la résilience des populations de la Province du Lac » (SRRP-PL) est une initiative collective qui mérite d'être améliorée, défendue et réalisée. Trois grandes structures regroupant une cinquantaine d'associations travaillent directement sur ce dossier. Il s'agit des :

- cadre de concertation et d'actions des forces vives de la province du Lac contre le Terrorisme-CCAF T/LAC
- Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme – CEDPE
- Réseau des organisations de la société civile du bassin du Lac Tchad (ROSC/BLT).

Sources citées

- ABBAMI OUMAR ABDOU, doctorant en science politique à l'université de Maroua/Cameroun, chercheur associé au CEDPE.
- Abraham NDJANA MODO Journaliste, Yaoundé-Cameroun, expert associé au CEDPE.
- ADOUMADJI MADJASTAN Magloire, Consultant en sécurité et défense, Diplômé du Centre de Recherche d'Études Politiques et Stratégique de l'Université de Yaoundé II. Le 4 septembre 2017, Chercheur associé au CEDPE.
- Archive CEDPE, rapport sur la typologie des repentis de Boko Haram, (Atelier du 25 octobre 2018, N'Djamena, Réflexions sur les données recueillies, Ladiba Gondeu Socioanthropologue, Enseignant chercheur à l'université de N'djamena, Tchad.
- Archives du CEDPE, Rapport d'études sur la typologie des désengagés de Boko Haram, Tchad, décembre 2018.
- Becker, H. S., « Biographie et mosaïque scientifique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1986.
- Bertaux Daniel, Sept propriétés des récits de vie, in Ertul Servet, Melchior Jean-Philippe et Lalive d'Epinay Christian, op.cit.,
- Book Haram, sortir de l'impasse, CEDPE, novembre 2019, Éditions universitaires
- Brouwer, 1999, et Gaulejac (de) Vincent, *Qui est « je » ?* Paris, Éditions du Seuil, 2009.
- Christian Bouquet, Insulaires et riverains du lac Tchad : étude géographique, L'Harmattan, Paris, 1991, 2 vol. (412, 463 p.) (ISBN 2-7384-0799-4) et (ISBN 2-7384-0827-3) (texte remanié d'une thèse de Géographie) ;
- Cyril Musila, « l'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du lac-Tchad », Note de l'IFRI, 2012.
- Deprez Mathieu, entretien de vive voix, café Bahomet, le Mans, le 10 mai 2016.

- Dr. Zenabe Terab professeur à l'Université de N'Djamena, intervention le 25 octobre 2018 au cours de l'atelier sur la typologie des repentis de Boko Haram organisé à N'Djamena.
- Emmanuel Decaux et Noémie Bienvenu, *les grands textes internationaux des droits de l'homme*. La documentation Française, Direction de l'information légale et administrative, Paris, 2016. ISBN : 978-2-11-010284-3.
- Epelbaum Didier, entretien in « Ça m'intéresse », rubrique « Culture », mars 2016 n°421, édition PMP rima Media, p.24.
- Ertul Servet, Melchior Jean-Philippe et Lalive d'Epinay Christian.
- Florencia Valdés A., « dans la région du lac-Tchad le réchauffement climatique et le terrorisme vont de pair », TV5monde Afrique, 19 octobre 2015 ;
- Germain Fabrice MENYE NGA, « origines psychologiques de la violence des « Boko Haram » : une étude de quelques cas », in regards croisés sur Boko Haram au Cameroun, éditions du schabel, septembre 2017.
- <http://www.atlantico.fr/pepites/neurologue-decouvre-tache-noire-dans-cerveau-tueurs-et-voleurs-630729.html>.
- <http://www.lisapoyakama.org>.
- <https://arabic.rt.com/world>.
- <https://information.tv5monde.com>.
- https://www.centrerecherche.com/shop/Le-Lac-Tchad-sans-Boko-Haram-en-2022-c-est-possible_p5.html
- https://www.wathi.org/laboratoire/initiatives/election_tchad/situation-de-leducation-tchad/
- IPI, Investir dans la paix et la prévention de la violence au Sahel-Sahara (rapport octobre 2018)
- Journal Jeune Afrique.
- Lalive d'Epinay C., « Les parcours de vie au temps de la globalisation. Un examen du 'paradigme du parcours de vie' », in CARADEC V., ERTUL S., MELCHIOR J.-P. (dir.), *Les*

dynamiques des parcours sociaux. Temps, territoires, professions, Rennes, PUR, coll. « Le sens social », 2012, p. 21-29.

- Le Parisien, Politique|Ph.L. avec AFP| « Islamisme radical : quatre écoles hors contrat fermées en un an », 11 avril 2019.
- Maalouf Amin, romancier. Auteur de *Un fauteuil sur la scène* invité de l'émission Grand Angle, 4^{siècles} de l'Histoire de France dans un fauteuil, TV5 Monde, Afrique, mardi 26/04/2016, 18h30.
- Max Nordau 1849-1923, Critique de la dégénérescence, op.cit., p. 161-162
- Melchior Jean-Philippe et Gourmel Gérard, logique du pire, logique d'empire ou la guerre sans fin des États-Unis, (2003), le Mans, éd. Cénomane, Bush au pays de l'or noir p.47, 223 pages.
- Ministère de l'Économie et de la Planification du Développement, Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques, 2018, Tchad ;
- Mme Amina Tidjani Yaya, présidente de l'association "La voix de la femme", 18 sept 2019, Ndjamena, Tchad.
- Mouline Nabil, historien et chercheur au CNRS, Le Califat histoire politique de l'Islam, interview, France 24, le 20/01/2016.
- Oualbadet Magomma A., Lévêque Christian. Les poissons du lac Tchad : ichtyologie et niveaux lacustres. In : Magrin G. (ed.), Lemoalle Jacques (ed.), Pourtier R. (ed.), Déby Itno I. (pref.), Fabius L. (pref.), Moatti Jean-Paul (postf.), Pourtier N. (cartogr.), Seignobos Christian (ill.). Atlas du lac Tchad. Passages, 2015, numéro spécial 183, p. 49-50. ISSN 0987-8505
- Peneff Jean, *La méthode biographique*, Paris, A. Colin, coll. « U, sociologie », 1990
- Priscilla Sadatchy, « Boko Haram : un an sous état d'urgence », GRIP, note d'analyse du juin 2014.
- Professeur Bakry, Centre Tombouctou, Sénégal
- Rapport de la Mission au Lac Tchad (29 mars au 5 avril 2018), Archive CEDPE ;

- Rapport sur le développement humain (PNUD, 2015)
- Rapport/ Entretien OIM/CEDPE) du mercredi 21 août 2019 ;
- Revue scientifique trimestrielle/ CEDPE/ octobre 2018.
- Richard Bell, Chargé d’Affaires, a.i. ambassade des Etats unis d’Amérique à N’Djamena, entretien lors d’une visite de courtoisie au CEDPE à N’Djamena, 2019.
- Soubelet Bertrand, *Tout ce qu’il ne faut pas dire. Insécurité, Justice : un général de gendarmerie ose la vérité*, Edition Plon, mars 2016.
- Tacko Ndiaye, Fonctionnaire, principale sur le genre, l’égalité et le développement rural du bureau régional de la Fao pour l’Afrique.
- Trévedic Marc auteur de « *Ahlam* », p. 80.

3^{ème} Edition CEDPE, juin 2025

Toutes les publications sont disponibles aux adresses suivantes :

- Bibliothèque spécialisée du CEDPE, quartier Bilamatom, N'djamena
- [Amazon.com : Ahmat YAcoub](#)

Prix : 11 500 FCFA (17,64 Euros)
A commander directement sur Amazon
[Amazon.fr : Ahmat Yacoub Dabio](https://www.amazon.fr/Ahmat-Yacoub-Dabio)
Ou en passant la commande au CEDPE